

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
M
M
A
I
R
E

Retour à la légalité, victoire du Capital	page
Mouvements revendicatifs et socialisme	6
Le marxisme contre l'utopie	20
L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours	32
Bases et perspectives économique-sociales du conflit algérien	48
Notes d'actualité	59

RETOUR A LA LÉGALITÉ,

victoire du Capital

Tout est rentré dans l'ordre : la Belgique a voté, la Belgique a un nouveau Parlement, et bientôt elle devra obéir tout entière à une nouvelle coalition gouvernementale. Pour cela, le Parti socialiste belge, qui passa pour l'âme de la grève, se prostituera avec autant de partis bourgeois qu'il faudra. Pour cela, les partis bourgeois qui, hier encore, l'accusaient de vouloir la dictature du prolétariat, accepteront aussi longtemps qu'il le faudra son alliance. On voit ce que l'accusation valait. On voit surtout ce que valait la promesse solennelle du socialiste Larock alors que la grève, grâce à son parti, allait à la défaite : « Rien n'arrêtera la marche des travailleurs vers le pouvoir, si ce n'est les mécontentes de leurs dirigeants politiques et syndicaux ». Son unité, le PSB l'a sauvée non seulement de « mécontentes » de façade, mais même de la colère de la base qui, bien souvent en ces jours de lutte, cria à la trahison. Mais il l'offre au Capital et à ses légitimes représentants, c'est-à-dire qu'il leur vend la classe ouvrière.

Du moment où, après trente-cinq jours d'une grève nettement politique sinon révolutionnaire, le dernier mineur, le dernier métallo eurent repris le travail, la légalité bourgeoise avait déjà été restaurée. La bourgeoisie triompha, bien que le mérite n'en revint point à M. Eyskens, mille fois voué au poteau par les travailleurs, mais bien aux chefs de ceux-ci. Plus ils furent applaudis, plus, du point de vue bourgeois, leur mérite fut grand. Peu importe qu'un Renard, pour garder en main ses Wallons exaspérés, ait dû suspendre sur la tête des capitalistes la menace d'une ruineuse extinction des hauts-fourneaux : il n'eut jamais l'intention de la mettre à exécution. Et peu importe qu'il se soit payé le luxe d'une diversion politique qui pouvait sembler une menace à l'unité nationale : l'agitation autour de l'autonomie wallonne (à l'heure bourgeoise de l'Europe unie !) ne pouvait pas aboutir à autre chose qu'à une proposition de réforme constitutionnelle respectueusement présentée au roi ! Tout cela n'avait qu'un but : garder les ouvriers sous la tutelle des socialistes de l'ordre, et empêcher une marche sur Bruxelles.

Avec les élections, la légalité triomphe en plein. Que ce triomphe soit celui de toutes les classes bourgeoises, grandes et petites, qui hier bavaient sur les grévistes, toute la merde parlementaire à nouveau étalée le prouve. Mais, dira-t-on, le nouveau gouvernement ne pourra pas revenir à la loi d'austérité ; c'est là une victoire, et non une défaite pour les ouvriers ! Le nouveau gouvernement devra réaliser les plans du Capital, et la classe ouvrière belge n'est pas prête à les déjouer : voilà l'essentiel. Il devra assurer l'accumulation capitaliste la plus rapide pour rendre à la Belgique la place internationale perdue dans l'euphorie spéculative d'après-guerre. Il devra discipliner l'économie par toutes les mesures que les Etats bourgeois savent aujourd'hui prendre et qu'une propagande non seulement défaitiste, mais stupide présente aux ouvriers belges comme des « réformes de structure » qui devraient les rapprocher sans douleur du socialisme. Mais le Capital ne s'accumule qu'aux dépens du Travail. Le Capital ne discipline sa propre anarchie que pour mieux conjurer l'« anarchie » de la lutte de classe et de la Révolution sociale. En général, donc, le nouveau gouvernement sera tout aussi opposé aux intérêts prolétariens que tout autre gouvernement capitaliste, aussi légalement constitué qu'il soit. En particulier, il décevra fatalement les espoirs que les travailleurs avaient mis dans leur lutte. Mais puisqu'ils n'ont pas eu la force de boycotter la gigantesque farce électorale qui a suivi, rien n'empêchera les traîtres de leur faire croire que ce gouvernement nouveau est le fruit et le signe de leur victoire.

Il a été constaté que chaque fois que le prolétariat belge avait déclenché une bataille, il l'avait gagnée, mais que chaque fois aussi il avait été dépossédé de sa victoire, d'une façon « inexplicable ». Ceux qui en février sont rentrés au travail non en vaincus, et c'est tant mieux, mais en vainqueurs, pourraient bien sous peu refaire la constatation, et chercher les raisons de cette apparente fatalité. Elles sont bien simples, et pas spécifiquement « belges » : ou bien le prolétariat parvient à s'emparer du pouvoir en tant que parti de révolution sociale, ou bien, s'il s' imagine y arriver comme parti de réforme et de compromis, c'est toute la merde politique du parlementarisme bourgeois qui recommence de plus belle. De troisième solution, plus pacifique et moins nauséuse, il n'y en a pas !

Quand aucun parti statistiquement appréciable ne professe ouvertement que son but est la dictature du prolétariat, il n'est pas de gouvernement à la naissance si tarée, à l'avenir apparemment si compromis qui ne réussisse à se faire accepter par les couches les plus arriérées du prolétariat, et à se faire tolérer par les plus évolués. Alors, même les efforts d'émancipation les plus héroïques se résolvent, sur le plan politique, dans les déplacements traditionnels et insignifiants de la gauche du parti le plus à droite vers la droite du parti le plus à gauche, et de la gauche de celui-ci vers une gauche nouvelle, encore plus menteuse. Toute cette géographie politique fastidieuse n'intéresse que les gens affligés de crétinisme parlementaire, et ses modifications laborieuses ne changent rien ! C'est ainsi qu'en Belgique, les trahisons des chefs socialistes, parlementaires ou non, à l'action prolétarienne n'auront eu, paradoxalement, d'autre résultat que de profiter électoralement aux pires assassins

de tant d'actions directes passées, de l'Espagne à la Hongrie, c'est-à-dire aux communistes. Précisément les communistes, auxquels les prolétariats de France et d'Italie doivent leur incapacité à déclencher une action aussi ample et décidée que celle de Belgique !

*
**

Si le nouveau gouvernement ne peut espérer revenir à la loi d'austérité, c'est incontestablement un succès, sinon une « victoire », de la lutte ouvrière. Encore tout s'est-il déroulé de façon que le prolétariat soit politiquement frustré de ce résultat, déjà mince si l'on songe à l'immensité des buts révolutionnaires. Cela est apparu le 20 février, quand le roi dénia à Eyskens le droit parlementaire d'appliquer la loi unique, tout comme s'il n'en avait pas perdu la possibilité sur le plan de la lutte de classe ! ; quand il promulgua la dissolution du Parlement qui, malgré la grève, avait cyniquement voté la loi, tout comme si ce n'était pas la révolte des travailleurs, mais la démission des ministres libéraux qui avait rendu ce Parlement impossible ! Il revenait de droit au représentant couronné de l'unité nationale de tenter ainsi de ravir au prolétariat le bénéfice politique d'un succès dû uniquement à son action de classe, puisque la monarchie est sortie tout aussi indemne de la tourmente que le mastodontique PSB ! Mais dès lors qu'il en a eu la possibilité, il n'est rien qui, à moins de luttas nouvelles, ne puisse être à nouveau ravi au prolétariat. Rien, pas même ce niveau de vie tant vanté par la bourgeoisie belge et dont la seule évocation, pendant la grève, transformait son scandale en fureur hystérique : — vous n'avez pas honte ! Les Français, eux, gagnent bien moins que vous, ils ont de Gaulle, et ils ne disent rien !

Ce qui indignait si fort les bourgeois (et qui, dans ce cas, ne tourne guère à notre honneur, à nous, prolétariat français !) prouve seulement que lorsque les ouvriers entrent en lutte pour leurs intérêts de classe, l'enjeu dépasse toujours les quelques francs en apparence disputés : c'est toute la position de la classe opprimée, exploitée et dupée au sein de la société qui est mise en question. Une si grande cause peut bien rallier l'adhésion et les sympathies d'une foule d'immédiatistes, en même temps qu'elle mobilise contre elle toute la canaille bourgeoise, petite-bourgeoise et opportuniste : elle n'aura pas progressé d'un seul pas, tant qu'elle n'aura pas ressuscité le parti de la dictature prolétarienne, car c'est seulement dans la victoire révolutionnaire qu'elle triomphe.

*
**

Les illusions politiques dans lesquelles le prolétariat belge est enfermé et qui traçaient d'avance ses limites à la grève se résument toutes dans cette formule d'une pancarte de manifestants : la démocratie, c'est obéir au peuple ! Bien sûr, les petits-bourgeois disent, eux, que la démocratie est le libre jeu

des institutions parlementaires dans le respect de la légalité. L'opposition des deux formules reflète l'antagonisme politique à son point de jaillissement, c'est-à-dire au moment où la classe opprimée s'avise que la légalité la tue ! Mais si la seconde est ouvertement réactionnaire, la première est absurde, et finalement défaitiste.

Tout d'abord, le « peuple » (c'est-à-dire les classes moyennes et le prolétariat) n'a nullement d'intérêts homogènes qui puissent se traduire dans une volonté unique. Le principal mérite du mouvement belge est d'avoir démontré cela dans la vie. Pour le prolétariat, « obéir au peuple », c'était rengainer la « loi de malheur ». Pour les classes moyennes, c'était rétablir l'ordre, la production et le commerce contre ces trublions d'ouvriers, contre cette « sorte de maquis qui terrorisait le Hainaut », comme dirent les journaux. Quand le gouvernement a l'air d'obéir à tout le peuple, c'est en réalité les classes moyennes réactionnaires qui triomphent, sans parler bien entendu du Capital. Si la formule pouvait avoir un sens quelconque, ce serait donc « la démocratie, c'est obéir au prolétariat » : mais alors toute son absurdité éclaterait aux yeux.

La formule ne vaut rien parce qu'elle n'est qu'une vague réminiscence de la Révolution française (qui nous délivrera du jacobinisme ? !) dont la tâche était d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie, ce qu'elle réalisa au moyen de la démocratie révolutionnaire (c'est-à-dire en lançant contre eux toutes les forces populaires) et dont la bourgeoisie la remercia en décapitant ses chefs. Mais aujourd'hui, c'est avec les ennemis du prolétariat qu'il s'agit d'en finir ! Imaginer que l'Etat parlementaire puisse servir à une telle tâche à condition que la rue lui dicte ses volontés avec suffisamment d'énergie est une pure absurdité : même à coups répétés dans le derrière, jamais l'Etat capitaliste ne fera le socialisme ! Même si le prolétariat voulait emprunter une voie aussi détournée et aussi folle pour parvenir à ses buts, il lui faudrait déployer une violence de classe qu'il a évidemment tout intérêt à diriger directement contre l'Etat du Capital et à exercer pour l'instauration de son propre pouvoir. S'il ne le fait pas, c'est la bourgeoisie qui distribuera tous les coups, et lui qui devra finalement obéir : la lutte enfermée dans les limites d'un démocratisme faussement radical et parfaitement anti-historique n'aura donc engendré que le fascisme ! La seule formule politique de la victoire reste donc, comme en 1848, comme en 1917 « dictature du prolétariat » !

**

C'est bien à une menace de dictature prolétarienne que la bourgeoisie a crié en Belgique devant l'extension de la grève. La sagesse politique la plus répandue aujourd'hui consistant à penser que ce n'est ni demain, ni même bien plus tard que les choses en arriveront là, tout le monde a trouvé ces cris parfaitement déplacés, surtout à l'adresse des bons socialistes belges. Cela prouve seulement que la lutte de classe ouverte oblige la bourgeoisie elle-même à rappeler des vérités qui, en temps de paix sociale, finissent par échapper jusqu'à des « marxistes » : l'unique aboutissant possible de l'action

prolétarienne directe, méprisant légalité et détours parlementaires, c'est bien la dictature du prolétariat. C'est pourquoi la bourgeoisie doit à tout prix en conjurer l'extension, et les opportunistes en empêcher l'organisation politique révolutionnaire. Ce qu'il faut au Capital, c'est que les ouvriers ne veuillent même plus livrer de batailles : et les philistins de toutes sortes ne parviennent pas à comprendre que pour le Parti révolutionnaire, la défaite est bien plus grande quand la bataille prolétarienne n'est pas livrée que même lorsqu'elle est perdue ! C'est pourtant pour cette raison qu'en dépit de ses limites politiques évidentes, nous avons donné, donnons et donnerons la grande grève belge en exemple aux ouvriers français. En janvier, d'étranges doutes s'élèvent : comme terme et comme notion, l'action directe avait-elle bien droit de cité dans la pensée et l'expression marxiste ? Depuis, le champion du légalitarisme, le renégat Maurice Thorez les aura totalement dissipés, en partant en guerre précisément contre « les aventuristes et les blanquistes qui bavardent d'action directe et oublient que l'essentiel est le parti révolutionnaire ». Il aurait dû dire à ses contradicteurs : vous ne voyez donc pas que l'action directe, que nous avons tout fait pour conjurer, sonnerait le glas de notre parti ? Nous disons, nous, aux nôtres : vous ne voyez donc pas qu'elle est l'unique espoir du Parti de la Révolution ?

La grève politique ouvrière la plus importante de l'après-guerre, pour ne pas dire plus, a éclaté dans la petite Belgique en fièvre de « modernisation ». La modernisation, qui est le développement du capitalisme, aura lieu, puisque les ouvriers eux-mêmes la considèrent comme la solution à leurs maux, qu'ils appellent eux-mêmes les réformes de structure pour lesquelles, dans des pays plus « modernes », le prolétariat a déjà cessé de lutter. Et cela, ce sera une défaite. Mais la lutte de classe cessera-t-elle, comme le suggèrent tous ceux qui, dans le mouvement belge, n'ont vu qu'un anachronisme, dans le prolétariat du Pays Noir, l'arrière-garde attardée et condamnée du prolétariat d'avant-guerre ? Mille fois non ! Plus les pays capitalistes sont « modernes », équipés, productivistes, plus vite ils courent à la catastrophe ! La lutte de classe reprendra donc, dans les formes ouvertes, directes de la grève belge, mais pour des buts qui ne seront plus particuliers à aucun pays. La lutte de classe ne pourra plus s'arrêter, comme en janvier, aux frontières d'un petit pays dont la houille a fait la fortune, mais dont l'industrie ne peut plus vivre que de houille. C'est tout au long de l'immense trainée charbonnière qui court des Midlands anglais au Donetz russe, par la Lorraine, la Ruhr et la Silésie, que la flamme réveillée de la grande lutte sociale se propagera, embrasant toute l'Europe. Dans cette seconde moitié du XX^e siècle, toutes les chances de l'Internationale ouvrière, du parti mondial de la dictature du prolétariat sont là, et nulle part ailleurs !

Mouvements revendicatifs et socialisme

Après quinze ans de reconstruction et d'accumulation du Capital dans la paix sociale la plus étouffante, les soubresauts qui depuis quelques temps se produisent dans divers pays d'Europe incitent à penser qu'à la phase des luttes national-révolutionnaires dans le continent arriéré va succéder maintenant, pour des raisons que nous ne pouvons développer ici, une phase d'agitations sociales dans les nations industriellement avancées.

Quels qu'en soient les délais et les formes, ces agitations auront pour caractère commun de se produire à un moment de l'Histoire où le mouvement politique révolutionnaire du prolétariat a totalement disparu. Ce fait pose des limites assez étroites à leur développement : tout un monde sépare en effet la pure revendication économique, et même les mouvements politiques non révolutionnaires du type des grèves belges, de la lutte pour la prise violente du pouvoir et pour l'instauration du socialisme ; ce « monde », c'est celui de l'Internationale prolétarienne reconstituée : il semble bien lointain aujourd'hui.

Ceci dit, précisément pour la reconstitution du parti prolétarien révolutionnaire, un retour du prolétariat à l'action directe, fût-ce même sur le plan inférieur de la lutte revendicative, serait d'une importance historique que nul n'a le droit de contester. Encore faut-il que les forces infimes qui, aujourd'hui, constituent un embryon d'organisation politique encore bien fragile sachent aborder les mouvements revendicatifs qui se préparent sur la plateforme marxiste traditionnelle. Sans doute ne peut-on pas parler encore de « question syndicale » au sens que les partis de feu la III^e Internationale donnèrent à l'expression : la jonction entre mouvements revendicatifs d'une part, mouvement politique révolutionnaire de l'autre devait se faire, selon leurs thèses, au travers d'une conquête des organisations syndicales par le parti de classe ; or, si rien n'autorise à affirmer qu'une telle position a cessé d'être vraie, la conquête en question ne pourra pas être abordée comme tâche pratique avant longtemps.

Nous ne traiterons donc pas ici à proprement parler la « question syndicale ». Plus modestement, nous voulons seulement mettre en garde contre une certaine réaction (bien compréhensible, mais inadaptée) aux excès volontaristes d'un immédiatisme ouvrier fort répandu, réaction qui consiste à assimiler revendications partielles et réformisme, et qui finalement se ramène à penser que seules les conquêtes politiques suprêmes de la révolution méritent les sacrifices des ouvriers.

En réalité, si le marxisme a établi dès son origine les limites de la lutte revendicative, il n'a jamais eu du processus révolutionnaire une conception assez mystique pour imaginer que les ouvriers pouvaient passer de la sou-

mission au Capital, ou de la simple contestation de la plus-value patronale à la victoire révolutionnaire *sans se transformer eux-mêmes*. Pour le marxisme, cette transformation ne peut être le produit d'une simple propagande de doctrinaires avisés. C'est un produit de la transformation perpétuelle des conditions historiques générales dans laquelle les hommes vivent, et surtout un résultat des luttes que les antagonismes réels engendrent toujours à nouveau, même après les pauses historiques les plus longues. Doctrine matérialiste, le marxisme est une science de la praxis humaine en général, et de la praxis de classe en particulier ; pour lui, c'est dans la lutte et exclusivement dans la lutte, que la classe ouvrière peut grandir suffisamment en union, en force et en décision pour devenir enfin la force politique capable de détruire la vieille société. Mais dans cette lutte, comme le dit le *Manifeste Communiste*, les révolutionnaires ne se distinguent du reste du prolétariat que par la conscience des conditions et des buts de la victoire. C'est de cela que la classe opprimée a besoin, et non pas de juges qui la tancent pour la lenteur et la maladresse extrêmes de ses efforts d'émancipation.

*
**

En ce qui concerne les luttes revendicatives, jamais le marxisme n'a professé en doctrine que le niveau des salaires était régi par une quelconque « loi d'airain » qui, rendant impossible toute amélioration, voire toute résistance aux attaques patronales, aurait logiquement conduit le parti à déconseiller aux ouvriers les actions partielles. Ce ne fut le cas ni du temps de Marx ni même, en pleine phase impérialiste, du temps de la III^e Internationale, comme en témoignent les thèses syndicales de son parti membre le plus radical en Occident, le Parti Communiste d'Italie (1).

La position du marxisme fut toute autre : il rechercha dans les lois de l'économie capitaliste les limites de la lutte revendicative ouvrière, et conclut que lutte économique et lutte politique devaient être menées de front.

Le marxisme a montré que les rapports de production capitalistes se distinguent de tous les autres et donc se caractérisent par la transformation de la force de travail en marchandise. Comment la valeur de cette marchandise se détermine-t-elle ? Quelles influences s'exercent-elles sur son prix de marché au cours du développement du Capital ? Voilà comment le problème du salaire se pose en termes marxistes (2).

Marx a démontré une fois pour toutes que la valeur de toute marchandise capitaliste est déterminée par ses frais de production, c'est-à-dire, en dernière analyse, par le temps de travail social moyen nécessaire à sa fabrication. De telle sorte que la valeur des marchandises baisse quand ce temps diminue, c'est-à-dire quand la productivité sociale augmente. Nous ne revien-

(1) Nous publierons dans un prochain numéro l'ensemble des thèses sur la tactique adoptées par ce Parti.

(2) Toutes les citations de cet article sont empruntées à deux textes classiques du marxisme : *Travail salarié et Capital*, rédigé en 1848, c'est-à-dire avant que Marx ait entrepris les grandes études économiques qui le conduisirent à rédiger « LE CAPITAL » (1867 : Premier Livre) et *Salaires, Prix et Profits*, texte d'une conférence prononcée en avril 1865 devant le Conseil général de la Première Internationale, à Londres.

drons pas ici sur cette démonstration, bien que l'économie politique vulgaire qu'on enseigne non seulement dans les Universités, mais jusque dans les établissements populaires, vise à une impossible restauration théorique contre ces vérités aux conséquences révolutionnaires. La sagesse suprême de cette économie-là étant « la loi de l'offre et de la demande », il est facile de se débarrasser de la confusion qu'elle crée : il suffit, comme Marx il y a plus de cent ans, de montrer que la loi en question n'explique plus rien quand l'offre et la demande s'équilibrent, et que l'explication réside bien, en effet, dans la production, et non pas dans la sphère du marché.

Ceci dit, comment appliquer cette définition de la détermination de la valeur à cette marchandise très particulière qu'est la force de travail ? La difficulté provient du fait que la force de travail n'est rien d'autre, comme dit Marx, que l'« individualité vivante » du travailleur. Or le travailleur de telle époque, de tel pays, voire de telle région, de telle industrie est incontestablement un produit de l'Histoire : comment ramener ce produit à une donnée purement mercantile, comment l'enfermer tout entier dans un prosaïque « coût de production » ? Renoncer à le faire, c'eût été cependant renoncer à toute possibilité d'explication scientifique. La réponse de Marx, qui semble aux philistins une échappatoire, est d'une admirable rigueur, dans sa dialectique, car elle rend compte dans un seul concept de la réalité historique aussi bien que la sèche loi économique :

« La valeur de la force de travail est formée de deux éléments dont l'un est purement physique et l'autre historique ou social. Sa limite suprême est déterminée par l'élément physique, c'est-à-dire que, pour subsister et se reproduire, pour prolonger son existence physique, il faut que la classe ouvrière reçoive les moyens de subsistance indispensable pour vivre et se multiplier. »

La valeur de ces moyens de subsistance de nécessité absolue constitue par conséquent la limite suprême de la valeur de la force de travail. D'autre part, la longueur de la journée de travail a également des limites extrêmes, quoique très extensibles. Ses limites extrêmes sont données par la force physique de l'ouvrier. Si l'épuisement quotidien de sa force vitale dépasse un certain degré, celle-ci ne pourra pas fournir journalièrement une nouvelle activité. Néanmoins, comme nous l'avons dit, cette limite est très extensible. Une succession rapide de générations débiles et à existence brève approvisionnera le marché du travail tout aussi bien qu'une série de générations fortes et à existence longue.

Parallèlement à cet élément purement physiologique, la valeur de la force de travail est déterminée dans chaque pays par un standard de vie traditionnel. Celui-ci ne consiste pas seulement dans l'existence physique, mais dans la satisfaction de certains besoins naissant des conditions sociales dans lesquelles les hommes vivent et ont été élevés...

Cet élément historique ou social qui entre dans la valeur de la force de travail peut augmenter ou diminuer, disparaître complètement de telle sorte que la limite physiologique subsiste seule...

Si vous comparez les salaires normaux, c'est-à-dire les valeurs de la force de travail dans les différents pays, et à des époques historiques différentes, vous trouverez que la valeur de la force de travail elle-même n'est pas une

grandeur fixe, qu'elle est variable, même si l'on suppose que les valeurs de toutes les autres marchandises restent constantes. »

La valeur de la force de travail est donc déterminée par le coût des objets de première nécessité indispensables à son entretien et à sa reproduction, et, dans une proportion variable, par le coût des objets non indispensables à l'existence physiologique, mais satisfaisant des besoins qui, dans certaines conditions sociales et historiques, sont considérés comme absolus bien qu'engendrés par le développement capitaliste lui-même.

Les anti-marxistes qui feignent de reprocher à cette réponse de Marx une certaine « indétermination » alors qu'ils veulent en réalité insinuer que la science n'a que faire dans les choses humaines et sociales lui reprochent en substance, et sans s'en apercevoir, une chose : de ne pas avoir, *sous prétexte de science*, traité la classe ouvrière comme une machine morte, vouée à la production du Capital, mais bien comme une collectivité non seulement souffrante, mais combattante ! En effet, cette « indétermination » s'explique chez Marx, comme nous le verrons plus loin, par les effets de la *lutte de classe*.

Pour en revenir à la détermination de la valeur de la marchandise force de travail, Marx complète sa définition par la remarque suivante qui est capitale :

« Ce minimum de salaire, tout comme la détermination du prix des marchandises par les frais de production en général, joue pour l'espèce et non pour l'individu pris isolément. Il y a des ouvriers qui, par millions, ne reçoivent pas assez pour pouvoir exister et se reproduire ; mais le salaire de la classe ouvrière tout entière est, dans les limites de ses oscillations, égal à ce minimum. »

Cette restriction s'applique, ici, uniquement à ce qu'il appelait plus haut l'« élément physique » de la valeur, mais n'a bien entendu que plus de force si on l'applique à l'« élément historique et social ».

Aujourd'hui, diront les admirateurs impénitents du progrès capitaliste, toute l'« espèce » ouvrière atteint le minimum vital d'entretien et de reproduction : des recherches précises sur le taux de nuptialité et de reproduction, et sur les taux de salaire pour une semaine « légale » de quarante heures leur réserveraient sans doute des surprises, si au lieu de considérer les catégories supérieures qui seules intéressent ces philistins quand il s'agit de juger « la situation de la classe ouvrière » ils s'attachaient systématiquement aux catégories les plus défavorisées. Ce que tous les complices conscients ou inconscients de l'ignominie capitaliste oublient en tous cas, c'est que *de façon générale* le minimum vital n'est aujourd'hui atteint et dépassé que dans la mesure où les travailleurs acceptent un allongement considérable de la semaine de travail « légale » ; que sans cet allongement, ils pourraient peut-être entretenir leur vie, mais non nourrir femme et enfants. Ce qu'ils préfèrent surtout ne pas voir, c'est que pour les catégories inférieures, l'« élément historique et social » du salaire est pratiquement absent : elles restent donc, aujourd'hui comme hier, en marge de la société prospère qu'on nous vante, en dehors de l'Histoire que la bourgeoisie nous décrit comme un riant progrès !

Puisque toutes les luttes de classe du passé n'ont pu avoir raison des différences au sein même de la classe ouvrière, force est donc de recourir à la sévère « science » marxiste pour les expliquer :

« ... Les frais de production des forces de travail de qualités différentes diffèrent exactement de la même façon que les valeurs des forces de travail employées dans les diverses industries. La revendication de l'égalité des salaires repose par conséquent sur une erreur, sur un désir insensé qui ne sera jamais satisfait. Elle a sa source dans ce radicalisme faux et superficiel qui accepte les prémisses et cherche à se dérober aux conclusions. Sous le régime du salariat, la valeur de la force de travail se détermine comme celle de toute autre marchandise. Et comme les différentes sortes de travail ont des valeurs différentes, c'est-à-dire nécessitent pour leur production des quantités de travail différentes, elles doivent nécessairement avoir des prix différents sur le marché du travail. Réclamer une rémunération égale ou même équitable sous le régime du salariat équivaut à réclamer la liberté sous le régime de l'esclavage. Ce que vous considérez comme juste et équitable n'entre donc pas en ligne de compte. La question qui se pose est la suivante : Qu'est-ce qui est nécessaire et inévitable au sein d'un mode de production donné ?

« Ce qui est nécessaire et inévitable » dans le mode de production capitaliste, c'est encore bien autre chose que l'inégalité dérivant des coûts de production différents du travail simple et du travail qualifié (1) : c'est, comme nous allons voir, la lutte de classe — et les limites d'une lutte purement revendicative.

*
**

De quoi dépend l'importance relative de l'« élément historique et social » dans la détermination du salaire ? Autrement dit, comment ce dernier peut-il jamais s'élever au-dessus du minimum vital, c'est-à-dire du coût de production des produits indispensables à son entretien et sa reproduction ?

Marx répond nettement : cela dépend de la lutte incessante entre le Capital et le Travail, du rapport des forces entre les combattants. Aucune « loi d'airain », donc, mais position de lutte.

(1) On sait que les enseignants revendiquent actuellement, entre autres choses, des augmentations de traitements. Ils ont même décidé de défendre par la grève des examens leurs « droits d'élite » formée (ou déformée ?) par des années de gavage des principes bourgeois et d'absorption d'une « culture » qui est à l'intelligence ce que la thésaurisation est à l'économie. Bref, ils réclament la stricte application de la... loi de la valeur à leur force de travail distinguée. Les ouvriers haïssent à juste titre le souci qu'une grande fraction de cette catégorie a de se tenir à une distance respectable du vulgaire, et leur prétention injustifiée à une utilité sociale supérieure. Mais ce que les ouvriers conscients leur reprocheront n'est pas d'essayer de faire jouer en leur faveur la loi de la valeur : c'est, en considérant l'inégalité qui en dérive non pas comme le résultat d'une loi économique transitoire mais comme un principe moral, de leur dénier, à eux prolétaires, le droit de s'émanciper révolutionnairement en détruisant l'économie où la loi de la valeur règne en maîtresse.

Il est vrai qu'un courant assez important, parmi les enseignants, affecte de vouloir lier son mouvement revendicatif à celui des ouvriers, et proteste en tout cas qu'il ne lui est nullement hostile. En somme, il s'agirait entre lui et les ouvriers, d'échanger des « reconnaissances de droits à une juste rétribution » !

Là encore, les ouvriers conscients répondront à ces bons démocrates que la « justice » commencera précisément quand la rétribution selon la loi de la valeur aura cessé, et que le mot d'ordre révolutionnaire est non pas le « salaire équitable » pour chaque catégorie, mais l'abolition du salariat. Seulement alors aussi les vendeurs actuels de latin et de science pourront être libérés des servitudes que leur imposent la conception et l'organisation bourgeoises de l'« instruction » et de l'« éducation » !

Notons ici qu'une prétendue gauche vient aujourd'hui nous conter que les appareils syndicaux sont devenus des confréries de traîtres dont le principal souci est le maintien de l'ordre (ce qui est vrai), que les ouvriers en attendent passivement les avantages qu'on attend d'une quelconque institution d'assistance, sans même songer qu'ils puissent être des écoles de lutte socialiste (ce qui est vrai), et qu'en dépit de tout cela, le salaire est satisfaisant, et donc aussi la situation de la classe ouvrière, ce qui est faux. Répétons-le : le salaire n'est pas satisfaisant pour toutes les catégories de salariés ; quand il l'est, c'est parce que la semaine de travail est longue ; et ajoutons que la situation de la classe ouvrière ne peut pas être définie *uniquement* par le salaire. La position de lutte de Marx reste vraie, donc, *même sur le plan purement revendicatif* !

Comment cette position est-elle théoriquement fondée, en d'autres termes quels rapports a-t-elle avec la théorie économique de Marx ? Ici, il nous faut rappeler des notions élémentaires, mais fondamentales, au risque d'entendre crier aux truismes.

Si on considère la valeur de la masse globale des marchandises produites au cours d'un cycle donné, un an par exemple, on s'aperçoit qu'elle se compose de *deux partis*. La première est une somme de valeurs *déjà produite antérieurement* et qui est simplement transmise au nouveau produit : valeur des matières premières employées pendant l'année nouvelle, valeur non pas des moyens de production en général, mais de la fraction de ceux-ci qui a été usée pendant ce temps, et qui s'est transmise au produit du simple fait que ces moyens de production ont été utilisés dans le processus concret du travail.

La seconde partie, la plus intéressante, est *la valeur ajoutée* à l'ancien capital par le travail nouveau, la valeur créée au cours de l'année nouvelle par le labeur de tous les ouvriers employés. Cette valeur ajoutée se divise elle aussi en deux parties : la première va remplacer dans la poche du capitaliste, après vente de ses marchandises, la somme déboursée pour les salaires, et qui, bien loin d'être une « avance », provient en réalité de la réalisation des marchandises produites pendant le cycle précédent. C'est ce que Marx exprime dans *Travail salarié* et *Capital* d'une façon qui fait justice de tous les bavardages sur la « part » de la classe ouvrière dans le « revenu national » :

« *Le salaire n'est donc pas une part de l'ouvrier à la marchandise qu'il produit. Le salaire est la part de marchandises déjà existantes avec laquelle le capitaliste s'approprie par achat une quantité déterminée de force de travail productive.* »

La seconde partie de la valeur ajoutée est le profit.

« *Mais quelle est donc la loi générale qui détermine la hausse et la baisse du salaire et du profit dans leurs relations réciproques ?* »

« *Ils sont en rapport inverse. La part du Capital, le profit, monte dans la mesure même où la part du travail, le salaire, baisse, et inversement. Le profit monte dans la mesure où le salaire baisse, il baisse dans la mesure où le salaire monte.* »

Parbleu ! Tout le monde, aujourd'hui, sait cela !

Mais ce que tout le monde a oublié (les syndicats de collaboration de classe et les associations de contre-révolutionnaires professionnels qui osent encore s'appeler « partis ouvriers », en tous cas), c'est ce que Marx en déduisait, dès 1848 :

« Nous voyons donc que même si nous restons DANS LES LIMITES DU RAPPORT ENTRE LE CAPITAL ET LE TRAVAIL SALARIE, les intérêts du Capital et les intérêts du travail salarié sont diamétralement opposés. »

C'est nous qui avons souligné, parce que, précisément, la critique marxiste nous portera rapidement au-delà du rapport entre patronat et travailleurs, sur le terrain de l'opposition générale entre le mode capitaliste et le mode socialiste de production. Mais n'anticipons pas.

Ce qu'oublient tous ceux qui bourgeois, traîtres avérés ou gauchistes équivoques, glorifient, chacun à leur façon, la prospérité capitaliste, l'augmentation incessante de la productivité, c'est que :

« Un accroissement rapide du Capital (c'est-à-dire ce que nous avons appelé plus haut la valeur ajoutée NDR) équivaut à un accroissement rapide du profit. Le profit ne peut s'accroître rapidement que si le prix du travail, si le salaire relatif diminue avec la même rapidité. Le salaire relatif peut baisser même si le salaire réel monte en même temps que le salaire nominal, la valeur en argent du travail, mais à condition que ces derniers ne montent pas dans la même proportion que le profit. Si, par exemple, dans les périodes d'affaires favorables, le salaire monte de 5 pour 100, et le profit par contre de 30 pour 100, le salaire... relatif n'a pas augmenté, mais diminué. »

Une dernière citation, dédiée à la fois à tous ceux qui propagent la position défaitiste que la classe ouvrière a intérêt à l'accroissement rapide du capital, qu'elle n'a que bonheur et prospérité à attendre de l'augmentation de la productivité, et à ceux qui préféreraient « une » révolution, mais sont intérieurement convaincus que le développement capitaliste atténue les antagonismes sociaux :

« Si donc le revenu de l'ouvrier augmente avec l'accroissement rapide du capital, l'abîme social qui sépare l'ouvrier du capitaliste s'élargit en même temps, la puissance du capital sur le travail, L'ETAT DE DEPENDANCE DU TRAVAIL ENVERS LE CAPITAL grandissent en même temps »...

« Même la situation la plus favorable pour la classe ouvrière, l'accroissement le plus rapide possible du capital, QUELQUE AMELIORATION QU'IL APORTE A LA VIE MATERIELLE de l'ouvrier, ne supprime pas l'antagonisme entre ses intérêts et les intérêts du bourgeois, les intérêts du capitaliste. PROFIT ET SALAIRE SONT, APRES COMME AVANT, EN RAISON INVERSE L'UN DE L'AUTRE. »

La proportion dans laquelle le premier montera et le second baissera dépend uniquement, nous dit Marx, de la lutte de classe, parce que :

« En ce qui concerne les profits, il n'existe pas de loi qui déterminerait leur minimum. Nous ne pouvons pas dire quelle est la limite dernière de leur baisse. Et pourquoi ne pouvons-nous pas fixer cette limite ? Parce que nous sommes bien capables de fixer les salaires minimum, mais pas les salaires maximum. Nous pouvons seulement dire que les limites de la journée de tra-

vail étant données, le maximum des profits correspond à la limite physiologique la plus basse des salaires et que, étant donné les salaires le maximum des profits correspond à la prolongation de la journée de travail encore compatible avec les forces physiques de l'ouvrier. Le maximum de profit n'est donc limité que par le minimum physiologique du salaire, et le maximum physiologique de la journée de travail. IL EST CLAIR QU'ENTRE CES DEUX LIMITES DU TAUX MAXIMUM DE PROFIT, IL Y A PLACE POUR UNE ECHELLE IMMENSE DE VARIATIONS POSSIBLES. »

En réalité, cet après-guerre nous a montré que l'échelle des variations possibles est, en effet, immense pour le profit, mais réduite pour le salaire réel, qui n'a progressé que très lentement de façon absolue, alors que les profits croissaient à pas de géant, si bien que, comme il est dit plus haut, le salaire relatif a énormément diminué. (Cela, comme nous le verrons plus loin, Marx le savait parfaitement.) Qu'est-ce que cela prouve, pour aujourd'hui ? Que la lutte revendicative est vaine ? Non que le « rapport de forces entre les combattants » a été infiniment plus favorable au Capital qu'au Travail, pendant ces quinze dernières années. Pourquoi ? Parce que les syndicats ont toujours été (pour le moins !) au-dessous de leur tâche, et cela s'explique parce qu'ils sont dans les mains de partis prolétariens passés à la conservation de l'Etat bourgeois et de l'ordre social existant, ou bien de purs « syndicalistes » qui n'ont jamais même rêvé d'attaquer le premier et de révolutionner le second, puisqu'ils n'ont jamais voulu admettre que la lutte prolétarienne était à la fois économique et POLITIQUE, c'est-à-dire REVOLUTIONNAIRE.

En affirmant que le montant du profit (et donc du salaire) dépendait uniquement de la lutte de classe, Marx n'a naturellement pas voulu dire que la bourgeoisie pouvait être réduite à la ruine par une simple lutte revendicative, ni donc que le syndicat ouvrier pouvait l'emporter sur l'Etat bourgeois, sa police, son armée et ses parlementaires endormeurs : toute son œuvre prouverait le contraire, s'il en était besoin.

A première vue cependant, cette « échelle immense de variations possibles » du salaire peut sembler témoigner d'un immense optimisme à l'égard des possibilités offertes aux luttes revendicatives au sein de la société bourgeoise, optimisme qu'on ne retrouverait guère dans d'autres écrits de Marx. Des camarades pourront être tentés de le mettre sur le compte des « conditions différentes de l'époque pré-impérialistes » tandis que les imbéciles parleront, bien entendu, des « contradictions » de Marx. Laissant les imbéciles à leur bêtise, il faut souligner, pour les camarades, que lorsque Marx écrit cela, il s'agit pour lui de réfuter les « âneries » de certain membre de l'Internationale qui prétendait « qu'une augmentation des salaires ne pouvait pas améliorer les perspectives matérielles et sociales de la classe ouvrière » et que « les efforts des syndicats pour relever les salaires auraient eu, d'ailleurs, des effets néfastes sur les industries ». Pour Marx, il s'agit alors d'affirmer avec le maximum de force contre ce Weston, disciple de l'utopiste Owen, les principes de l'action directe et de la lutte de classe, non seulement pour leur vérité théorique, mais aussi pour assurer pratiquement au socialisme scientifique la liaison avec le mouvement ouvrier réel, surtout à un moment où une vague de grèves submergeait le continent.

Aujourd'hui, le parti révolutionnaire a peut-être encore davantage à attendre de la reprise des agitations sociales qu'en 1865, car il est beaucoup plus faible qu'en 1865, à l'échelle mondiale : il aurait donc tout à perdre à vouloir se montrer plus « radical » que Marx en personne, en *opposant* la lutte révolutionnaire à la lutte revendicative. Il ne pourrait même pas invoquer les « conditions différentes de l'époque impérialiste » : à l'époque impérialiste, précisément, les luttes revendicatives ont bien plus de chances de se transformer rapidement en luttes *politiques* : c'est précisément pour cela que ni syndicats de collaboration de classe, ni partis faillis n'osent plus en déclencher de tant soit peu sérieuses. Et qu'on ne vienne pas dire que cette thèse, qui fut celle de Lénine et de tous les communistes de la III^e Internationale, a été « infirmée » par l'Histoire : la lutte *politique* a bien succédé aux agitations sociales ; le malheur est que c'est la bourgeoisie qui en a pris l'initiative en lançant sur le prolétariat ses bandes noires ou brunes, sous la protection de l'Etat démocratique. Ce qu'il faut, c'est que la prochaine fois, ce soit le prolétariat qui prenne l'initiative politique, et qu'il vaille ; on ne faciliterait nullement ce grand résultat historique en lui disant : renonce donc à te défendre contre le Capital, fais plutôt la Révolution !

Tout au cours de l'Histoire, les ouvriers ont revendiqué essentiellement deux choses : la diminution de la journée de travail et l'augmentation des salaires. Quand ils se réveilleront de leur longue torpeur d'après-guerre, ils feront de même. A moins que, réellement, notre société moderne leur réserve le sort enviable qu'on nous dit, ce qui non seulement est faux, mais le deviendra de plus en plus. Ou, à l'opposé, qu'ils puissent être amenés à livrer l'assaut à l'Etat bourgeois par une simple propagande de parti, sans luttes préalables. Mais l'assaut armé à l'Etat bourgeois à l'échelle d'une nation entière exige une unité de classe qui ne peut pas se présenter comme un point de départ, puisqu'il est l'aboutissant de luttes multiples, de plus en plus âpres, de plus en plus vastes. Sans de telles luttes pas de parti révolutionnaire : l'embryon de parti se trempe et grandit dans la bataille ; ou bien il tombe en proie aux philistins, aux dilettantes et aux phraseurs, quand ce n'est pas à de francs opportunistes, ou tout simplement, il disparaît !

A l'égard des mouvements revendicatifs pour la diminution de la journée de travail et pour les augmentations de salaire nous n'avons aucune raison, donc, d'avoir une autre appréciation que Marx dans sa polémique contre l'adversaire des grèves, Weston :

« Quand les ouvriers s'efforcent de ramener la journée de travail à ses anciennes limites rationnelles » (aujourd'hui, ils souhaiteraient bien revenir à la semaine de quarante heures, mais ils n'ont pas la force de déclencher un tel mouvement !) *« ils ne font que remplir un devoir envers eux-mêmes et envers leur race. Ils ne font que mettre des bornes à l'usurpation tyrannique du Capital. Le temps est le champ du développement humain. Un homme qui ne dispose d'aucun loisir, dont la vie tout entière, en dehors des simples interruptions, purement physiques pour le sommeil, les repas, etc., est occupée par le travail pour le capitaliste, est moins qu'une bête de somme... Et pourtant toute l'histoire de l'industrie »* (y compris les quinze dernières années, et qui de nous ne sait combien les heures supplémentaires, entre

autres, font obstacle à toute milice révolutionnaire, même si l'ouvrier souhaite militer !) « montre que le Capital, si on n'y met pas obstacle, travaille sans égard ni pitié à abaisser toute la classe ouvrière à ce niveau d'extrême dégradation... »

Et en ce qui concerne le salaire :

« S'il ne luttait pas pour des augmentations de salaire pendant la phase de prospérité alors que se réalisent des surprofits, (l'ouvrier) n'arriverait même pas, dans la moyenne du cycle industriel », (où alternent booms, crises et stagnation NDR) « à son salaire moyen, c'est-à-dire à la valeur de son travail. Ce serait pousser la bête à son comble que d'exiger que l'ouvrier, dont le salaire est nécessairement éprouvé par les phases de déclin du cycle s'exclue lui-même d'une compensation correspondante pendant celles de prospérité... Sur la base du système actuel, le travail n'est qu'une marchandise comme toutes les autres. Il faut par conséquent qu'il passe par toutes les mêmes fluctuations pour atteindre un prix moyen qui corresponde à sa valeur. Ce serait une absurdité de le traiter, d'une part, comme une marchandise, et de vouloir, d'autre part, le soustraire aux lois qui déterminent le prix des marchandises... Si (le salarié) se contentait d'admettre la volonté, le diktat du capitaliste comme une LOI ECONOMIQUE CONSTANTE, il partagerait toute la misère de l'esclave sans jouir de sa sécurité.

« ... Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le Capital, ELLE SE PRIVERAIT CERTAINEMENT ELLE-MEME DE LA POSSIBILITE D'ENTREPRENDRE TEL OU TEL MOUVEMENT DE PLUS GRANDE ENVERGURE. »

**

A l'utopiste Weston qui niait l'utilité des grèves revendicatives, Marx avait répondu que « la volonté du capitaliste consiste certainement à prendre le plus possible » mais que « ce que nous avons à faire, ce n'est pas de dissenter sur cette volonté, mais étudier sa puissance, les limites de cette puissance et le caractère de ces limites ». Et il avait conclu en faveur des luttes revendicatives.

S'il s'était contenté de cela, il serait lui-même tombé dans une erreur analogue, quoiqu'opposée dans ses conclusions à celle de Weston : il lui fallait indiquer les « limites » des mouvements revendicatifs, et le « caractère de ces limites », autrement toute son argumentation n'eût été qu'une « dissertation » sur la « volonté » de la classe ouvrière d'augmenter l'élément « historique et social » du salaire, et nous n'aurions pas été plus avancés. Cette lutte, il la replace donc dans le mode capitaliste de production où « la tendance des choses est de ramener la valeur du travail à sa limite la plus basse ». C'est cela précisément qui, soit constaté en passant, fait dire à une quantité d'imbéciles que « Marx s'est contredit ». A les entendre, on pourrait tirer n'importe quoi de ses écrits, aussi bien la stupide « paupérisation absolue » des staliniens, que « l'augmentation illimitée du salaire par une lutte revendicative adéquate » des syndicalistes purs. En somme, Marx ne serait pas le fon-

dateur du socialisme scientifique, mais le père de la confusion qui règne dans les cervelles réfractaires à la dialectique. C'est un comble ! (1).

La thèse est pourtant bien claire : 1. Aucune LOI ECONOMIQUE ne règle le montant du SALAIRE et du PROFIT. — 2. Les effets de l'accumulation du Capital sont cependant la baisse continue de la valeur de la force de travail, sans compter les oscillations de son prix de marché liées aux fluctuations de l'offre et de la demande de travail. — 3. La lutte revendicative est donc résistance aux effets de l'accumulation du capital, tentative d'empêcher la dépréciation de la force de travail que le développement capitaliste entraîne nécessairement avec soi. — 4. En conséquence, les ouvriers ne doivent pas oublier qu'« ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. »

Alors ? Pas de toute-puissance de la « volonté » ouvrière ? Pas de « liberté » des luttes revendicatives ? Mais pas non plus de dynamique purement « objective » et « économique » ? « On n'y comprend plus rien », s'écrient les imbéciles dont nous parlions tout à l'heure, « ce Marx est vraiment illisible » ! S'ils ne faisaient ainsi obstacle à la diffusion de la seule théorie révolutionnaire, cela nous serait bien égal ! Tous ces gens-là, de quelque tendance qu'ils soient ne savent raisonner qu'en fonction de philosophies bourgeoises : l'idéalisme et l'indéterminisme ; ou bien le matérialisme mécaniste. Jamais ils ne comprendront ce qu'il y a essentiellement à comprendre : le marxisme est précisément une doctrine de la praxis, et non un rationalisme nouveau ; seulement, c'est une doctrine matérialiste de cette praxis, et non un volontarisme. Qu'on nous pardonne la parenthèse de « méthode ».

Pour en revenir à la loi économique de la baisse continue de la valeur de la force de travail au cours du développement du capital, elle est bien facile à comprendre. La valeur de la force de travail, comme de toute autre marchandise, dépend, comme nous l'avons vu plus haut, de ses « frais de production », bien entendu plus élevés pour le travail complexe que pour le travail simple. Ces frais de production correspondent au temps de travail social moyen dépensé à la production non seulement des denrées et objets indispensables à la vie, mais aussi de la pacotille que le « standard de vie traditionnel » propre aux différentes fractions de la classe ouvrière mondiale les amène à considérer comme « nécessaire ». Or l'accumulation du capital tend à diminuer ces frais, parce qu'en introduisant le machinisme à une échelle toujours croissante, en poussant toujours davantage la division du travail, il augmente la productivité, autrement dit diminue le temps de travail socialement nécessaire à la production des marchandises. La valeur de la force de travail baisse donc en même temps que celle de toutes les autres marchandises. Pour la raison dite ci-dessus, et encore pour une raison supplémentaire : à mesure que la division du travail s'accroît, le travail se simplifie ; l'habileté requise

(1) Le lecteur trouvera dans ce même numéro une polémique contre une certaine variété de cette imbécillité aux produits multiples. Il s'agit du groupe « barbariste » qui est intéressant non pas par lui-même, mais par la somme de déviations diverses qu'il constitue ; si bien que la réfutation de ses « thèses » peut servir au lecteur à réfuter les « thèses » d'une quantité d'autres courants ou groupuscules, qui travaillent, eux aussi, avec énergie à empêcher la clarification.

diminuant, les frais de production diminuent (sans compter que la concurrence entre les ouvriers pour un travail accessible à tous augmente !) : la masse de la main-d'œuvre bon marché croît donc, face à la main-d'œuvre « scientifique » des grands ingénieurs et techniciens, grassement payée et complices de l'ordre social existant. Plus mécontent parce que son travail lui apportera moins de satisfaction, plus de dégoût, l'ouvrier sera cependant *plus mal placé*, étant donné précisément les lois économiques qui font de son travail une simple marchandise, pour exiger sa part de la productivité accrue de son propre travail (1).

En dépit de tous les mensonges sur la « prospérité », jamais peut-être la vie sociale n'aura mieux confirmé que depuis la fin de la seconde guerre mondiale ces paroles de Marx :

« Au fur et à mesure donc que le travail apporte... plus de dégoût, la concurrence augmente et le salaire diminue. L'ouvrier cherche à conserver la masse de son salaire en travaillant davantage, soit en faisant plus d'heures, soit en fournissant davantage dans la même heure » (travail aux pièces, primes au rendement NDR). *« Poussé par la misère »* (relative ou absolue, peu importe NDR), *« il augmente donc encore les effets funestes de la division du travail. Le résultat est que plus il travaille, moins il reçoit de salaire »* (cela fut écrit en 1848, mais quel ouvrier ignore, aujourd'hui, que les heures supplémentaires qu'il est contraint de faire par suite de la lâcheté de ses syndicats pèsent lourdement sur son salaire normal ? NDR) *« et cela pour la simple raison qu'au fur et à mesure qu'il concurrence ses compagnons de travail »* (c'est précisément ce que les ouvriers les plus perspicaces et les moins poussés par la dure nécessité reprochent à ceux qui font des heures supplémentaires, mais cette action individuelle est fatalement inefficace, car ils ne peuvent pas leur procurer les ressources supplémentaires que ceux-ci cherchent NDR), *« il fait de ceux-ci autant de concurrents, qui se vendent à des conditions aussi mauvaises que lui-même »* (dès qu'une fraction importante des ouvriers cherche à se tirer d'affaire par des heures supplémentaires individuelles, l'autre fraction qui comprend la nocivité de cette attitude reste impuissante à déterminer une action collective, surtout, quand le syndicat est, comme aujourd'hui, dans les mains de traîtres avérés, il ne leur reste donc qu'à accepter eux aussi d'en faire, s'ils ne veulent pas tomber dans la pénurie ; au reste,

(1) Marx remarquait dès 1848 que « même si l'ouvrier possédait la culture intellectuelle, cela serait sans influence directe sur son salaire », car elle n'est nullement nécessaire à son travail. La chose reste vraie aujourd'hui, où dans une certaine mesure, la bourgeoisie peut se vanter d'avoir développé l'enseignement populaire au-delà de tous les espoirs du siècle dernier. Dans la mesure où les écoles techniques donnent une formation *professionnelle* réelle, cette formation est en grande partie inutilisable par le capitalisme qui, en fait d'ouvriers, a surtout besoin de travail simple ; il refuse donc de payer à l'ouvrier cette « formation professionnelle », d'où toutes les lamentations de ceux qui se sont laissés prendre à la propagande « progressiste » de toutes sortes de réformistes, et en premier lieu des... professeurs, et qui espèrent une dignité bourgeoise de main-d'œuvre qualifiée. En réalité, comme on s'en plaint d'ailleurs de toutes parts, la formation professionnelle passe au second rang, dans cet enseignement populaire, derrière une remarquable mais vaine tentative de faire subir aux enfants de prolétaires le même gavage de principes et de « culture » bourgeois dont on afflige le reste de la jeunesse. Mais quel capitaliste serait assez épris de belles lettres pour tenir compte des lectures classiques d'enfance de son ouvrier ? Tout ceci donne le véritable sens du « progressisme » illuministe des enseignants : ils sont intéressés à la création d'emplois toujours plus nombreux, aussi peuvent-ils mentir effrontément sur les effets sociaux du développement de l'instruction populaire, leur mentalité III^e République laïque et jules-ferrienne aidant !

le patronat et la maîtrise ont mille moyens de leur imposer ! NDR) « *et parce qu'en définitive, c'est à lui-même qu'il fait concurrence, à lui-même en tant que membre de la classe ouvrière !* »

Marx nous avait bien prévenus que si « *la condition indispensable pour une situation passable de l'ouvrier (était) la croissance aussi rapide que possible du capital productif* » et que « *une augmentation sensible du salaire (supposait) un accroissement rapide du capital productif* », il ne fallait cependant pas croire sur parole « *les économistes bourgeois (aujourd'hui il ajouterait : les chefs « ouvriers » partisans de la grandeur française !) quand ils affirment que plus le capital est gras, plus son esclave s'engraisse !* » Or que faisaient d'autre les Messieurs Thorez et Cie du temps qu'ils trônaient dans le gouvernement de Sa Majesté le Capital et de Sa Grandeur le Général de Gaulle et qu'ils disaient aux ouvriers : « *Produisez d'abord, vous revendiquerez ensuite ?* » Depuis, leur doctrine économique n'a pas subi de changements substantiels ; aujourd'hui comme hier, ce n'est pas à la lutte revendicative que la classe ouvrière devrait faire confiance pour améliorer sa situation, mais à l'augmentation de la productivité. La productivité qui a pour effet de *baisser la valeur de la force de travail*, et donc de rendre *plus difficile l'augmentation du prix de marché du travail* !

Sans parler, bien entendu, de cet autre effet de l'accumulation rapide du capital, qui s'appelle les crises et les guerres :

« *... Le Capital ne vit pas seulement du travail. Maître à la fois distingué et barbare, il entraîne dans sa tombe les cadavres de ses esclaves, des hécatombes entières d'ouvriers qui sombrent dans les crises.* »

Nos amateurs contemporains de récits d'horreur n'aiment pas cette solennité ! Quoi, pour 3.000 malheureux licenciés chez Renault, venir *aujourd'hui* nous parler d'« *hécatombes d'esclaves* », quel mauvais goût ! Les 25 millions de morts — et encore, en comptant seulement les soldats — de la seconde guerre mondiale, ça n'est pas *de notre époque*, Messieurs ?

*
**

Ici, des bonnes gens bourrés du « sens des réalités » viennent nous dire, en substance : mais la valeur de la force de travail, on s'en moque ! C'est une notion purement abstraite, elle n'apparaît pas dans la vie quotidienne ! Ce qui compte, c'est la *quantité de marchandises* qu'on peut acheter pour cette valeur ! Admettons votre doctrine marxiste : cette valeur baisse ; mais puisqu'elle baisse, parce que celle des marchandises achetées par les ouvriers baisse du fait de la productivité accrue, la quantité reste la même, et elle peut même augmenter, si l'accumulation est suffisamment rapide. Ainsi, même si la part relative du salaire *dans la valeur ajoutée* diminue, et si donc l'exploitation augmente, l'ouvrier, lui, n'y voit pas malice — et les antagonismes sociaux sont atténués. Qu'ils aillent raconter cela au malheureux qui s'inflige ses 50 ou 52 heures par semaine, et ils se feront bien recevoir !

Tout ceci prouve seulement qu'il n'y a rien d'aussi aveugle au monde que le bon sens ! la baisse de la *valeur* du salaire, c'est-à-dire la baisse du *salaire relatif* ; l'augmentation relative du profit et l'accroissement de la puissance

du Capital, de l'assujettissement de la force du travail, ça se voit dans la réalité la plus quotidienne ; ça se voit dans l'empoisonnement croissant de l'atmosphère des villes, dans la fièvre toujours plus grande de la vie dans les pays industriels, dans le charivari grandissant des usines, dans le despotisme toujours plus exaspérant de la maîtrise, l'accélération des temps, les vols sur les prix faits, l'allongement de la semaine de labeur, la publicité toujours plus obsédante qui s'étale sur les murs (et toutes les sollicitations diverses qui s'exercent sur l'acheteur), sans compter l'invraisemblable embouteillage qui résulte de la privatisation des transports ! Tout cela, c'est la traduction la plus immédiate, la plus évidente, dans la vie de tous les jours, de l'augmentation énorme de la productivité du travail, qui n'a pu être obtenue que par une accumulation du capital qui, en force du « truisme » qui veut que salaire et profit varient en fonction inverse, signifie augmentation du profit aux dépens du salaire ! Et vous ne la voyez pas, l'augmentation de la puissance sociale du capital, dans le renforcement de la police et de l'armée ? dans les stocks mondiaux des bombes H ou autres, qui, en attendant la guerre, servent à exercer une terreur préventive sur la classe exploitée ? dans les Spoutniks de toutes espèces qui devraient disperser dans le cosmos tous les vieux rêves d'émancipation sociale sur cette terre ? Vous ne la voyez pas dans le luxe et la réaction insolents des classes moyennes et dans la domestication des « organisations ouvrières » de toutes sortes qui n'osent même plus mener honnêtement cette « simple guerre d'escarmouches quotidiennes » avec le Capital dans laquelle au siècle dernier Marx disait aux ouvriers de ne pas « se laisser absorber exclusivement », mais que les plus pâles réformistes savaient encore conduire ? Non, vous ne la voyez pas, et c'est pourquoi vous venez nous conter que la révolution est perdue, parce que dans les pays avancés on ne meurt plus de faim : or c'est tout cela, « tout ce monde hostile de la richesse étrangère », toute cette aliénation du travailleur, aussi bien dans la vie quotidienne que dans le travail même, qu'il s'agit de détruire !

Pour le détruire, le prolétariat devra répondre aujourd'hui aux mêmes appels révolutionnaires que ceux lancés par Marx il y a plus de cent ans, par la III^e Internationale il y a plus de quarante ans : remplacement du mot d'ordre conservateur « *un salaire équitable pour un travail équitable* » par le mot d'ordre révolutionnaire : « *abolition du salariat !* » Constitution en parti politique distinct, en opposition avec tous les partis des classes possédantes, y compris ceux qui se déclarent « ouvriers », voire socialistes et communiste ! Prise révolutionnaire du pouvoir ! Transfert de tous les moyens de production et de tout le produit à la collectivité travailleuse ! Tel est le programme communiste.

LE MARXISME CONTRE L'UTOPIE

Désarroi du révisionisme.

« Organe de Critique et d'Orientation révolutionnaire », qui paraît tous les trois mois, *Socialisme ou Barbarie* (que nous abrègerons en SB) re-proclame périodiquement la découverte sensationnelle qu'il fit, il y a une douzaine d'années, lorsqu'il rompit avec le trotskysme : le capitalisme moderne est totalement différent de l'ancien ; le marxisme « traditionnel » est donc tout juste bon à mettre au panier. Bien des bourgeois en pensent autant, sans fonder d'« organisation ». SB, lui, se sent appelé à la mission d'en convaincre les prolétaires. Vocation plus que suspecte : même si la thèse était vraie (si les bourgeois avaient raison), en quoi pourrait-elle inciter un seul prolétaire à la lutte ? C'est exactement le contraire !

Dans son numéro de février, SB remet donc une centième fois sa thèse sur le tapis, sous forme d'un article intitulé « *Le Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* » et signé par un certain P. Cardan. Tout le suc de la pensée de SB s'y trouve condensé dans cette phrase : « Il est enfin évident (c'est nous qui soulignons) que les conceptions théoriques sous-jacentes à l'activité révolutionnaire — et la conception même de ce qu'est une théorie révolutionnaire — doivent être radicalement modifiées. » « Enfin » ? Oui, pendant douze ans, SB s'est languï du désir de voir le marxisme définitivement liquidé, banni, disparu jusqu'à la dernière trace : les développements internationaux du XX^e Congrès soviétique et la grande farce khrouchtchevienne l'auront « enfin » satisfait !

Des gens assez « radicaux » pour modifier radicalement le marxisme ; assez « révolutionnaires » pour révolutionner la théorie révolutionnaire, il y en a eu un certain nombre au cours des cent dernières années, tout particulièrement quand le prolétariat était « politiquement apathique » et « engagé dans un mouvement de privatisation ». Cette expérience séculaire permet de formuler une « loi » : si quelqu'un entreprend de réviser le marxisme, c'est qu'il n'y a rien compris.

Leur ignorance et leur incompréhension a toujours donné aux « réviseurs » un gros avantage : ils triomphent aisément d'un marxisme qu'ils n'ont fabriqué que pour ça. Qu'on en juge ! Dans sa reconstruction très particulière de notre doctrine, Cardan fait ces trois aveux capitaux :

1^o Il a lu *Le Capital* de Karl Marx (il en transpire encore : « C'est monumental ») : eh bien, il n'y a pas vu la *lutte des classes*. Il ne voit pas la Bombe dans le traité atomique de la physique sociale !

2^o Il a lu les Œuvres philosophiques de Marx et d'Engels, le Manifeste Communiste, des dizaines ou des centaines de thèses et proclamations de Parti : eh bien, il n'y a pas vu « l'action des classes et des hommes », mais seulement une « *dynamique objective* » et des « *lois naturelles* ». Prolétaire, quand un flic te botte les fesses, c'est dans l'ordre de la « nature », car son pied suit une trajectoire *étudiable* : voilà ce que Marx enseigne. D'après Cardan. Quant à tous les « hommes » du passé qui ont propagé comme ils pouvaient notre doctrine, qui ont milité pour leur classe et sont tombés par milliers pour la

Révolution, il les exécute dédaigneusement : tous « grossiers » et « schématiques », sauf, bien entendu les deux du Sommet. On est ouvriériste, ou on ne l'est pas.

3° Quoiqu'ennemi des « spécialistes », surtout en matière de politique prolétarienne (en somme SB en veut aux « grossiers » ou aux « savants » ?). Cardan sait comme tout un chacun qu'il y eut en 1917 une certaine révolution russe, et un certain parti bolchévick qui fonda une certaine III^e Internationale. Il sait que cette Internationale s'était juré de faire la révolution et le socialisme dans le monde entier, qu'au lieu de cela il y eut un second massacre impérialiste — et que le Capital court toujours. Bref, il a quelques notions de l'histoire « naturelle » des quarante dernières années : eh bien non, là vraiment, il ne parvient à y discerner aucune « terrible défaite » de la classe prolétarienne. Surpris par ces paroles qu'il entendait répéter par des internationalistes, il a pourtant pioché le sujet. *Pays par pays*. « Le pauvre homme ! »

Tels sont les sentiments de ce novateur à l'égard du mouvement d'émancipation d'une classe à laquelle sa morgue, sa paresse mentale, son absence complète d'instinct révolutionnaire le rendent totalement étranger. Telle est sa science en matière d'économie, de philosophie et de politique marxistes. Et telles sont les trois incapacités irrémédiables que SB propose comme points de départ à une discussion qui doit porter sur les « problèmes de la politique révolutionnaire dans la période actuelle ». Vous étiez-vous crus par hasard dans une organisation prolétarienne, et vouliez-vous discuter de politique révolutionnaire ? Erreur, camarades ! Ici, nous sommes en Sorbonne, et nous « posons une problématique » ; ce à quoi on vous invite, c'est à vous abandonner au grand courant de « privatisation » qu'on observe dans la « société contemporaine » !

La revue précise, il est vrai, que la profondeur de vue de M. Cardan et son sens aigu de l'histoire ne sont pas « nécessairement partagés par l'ensemble du groupe SB ». On comprend ça. Chacun est néanmoins invité à apporter sa contribution, si modeste soit-elle : qui un reste de trotskysme, qui une bonne soupe existentialiste, qui une bouteille de vieux Proudhon. Le procédé trahit les habitués de surprise-partie, et à vrai dire, on soupçonnait déjà Cardan de n'avoir jamais feuilleté son Marx qu'en vitesse, dans les taxis de Paris by Night.

Tels sont les désorientés qui se mêlent d' « orientation révolutionnaire ».

Un grand problème assaille donc ces Messieurs : le capitalisme n'est plus aujourd'hui ce qu'il était il y a cent ans. Ils découvrent avec un ébahissement naïf des « modifications », des « formes et des faits nouveaux » qui, selon eux, obligent à « modifier le marxisme », alors que précisément, *le marxisme est le seul à les avoir prévus !* (1). Oui, le marxisme a prévu et annoncé l'inéluctable concentration du Capital et la tendance au capitalisme d'Etat, avec toutes ses implications et ses conséquences politiques et sociales ; prévu et annoncé l'augmentation de la consommation des masses, et l'accroissement du nombre des prolétaires, mais aussi cette automatisation de la production qui plonge les bourgeois à la fois dans les délires de la volupté et dans les affres de l'angoisse. Prévu et annoncé l'extension du capitalisme au globe entier et les luttes des

(1) Cf. *Les Trois Phases du Capitalisme*, Programme Communiste n° 11.

peuples colonisés pour l'indépendance ! Quant à l' « apathie politique prolongée des travailleurs (qui) semble caractériser les sociétés capitalistes modernes », que nos barbares aillent donc étudier l'histoire de l'Angleterre de la deuxième moitié du siècle dernier, et par la même occasion ce qu'Engels en dit : ils verront si c'est un « fait nouveau » !

Ignorant le passé du mouvement prolétarien, et cent épisodes d' « apathie politique », SB *veut* en outre ignorer les anciennes prévisions du marxisme sur l'avenir. Pourtant, cet avenir qu'il a décrit, c'est bien notre présent. SB ne peut pas le voir, parce qu'il est l'adepte d'une sociologie bourgeoise *empirique* qui nie, par définition, toute possibilité de prévoir les déroulements de l'histoire. Mais le refus de prévoir et l'incapacité d'avoir une vue d'ensemble du développement humain sont une seule et même chose. Il est normal qu'enfermé dans sa vue bornée, SB découvre chaque matin des « problèmes nouveaux », et, comme il est grand théoricien, qu'il accouche chaque fois d'une théorie nouvelle. Valable l'espace d'un matin, elle ressemblera pourtant comme une sœur à toutes celles qui ont été fabriquées de la même façon, au cours de l'histoire.

*
**

Un idéalisme conformiste.

Toute l'attaque de SB contre le marxisme entre dans le cadre général de la lutte de l'*idéalisme* contre le matérialisme historique. Cardan, par exemple, voit d'une part des faits « purement » économiques, tels que l'orgie productrice du capitalisme, et d'autre part, des faits « purement » moraux : la déshumanisation, l'aliénation de l'homme et du producteur. Ce Monsieur, qui décerne des brevets de « marxisme traditionnel », *ignore* superbement que pour le marxisme, précisément, il n'y a pas d'un côté un monde matériel, régi par des lois économiques, et de l'autre un monde mental, régi par des lois morales. Il ignore que « loi économique » et « aliénation » sont pour le marxisme deux aspects de la même chose : « Travail aliéné et propriété privée sont synonymes » (Marx, Manuscrits parisiens). « Division du travail et propriété privée sont des expressions équivalentes : l'une dit de l'activité ce que l'autre dit du produit de cette activité » (Marx-Engels : l'Idéologie allemande). Pour le marxisme, donc, l'aliénation, rapport concret et vécu du travailleur à son travail, a pour base historique la domination du Capital et de ses lois de production. Coupant l'aliénation de cette réalité objective, SB est conduit à l' « expliquer » par ce qui n'en est qu'un *aspect* formel : la hiérarchie. Nous y reviendrons. Mais voyons d'abord ce qu'il fait du « monde purement économique ».

Toutes les déclarations, théories, thèses et études ; tous les traités savants et tous les articles de vulgarisation ; les Krouchtchev et les Kennedy comme les derniers journalistes, bref toute la sale publicité du Capital nous le serine à longueur de journée : le capitalisme apporte le bien-être, le capitalisme peut éviter les crises, le capitalisme peut se développer harmonieusement. C'est là le « bon sens » le mieux partagé du monde. Que fait l'original SB ? Il répète, tout simplement.

Est-ce au moins une théorie « moderne » ? Voici ce que Lénine écrivait en 1908 dans *Marxisme et révisionnisme* (déjà !) : « On s'efforça d'agir sur le

public par les « récentes données du développement économiques » ... On prétendit que les crises se faisaient plus rares aujourd'hui, plus faibles, et que, vraisemblablement, les cartels et les trusts permettraient au Capital de les supprimer tout à fait. On prétendit que la « théorie de la faillite » (écoutez !) était inconsistante, les antagonismes de classe ayant tendance à s'émousser, à s'atténuer... » Cela semble dédié à SB et à son Cardan ! Depuis 1908 !

Le capitalisme, découvre tout à coup SB, fait augmenter la consommation, des masses. Mais le marxisme n'a *jamais* prétendu le contraire ! Encore faut-il voir la consommation *de quoi* ! Engels a caractérisé un jour le capitalisme comme l'application des plus merveilleux procédés techniques à la production de la plus lamentable camelote : comme il avait bien prévu 1960 !

Ce que SB se refuse absolument à admettre, c'est que le rapport plus-value/salaire augmente sans cesse avec la productivité ; que le producteur produit toujours plus, mais dispose d'une fraction toujours moindre de son produit ; bref que, comme dit Marx, « même si sa condition matérielle s'améliore, sa misère sociale s'accroît ». Voilà une chose bien étrange, pour de *prétendus* révolutionnaires ! On dirait qu'ils sont intéressés à cacher que la *privation* augmente encore plus vite que la consommation. Et pourtant, il est bien clair qu'au-dessus du seuil de survie physiologique, misère et privation sont, non pas absolus, mais relatifs : relatifs aux besoins créés par cette société, et à la répartition des richesses. Voilà ce que signifie la « domination du producteur par son produit ». Et c'est un aspect de cette « aliénation » sur laquelle SB bavarde d'autant plus qu'il l'a mieux vidée de tout contenu économique et social.

Mais il y a plus : cette amélioration de sa condition matérielle n'est pas un cadeau que le Capital fait au prolétariat. Elle doit être arrachée par la lutte, et dans l'esprit des bourgeois et des réformistes, elle est le *prix* de la *paix sociale* (1). C'est pourquoi le capitalisme y consent (parfois même préventivement) quand il le *peut*. Dans cette possibilité, l'exploitation coloniale intervient pour une large part. L'amélioration de la condition matérielle du prolétariat dont bourgeois et réformistes sont si fiers a été payée par le fait que les deux tiers de l'humanité ont faim : voilà ce que le marxisme a toujours affirmé (2).

La stabilité *relative* des pays capitalistes est due au fait qu'ils ont réussi en partie à rejeter au dehors l'accumulation de la misère en gardant pour eux l'accumulation de la richesse. Ceci (qui n'a rien de nouveau, comme on peut le voir dans les écrits d'Engels sur l'Angleterre) nous amène à la fameuse question de la stabilisation du capitalisme.

Cardan fait là aussi une découverte capitale. Les classes dominantes auraient maintenant accumulé une « expérience de la lutte sociale » rendant possible une « nouvelle politique capitaliste », la « reconnaissance de la responsabilité

(1) Cardan prouve son ignorance, ou commet un faux, en attribuant à Marx une théorie du salaire qui ressemble à la « loi d'airain » de Lassalle, qu'il a en réalité combattue. Qu'il lise un peu *Travail Salaré et Capital*, et il verra si Marx a jamais nié que le niveau du salaire dépendait de la *lutte de classe* !

(2) Le même personnage commet, là encore, une escroquerie pure et simple en disant que le marxisme n'a jamais vu dans la lutte révolutionnaire qu'un « réflexe de la faim ». Il n'en reste pas moins que la faim existe. Le fait est si peu négligeable que ces révoltes coloniales (dont le malheureux Cardan prétend qu'elles « infirment » le marxisme), lui sont liées !

générale de l'Etat », et par là, la possibilité de contrôler, de diriger l'économie et de supprimer les crises ; alors que « la politique capitaliste était autrefois pour les marxistes synonyme de l'impuissance pure et simple ». Quoi ? Impuissance ? Pour des Cardan, peut-être, mais pour les marxistes, jamais !

Pour les marxistes les capitalistes individuels, aussi bien que l'Etat capitaliste, ont toujours mené une politique puissante et efficace, mais dans l'intérêt du Capital. Le marxisme n'a jamais pensé que le capitalisme ne pouvait pas résoudre provisoirement ses contradictions. Tous les jours, depuis qu'il existe, le capitalisme « résoud » à sa façon ses contradictions. Toute son existence n'est que la solution immédiate de contradictions immédiates ! Mais il les résoud toujours *dans le cadre du capitalisme*, sans toucher à la contradiction fondamentale du capitalisme, et ceci implique deux choses.

D'abord, qu'il les résoud toujours à la manière du débiteur harcelé par les créanciers, qui emprunte pour payer ses dettes, et n'arrive qu'à s'endetter de plus en plus. La manière capitaliste de résoudre les difficultés revient toujours à les supprimer *maintenant*, pour les retrouver dix fois plus graves *demain*. Tant qu'on ne brise pas le système capitaliste, *il n'y a pas* d'autre manière de résoudre les « problèmes du jour ». C'est cela le « secret » du dynamisme extraordinaire du capitalisme, c'est pour cela qu'en deux siècles il a dû bouleverser le globe entier, qu'il court toujours en avant, toujours plus vite (1).

D'autre part, le capitalisme *ne peut pas* résoudre ses contradictions « en douceur » : la guerre, les massacres et destructions, sont une des façons de résoudre la crise. On se demande comment des gens osent parler de stabilité du capitalisme, de suppression des crises, après ce demi-siècle : 1900-03 crise internationale (c'est loin...) ; 14-18 première guerre mondiale ; 29-30 crise mondiale (PMF en tremble encore) ; 39-45 deuxième guerre mondiale ; la révolution russe en 17 ; les révolutions anti-impérialistes de 45-? Mais tout cela n'est rien : à Paris, depuis quinze ans il n'y a eu ni crise, ni guerre, ni révolution. A Paris, une « nouvelle ère » s'est ouverte pour le capitalisme, dont SB nous donne la « théorie ». Et on vient nous parler d'autruches !

Face à ces vues bornées de philistins ratiocineurs et face aux prétentions des bourgeois nous soutenons la « vieille » thèse marxiste : *Les contradictions du capitalisme se « résolvent » toujours dans des crises et cataclysmes violents qui bouleversent toute la société. Le capitalisme ne peut lever les difficultés du moment qu'en se créant des difficultés plus graves pour l'avenir. Les crises et bouleversements deviennent de plus en plus violents, profonds et étendus. Vieil idéalisme, « nouvelle » utopie.*

Jusque-là, SB n'a donc fait que copier servilement les théoriciens bourgeois, qui déploient des efforts incroyables pour justifier le « demain on rasera gratis », alors que le prix du coiffeur augmente tous les jours. Tous les renégats du marxisme ont toujours agi ainsi.

(1) La loi de la chute du taux de profit est un des aspects de cette force irrésistible qui pousse le capitalisme en avant. Il est vraiment amusant de voir Cardan partir en guerre contre cette loi et se retrouver ainsi le frère d'armes de... Staline ! (cf. Prog. C. n° 8 : « Dialogue avec Staline »). Il est normal, au fond, que ces deux-là se retrouvent dans le même sac : pour l'un comme pour l'autre, l'orgie productrice du capitalisme est due à la volonté, bien que l'un se glorifie de ce que l'autre condamne.

Maintenant, il va tenter de s'en séparer, car ce qui est pour eux le paradis est pour lui l'apparition de l'enfer. Seulement, comme il a commencé par couper l'homme de l'« économie », il ne peut que tomber dans l'utopisme idéaliste.

Il serait faux, d'ailleurs, de voir là un monopole de SB. A côté de la tendance « conquérante » qui fait l'apologie du capitalisme, on trouve toujours la tendance utopiste-idéaliste qui construit ses romans sur le schéma suivant : dominée par des Sages ou des Savants, soumise à une Technique parfaite, mais inhumaine, l'Humanité est devenue une fourmilière, une Mécanique sans Ame. Une Révolte, conduite par l'Amour, la Foi ou quelque autre Noble Sentiment, réussit enfin à détruire la Hiérarchie et instaure l'Age d'Or de la Fraternité.

Vous trouvez ça niais ? Pourtant, en dépit de la terminologie sorbonnarde la plus moderne, il n'y a rien d'autre dans les profondes thèses de SB.

La forme particulière que prend le roman d'utopie sociale de SB répond au fait que sa grande découverte théorique, c'est la Bureaucratie (1). L'Histoire est passée par là, mais par malheur, c'est l'histoire d'une contre-révolution : l'anéantissement sournois de la dictature prolétarienne et bolchévique et la victoire d'un « socialisme national » qui signifiait essor impétueux du capitalisme russe moderne (2). Mais même couverte du manteau de la « critique d'une expérience historique », une fadaise reste une fadaise.

En réalité, ce que l'on trouve dans la « doctrine » de SB, ce n'est pas la bureaucratie, chose bien connue depuis des millénaires, mais la Bureaucratie ; non pas un aspect d'une société répondant aux conditions générales qui ont engendré cette société, mais cet aspect transformé en structure abstraite, qui serait sa propre cause et la cause de tous les phénomènes sociaux. Si ce n'est pas de l'idéalisme, qu'est-ce ?

L'idée de Bureaucratie non seulement n'explique rien, mais empêche toute explication. Si on veut comprendre une société, même bureaucratique, il faut recourir à la « vieille » méthode marxiste, partir de la production de cette société, des conditions tant « physiques » qu'« humaines » dans laquelle elle produit (3). Or, on a beau fouiller à la loupe les thèses de SB, on ne

(1) Découverte ? Pas tant que ça. Un sociologue allemand, Max Weber, a commis, entre autres, une théorie de la « rationalité capitaliste », et une théorie de la bureaucratie capitaliste qui ressemble comme une sœur à celle de SB. Les éminents sociologues de SB n'ignorent certainement pas Weber. On comprend qu'ils n'en parlent pas. D'une part, cette théorie a quelque 50 ans : gênant pour des modernistes. D'autre part, pour un groupe « prolétarien » (1), descendre de Weber la fiche plutôt mal. Nous, marxistes, nous sommes des ennemis de l'« originalité ». Mais comme l'originalité et la création ex-nihilo figurent parmi les plus beaux titres de gloire de SB, il fallait bien montrer ce qu'il en est réellement !

(2) Une opinion erronée, mais répandue dans la « gauche » dit plutôt : rétablissement du capitalisme. Cf. dans ce numéro « *L'Economie soviétique de la révolution de 1917 à nos jours* ».

(3) Dans un article déjà ancien, SB mettait en parallèle la bureaucratie stalinienne et celle de la vieille Egypte !!! Une étude matérialiste montre au contraire que l'Etat des Pharaons n'était pas du tout une incarnation de l'idée bureaucratique (ô manes de Hegel !), mais représentait la condition *sine qua non* de l'existence matérielle de cette société. En Egypte, l'agriculture n'est possible que grâce à l'endiguement des fleuves et l'irrigation. Sans état central, sans hiérarchie pour les diriger, impossible de réaliser les grands travaux hydrauliques, dépassant de loin le cadre local, qui étaient nécessaires, et de les entretenir. Voilà pourquoi l'Etat égyptien est resté pratiquement le même à travers quelque vingt siècles, et un nombre considérable de « révolutions ». Celles-ci pouvaient bien remplacer une équipe par une autre, mais les forces productives étant ce qu'elles étaient, elles ne pouvaient changer ni le rôle ni la forme de l'Etat. Seule une force extérieure, ennemie, a pu le briser définitivement, ce qui a entraîné la mort de cette société. Mais que penser du sérieux scientifique de gens qui comparent... Staline et Ramsès II ? !

trouve que Bureaucratie : le capitalisme n'y figure que comme *mot*, virtuellement entre parenthèses : la Bureaucratie (capitaliste), et vide de tout sens. Il est difficile de donner une citation d'une absence, mais nous défions quiconque de trouver dans Cardan un seul passage où le caractère *capitaliste* de la société détermine quoi que ce soit.

Cet escamotage du capitalisme conduit à poser implicitement la Bureaucratie comme *libre*. Si la loi de la valeur, la monnaie, le marché, le salaire, le profit, bref toutes les catégories du Capital n'ont plus aucune espèce d'importance (ou pis n'existent plus !) qu'est-ce donc, en effet, qui l'empêcherait de diriger et d'organiser comme elle veut ? (1). Mais attention, ici. Nous avons affaire à des « dialecticiens » : quand la bureaucratie sera générale, il n'y aura plus que des exécutants ; qui va diriger ? Ça ne peut pas marcher, déclare Cardan tout fier : il a trouvé la « contradiction fondamentale ». Oui, mais de quoi ? Par son escamotage du Capitalisme, il a libéré la Bureaucratie de tout, sauf bien entendu des lois de la nature. Mais comme cet escamotage est purement imaginaire, que le Capitalisme subsiste tout comme si SB n'avait jamais existé, le voilà transformé en « donnée naturelle » (2), ce qui est bien la façon la plus infâme de le présenter comme éternel. Ce beau tour de force accompli, tous les espoirs *marxistes* de nous en débarrasser un jour s'envolent : rien au monde ni dans les cieux, ni la « contradiction fondamentale », ni la « révolution anti-bureaucratique » ni Dieu le père ne le feront plus sortir de l'Histoire. Voilà à quoi SB voulait en venir, quand il parlait de la nécessité de « modifier radicalement (ô combien !), la conception même de ce qu'est une théorie révolutionnaire ». Une théorie révolutionnaire, camarades, c'est une théorie qui démontre l'impossibilité de la révolution. Sombres crétins !

Il nous faut remettre les choses sur leurs pieds. C'est le caractère capitaliste de la société, ce sont les lois du développement capitaliste qui ont déterminé et déterminent l'histoire de « notre » société, y compris la bureaucratisation croissante. Celle-ci est due à la fois à la division du travail et à la concentration et dépersonnalisation du Capital.

L'opposition dirigeant-exécutant, fondamentale pour Cardan, n'est en réalité qu'un aspect du travail aliéné. Puisque, dit Marx, le résultat du travail c'est l'aliénation, la privation du travailleur, sa domination par son produit, le travail lui-même ne peut être que l'aliénation en acte, l'acte même de l'aliénation ; il est travail forcé, contraint, une triste obligation, un moyen pour subsister, au lieu d'être la libre activité créatrice de l'homme.

La bureaucratisation croissante exprime la dépersonnalisation croissante

(1) Pourquoi donc cette Bureaucratie *libre* s'amuserait-elle à opprimer et à exploiter ? Une seule réponse possible : la méchanceté de la nature humaine. On appréciera comme il se doit l'originalité et surtout le caractère progressif de la révolution philosophique que SB réalise ainsi contre le marxisme. Il se trouve que c'est exactement à la même réponse que... M. Khrouchtchev nous inclinerait, si nous avions la faiblesse de croire ce farceur. D'une part, il nous dit qu'il y a du communisme en Russie, mais d'autre part, nous voyons toute la vie politique intérieure réduite à un long prêche du pouvoir (cf. en particulier le Plenum sur l'Agriculture !) exhortant (sans succès) les citoyens à se débarrasser d'une quantité de tares morales que nous avions crues produites précisément... par le capitalisme. C'est la seconde fois que nous surprenons SB en flagrant délit de solidarité idéologique avec le stalino-khrouchtchevisme !

(2) Suprême ironie ! En effet (cf. le début de cet article), une des choses que Cardan « reproche » au marxisme traditionnel est précisément d'avoir incongrûment remplacé « l'action des hommes » par des « lois naturelles » !

du Capital, que le marxisme a prévue. A un moment où tout le monde nageait dans les délices de l'individualisme et de l'initiative privée, le marxisme a su voir que le trait fondamental du Capital n'était pas le fait qu'il appartenait à monsieur Untel ; il a su voir que l'évolution du capitalisme conduisait nécessairement à séparer le Capital de son « propriétaire », à transformer de plus en plus la société tout entière en une Société Anonyme, gérant d'un Capital anonyme. Mais il a montré en même temps que cette transformation se faisait dans le cadre du capitalisme, qu'elle ne touchait pas aux lois du capitalisme, et que loin d'aplanir les contradictions du capitalisme, elle ne peut que les exaspérer de plus en plus. La bureaucratie capitaliste n'est pas libre : elle doit administrer le Capital, elle ne peut échapper aux lois du capitalisme (1).

Parti prolétarien ou propagation de la foi ?

SB nous présente donc une Bureaucratie libre. A une libre oppression on ne peut opposer que la libre revendication de la Liberté : c'est de là que dérivent leurs vues sur la tactique et la propagande « révolutionnaire », leur volontarisme, leur activisme et leur sentimentalisme. Dans cette perspective où tout le monde est moralement libre, où l'acte révolutionnaire (comme ils disent) est dû à une conversion morale, le rôle de l'avant-garde est d'*exciter* la volonté de lutte du prolétariat par des sermons et des exhortations. Et cette « avant-garde » elle-même, comment la forme-t-on ? La réponse, pratique sinon théorique, de SB à cette question est : en décrivant les affres de la vie du prolétariat, en plongeant les militants dans la condition ouvrière (ou algérienne !) pour leur donner le *sentiment immédiat* de l'aliénation. Cela va si loin, que de braves gens vont « travailler en usine », pas même comme les trotskistes pour « faire de l'agitation », mais à la manière du Saint-Esprit qui se fait Chair pour *participer aux souffrances humaines* (2).

C'est de cette *com-passion* que devrait, d'après SB, jaillir la lumière révolutionnaire. Et que rapportent ces Prométhées à la manque ? De vieux bouts de chandelle. Mais c'était fatal : du sentiment immédiat de l'aliénation ne peuvent jaillir que les revendications immédiates plus ou moins théorisées ; en se collant à l'ignoble travail capitaliste, en s'enfermant dans l'usine on finit par croire que c'est *dans* l'usine que se trouve la clé de tous les problèmes. Rien d'étonnant si SB met au premier plan la question de la hiérarchie : l'appareil technocratique, la bureaucratie « rationnelle », l'administration « scientifique », est le visage sensible, le moyen et l'expression de la domination de l'homme par le Capital. Depuis toujours, les ouvriers ont envie de taper sur la gueule du contremaître, représentant immédiat de la dictature du Capital. Mais, pour nous marxistes, le Parti doit savoir — et son rôle est précisément d'expliquer qu'il *ne suffit* pas d'assommer le contremaître ou le patron.

(1) Cf. nos études sur la Russie : *Dialogue avec Staline - Dialogue avec les Morts - Evolution actuelle du capitalisme russe.*

(2) Cf. l'article de Guillaume, qui précède celui de Cardan. *Le rapprochement avec Simone Weil et les prêtres ouvriers s'impose. Quand on pense à ce Marx qui étudiait des livres et écrivait Le Capital au lieu de se faire lissier en Silésie !*

Le rôle du Parti n'est pas de *pousser* le prolétariat à l'action en lui *expliquant* à quel point il est malheureux : ou bien le prolétariat le sait mieux que quiconque, ou bien, si « la vie » ne le lui a pas appris, aucun *discours* ne pourra l'en convaincre. C'est le capitalisme lui-même et lui seul, qui, en rendant la vie de plus en plus atroce à *tous* points de vue, *pousse* le prolétariat à l'action. Le rôle du Parti est de *savoir ce qu'il faut faire* et de *diriger* l'action du prolétariat dans la bonne direction.

Ce savoir, le Parti ne l'acquiert pas en *participant* à l'aliénation qui écrase l'ouvrier, mais au contraire en *s'y arrachant*. Et si Cardan voit des contradictions chez Lénine, c'est parce qu'il raisonne toujours en mécaniste-idéaliste. Car Lénine est clair : la conscience communiste n'est pas produite *directement* par la vie immédiate du prolétariat ; dans la vie immédiate du prolétariat, le capitalisme règne en maître absolu ; ce n'est pas en se *laissant aller* aux conditions immédiates qu'on acquiert la conscience communiste, mais en *s'opposant*, en *s'arrachant* au déterminisme capitaliste. Le fait que, sous le talon de fer du Capital, seule une minorité puisse ainsi conquérir une vision claire de l'histoire humaine, des lois du capitalisme et des tâches du prolétariat, choque nos adeptes de la Liberté. Et pour cause !... Car quel est le résultat de la « Passion » prolétarienne de SB et de leurs profondes analyses ? Quelle est leur perspective historique, quel est leur programme ?

Gestion ouvrière. Un point, c'est tout.

Programme communiste contre « gestion ouvrière ».

Il est impossible de déduire des thèses de SB s'il s'agit là de la société future, d'un stade de transition, ou de quoi. L'imprécision est une vieille méthode de l'opportunisme : plus une idée est vague, plus il sera facile de lui ajouter ceci, ou de lui enlever cela, selon les besoins du moment. A nous d'y voir clair ! Eh bien, nous allons montrer que cette « gestion ouvrière » ou bien n'est qu'une formule creuse, purement démagogique, ou bien est la perspective la plus répugnante qu'on ait jamais proposée au prolétariat.

Tout le subjectivisme de SB éclate dans l'alternative même qu'ils posent : gestion bureaucratique ou gestion ouvrière. La seule chose qui les intéresse est de savoir *qui* gère. *Ce que l'on gère* est bien le dernier de leurs soucis. Bien sûr, comme ils ont élevé le capitalisme à la dignité de *donnée naturelle*, c'est une question qui ne se pose même pas ! En fait, ils proposent donc au prolétariat de gérer, *lui*, la société capitaliste : ni plus, ni moins.

Cette « gestion ouvrière » réalise la synthèse de deux idées. Posant l'aliénation comme un pur fait mental, SB la supprime par une pure opération mentale : dès lors que le prolétariat décidera *librement* de s'exploiter, il sera *libre*. C'était simple, il suffisait d'y penser !

Et Cardan de se moquer des marxistes traditionnels qui veulent tout résoudre en changeant « simplement » les rapports objectifs !

Mais cette fuite dans l'imaginaire est si idiote, que même SB ne peut la penser jusqu'au bout ; ils l'obscurcissent en la mélangeant avec une autre idée, héritée, elle, des socialistes utopistes et des anarchistes. C'est le rêve d'une société où *chaque* producteur aurait la disposition immédiate de *son*

produit. Ce rêve est absurde. Le capitalisme lui a ôté à jamais toute réalisation possible, même si on le transforme un peu en étendant cette disposition immédiate à des groupes plus ou moins étendus (entreprises, coopératives, etc.) : tant que le produit est *propriété privée*, c'est-à-dire que des hommes sont *privés* de sa disposition immédiate, on retrouve inévitablement l'échange, le marché, et avec lui inévitablement toutes les lois et toute la merde capitalistes (1).

Le capitalisme a transformé la production individuelle en production sociale, et permis ainsi un développement formidable des forces productives. Mais il a maintenu l'appropriation privée, et c'est là sa contradiction fondamentale. Il n'est pas question de revenir en arrière, de renoncer aux forces productives. Il faut aller en avant, il faut « simplement » supprimer l'appropriation. Ce ne sont pas des individus ou des groupes, c'est *l'humanité tout entière* qui doit être le *sujet* de la production et avoir, *elle*, la disposition immédiate de son produit. C'est à ce moment seulement, lorsque chaque homme contribuera librement (ce qui ne veut pas dire anarchiquement) à la production humaine, et satisfera librement ses besoins (et en premier lieu celui d'activité productive) que cessera la division du travail, l'exploitation, l'aliénation. Voilà ce que sera la société communiste (2).

Mais peut-être pensera-t-on que SB ne considère sa « gestion ouvrière » que comme un moyen de réaliser cette société ? Accordons-leur le bénéfice du doute et voyons si c'est un moyen adéquat.

Quelle est, dans la perspective marxiste, la tâche historique du prolétariat ? *Supprimer* l'appropriation, *détruire* les rapports capitalistes.

Or cette tâche, si « simple » pour Cardan, est en réalité si dure, qu'elle exige la dictature la plus violente ! Parce que les lois du capitalisme sont inscrites dans tous les rapports sociaux, dans la production aussi bien que dans la mentalité des hommes. Parce que, pour des classes entières, elles sont des « lois naturelles ». Parce que le prolétariat lui-même est si empêtré dans l'ordure capitaliste qu'il ne peut s'en débarrasser que dans une révolution (3). Parce que seule une intervention consciente et despotique peut briser les lois « naturelles » du capitalisme, *détruire* le mercantilisme et *l'empêcher* de renaître *spontanément*. La destruction du capitalisme est un travail dur et long, que seul l'Etat prolétarien, la Dictature du prolétariat dirigé par son avant-garde consciente, le Parti, peut mener à bien.

Une « omission » mortelle : la dictature du prolétariat.

Même proposée au prolétariat comme programme *immédiat*, la « gestion ouvrière » est une ânerie. Pour nous marxistes il est évident, d'une part, que le communisme ne peut être instauré que sur le globe entier et, d'autre part, qu'il est impossible que la prise du pouvoir se fasse *simultanément* par

(1) Cf. la polémique de Marx contre Proudhon : *Misère de la Philosophie*.

(2) Cf. dans un prochain numéro *La Société communiste chez Marx et Engels*.

(3) Cf. *L'idéologie allemande*. Les Ed. Soc. donnent de ce passage une traduction quelque peu édulcorée : « Une révolution est nécessaire... pour que la classe qui renverse l'autre puisse balayer toute la vieille pourriture... » Alors que Marx et Engels disent : « ... Um sich den ganzen alten Dreck von Haise zu schaffen... », c-à-d : se débarrasser de toute la vieille ordure qui lui colle à la peau. Nuance...

tout. Quelle est donc la tâche *immédiate* du prolétariat qui a pris le pouvoir dans un pays ou groupe de pays ? (*SB ne parle jamais de prise du pouvoir, et encore moins, bien entendu, de dictature du prolétariat*). Un tel Etat prolétarien a une double tâche. Tout d'abord il doit jouer son rôle dans la stratégie *internationale* du prolétariat. La prise du pouvoir dans une région donne une impulsion nouvelle à la lutte de classe mondiale. L'Etat prolétarien mettra tout en œuvre pour aider la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial : selon les circonstances, cette aide va du soutien idéologique au soutien militaire.

En même temps, et surtout pendant les « pauses » de la lutte révolutionnaire mondiale, l'Etat prolétarien doit pousser aussi loin que possible la transformation sociale des territoires qu'il contrôle. Mais attention : pousser la transformation sociale aussi loin que possible *vers* le socialisme ne signifie pas la même chose dans un pays *au début* du développement capitaliste, et dans un pays au capitalisme *hautement développé*. Dans un cas il faut *développer* le capitalisme, sous sa forme la plus poussée, le capitalisme d'Etat et sous le contrôle rigoureux de l'Etat prolétarien (1). Dans l'autre cas il faut tout de suite *commencer la destruction* du capitalisme : supprimer la monnaie ; supprimer le *marché*, à la consommation aussi bien qu'à la production ; supprimer la production inutile, réduire radicalement le temps de travail ; l'Etat prolétarien commence à *diriger* la production et la consommation d'après *ses besoins* (parfois militaires, eh oui !) et à supprimer la notion même de rentabilité (c'est-à-dire de profit) ; il dirige *l'ensemble* de la production, il commence à abolir la division en secteurs et entreprises autonomes.

Devant ce programme, nos philistins soi-disant gauchistes piquent une crise d'hystérie : ça les dépasse. Ils ne comprennent pas qu'il faille *ici, construire et là, détruire* le capitalisme. Ils ne comprennent pas que notre « négation » du capitalisme en est une négation *post-capitaliste*, et non *pré-capitaliste* (2). Eux, ils sont « anti-capitalistes » partout et toujours, et partout et toujours dans *l'abstrait*. Aux effets du capitalisme ils opposent la revendication de la Liberté, de la désaliénation immédiate. Mais cette « généreuse » revendication n'a de sens concret dans aucune situation. Dans *tous les cas*, la seule *liberté* qu'elle permet d'atteindre, c'est la *liberté laissée aux forces aveugles du Capital*. Dans tous les cas elle conduit à *laisser libre cours* au capitalisme, paré d'un nouveau masque de Liberté-Egalité-Fraternité. Voilà le contenu réel de cette politique « révolutionnaire » dernier cri !

*
**

Nous vivons une époque sombre. Le prolétariat a été battu, non pas en

(1) Bien entendu, l'aide du prolétariat victorieux dans un pays hautement capitaliste peut éviter à un pays sous-développé la nécessité de l'accumulation, et elle seule peut le faire.

Remarquons aussi que les aspects internationaux et locaux de la tâche d'un Etat prolétarien sont intimement reliés. Ce n'est pas par hasard que l'accumulation forcée, sans égard pour les besoins immédiats du prolétariat, a commencé en Russie après 1926, après le triomphe de la thèse du « Socialisme dans un seul pays ». L'adoption de cette thèse était la capitulation devant le capitalisme mondial et russe.

(2) Comme celle des petits bourgeois ruinés par le Capital. Cf. « L'impérialisme » où Lénine condamne explicitement l'anti-trustisme petit bourgeois du PCF.

1958 par de Gaulle comme le croit cet imbécile de Cardan, mais dans les années 20, par le capitalisme mondial. Depuis, le Capital et ses shires ont si bien réussi à abrutir le prolétariat que quasi personne ne sait plus ce qu'est et sera la Révolution communiste. Or *Socialisme ou Barbarie* se présente comme un courant « révolutionnaire », comme une réaction « prolétarienne » à la trahison qui a détruit la III^e Internationale. Face à ce qu'il en reste, à ces partis traîtres qui se livrent de plus en plus ouvertement à une apologie pure et simple du capitalisme, l'anti-capitalisme de SB peut faire illusion.

L'anti-capitalisme de SB est un anti-capitalisme petit-bourgeois. SB n'est pas une *réaction* contre la dégénérescence et la trahison : c'est une *conséquence* de la dégénérescence, la trahison poussée jusqu'au bout : la destruction intégrale de la théorie et du programme révolutionnaire.

Si SB n'arrive pas à comprendre la terrible défaite du prolétariat, c'est qu'il n'est lui-même tout entier qu'une expression de cette défaite. Avant même qu'une nouvelle bataille révolutionnaire mondiale se dessine, il a déjà capitulé *sur toute la ligne* devant l'idéologie petite-bourgeoise. Ne comprenant pas que c'est là la pire défaite, la plus lourde de conséquences, et que cette défaite il l'a déjà subie, il cherche des garanties dérisoires aux éventuelles défaites de demain dans la véritable guerre de classe. Dans la guerre de classe, personne n'entre jamais avec l'assurance d'être victorieux, mais celui qui jette ses armes est battu d'avance. *Socialisme ou Barbarie* a déjà jeté les armes du Parti, de l'Internationale et de la dictature prolétarienne, opposant une « démocratie » dérisoire aux prochaines incarnations de l'Idée bureaucratique. Ayant détruit ainsi tout ce qui fait la force du Parti, il ne peut plus qu'instaurer une table ronde impuissante et sotte en guise de parti prolétarien. Dénonçant la « privatisation » du prolétariat dans la société, il ne peut que l'introduire dans la pensée révolutionnaire, la livrant à des ignorants présomptueux.

Ce triste spectacle dure depuis douze ans déjà. Douze années qui, après l'ignoble période de la guerre, devaient forcément être empoisonnées par la bourgeoisie triomphante, perdues pour la classe prolétarienne. Il est à souhaiter que cette période tire maintenant à sa fin. Dans ce cas, les jeunes militants se détourneront avec dégoût de ce vieux cénacle ranci dans la mentalité sceptique et défaitiste, dans les pratiques personnalistes d'une longue défaite : sur de pareils sables mouvants, on n'édifie que d'éphémères renommées personnelles. Le Parti de la victoire future, surtout si elle est lointaine — et elle l'est — on ne peut le construire que sur un roc, le roc solide de la théorie et du programme communiste. Chaque génération politique ne ressemble jamais complètement à celles qui l'ont précédé ; et il arrive qu'elle rétrograde au lieu de progresser : nous sommes payés pour le savoir. Mais le programme communiste, lui ne change pas, parce qu'il est la négation dialectique et de classe du Capitalisme, dont les lois ne changent pas.

Aussi, continuer l'œuvre des générations révolutionnaires disparues, et revendiquer ce programme immuable reste, aujourd'hui comme hier, la seule politique « novatrice » — révolutionnaire.

L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE A NOS JOURS

La légende qui veut que, derrière le rideau de fer, ce soit le socialisme qui ait été édifié en Russie a joué pendant une trentaine d'années un rôle politique capital. Jamais la Bourgeoisie n'aurait pu obtenir un appui politique total du Prolétariat dans une seconde guerre impérialiste et dans une seconde reconstruction si les Partis communistes de tous les pays ne s'étaient livrés à une série incroyable de reniements et de volte-faces. Or à chacun de ces reniements, à chacune de ces volte-faces qui furent autant de pas dans la liquidation du communisme prolétarien, et donc, pour longtemps, de tout espoir révolutionnaire, le mouvement politique patronné par Moscou n'a au fond jamais donné qu'une seule justification : les intérêts supérieurs du « socialisme » qui se construisait en URSS.

A supposer même — supposition fausse comme toute l'étude ci-dessous le démontrera — que le socialisme ait pu se développer jusqu'à un degré quelconque dans les limites du territoire russe, il n'aurait pu le faire que dans les conditions politiques d'une Dictature du Prolétariat. Cela, même les renégats staliniens l'ont longtemps admis, avant d'inventer la « démocratie populaire ». Or la question de savoir si la dictature soviétique était ou non prolétarienne devait se juger non pas sur des réalisations intérieures, mais bien sur ses actes dans la lutte de classe internationale.

Un prolétariat au pouvoir peut prendre des mesures économico-sociales avancées ou timides : cela ne dépend pas de sa volonté révolutionnaire, mais des conditions économiques et des rapports sociaux hérités de l'ancien régime. Quoi qu'il en soit, un prolétariat au pouvoir ne peut pas tourner le dos au reste du prolétariat international encore soumis au joug du Capital, et qui, n'ayant encore rien conquis, a encore tout à faire pour s'émanciper. Il y a à cela une triple raison.

Premièrement, aussi longtemps que le mode capitaliste de production dispose de la plupart des ressources de la planète, dans un seul pays, même le pouvoir le plus révolutionnaire ne peut pas aller bien loin dans la voie du communisme, c'est-à-dire de l'abolition des classes et du dépérissement de l'Etat politique. Il ira d'autant moins loin que, comme en Russie, il sera parti d'un niveau économique plus bas.

Deuxièmement, aussi longtemps que la domination bourgeoise subsistera dans une partie du monde, une dictature prolétarienne, même semi-continente, ne sera jamais assurée d'un maintien définitif. Elle courra au contraire

le danger d'être abolie soit par une action violente et brusque, soit de façon insidieuse et progressive. C'est le second cas qui s'est vérifié en URSS. En apparence, le pouvoir est resté dans les mains du même parti ; en apparence, ni l'appareil d'Etat ni l'administration n'ont changé de 1917 à aujourd'hui ; en réalité, il n'y a pas eu la moindre continuité politique et sociale ; mais, précisément parce que le conflit de classe aigu qui s'est produit à l'intérieur n'a jamais pris la forme d'une guerre civile ouverte, cette discontinuité a échappé en majeure partie à la conscience collective.

Troisièmement, aussi longtemps que l'économie mondiale reste capitaliste et que le prolétariat des différents pays subit l'influence nationaliste de sa bourgeoisie, il n'est pas d'Etat ouvrier, aussi puissant soit-il, qui puisse empêcher l'éclatement d'une guerre impérialiste, ni même en arrêter les flammes à ses propres frontières. Cela a été prouvé sans appel en 1939, et en 1941 lorsqu'en dépit de toute la ruse diplomatique de Staline l'URSS a été envahie.

En conclusion, les conquêtes du prolétariat révolutionnaire ne pourraient pas consister en un « socialisme national », même si un socialisme national était possible. De façon générale, comme les gauches marxistes l'ont pendant cent ans répété à toutes les variétés de réformisme, elles ne consistent pas dans telle législation sociale ou dans telle teneur de vie. Elles consistent dans les pas réellement accomplis sur le chemin de la révolution mondiale. Pour juger donc de la nature prolétarienne du pouvoir soviétique, on aurait dû s'attacher à un seul critère : quelle menace effective de subversion constituait-il pour la domination de classe du Capital, en général, internationalement — et non pas seulement pour quelques milliers de koulaks ou de bourgeois russes de l'intérieur ou de l'émigration ?

Or, après la mort de Lénine, et plus encore après l'écrasement de l'Opposition de Trotsky, l'influence indéniable du Parti communiste russe au sein de l'Internationale s'est exercée dans le sens d'alliances toujours plus larges avec des partis et des classes non-prolétariens ; d'une tolérance toujours plus molle à l'égard de représentants déclarés du Capital, et, dans la guerre, d'un soutien éhonté à ceux-ci. Sans exclure l'usage de la violence (tout au contraire) cette influence a précipité la dissolution du mouvement prolétarien pour la révolution et pour le communisme dans un vaste front « antifasciste », volontiers parlementariste dans les méthodes politiques, et dépourvu de tout programme dans le domaine social.

Loin d'être une menace de subversion, cette politique fut pour la Bourgeoisie la plus sûre garantie de conservation. La survie du capitalisme jusqu'en 1961, et plus encore l'impossibilité de repérer la moindre force politique prolétarienne distincte au sein de la société d'après-guerre, l'effacement de toute notion du socialisme dans la conscience collective en sont la preuve irréfutable.

Telles sont les positions politiques cardinales que la Gauche marxiste n'a cessé de défendre, en vain, de la fondation de l'Internationale communiste à sa dissolution et jusqu'aujourd'hui. Lénine et les bolchévicks n'en ont jamais eues d'autres.

Leurs positions dans le domaine économique n'étaient pas moins claires, même si ce n'est pas seulement la contre-révolution, mais jusqu'à leurs légitimes formules d'agitation révolutionnaire mondiale qui ont contribué à les obscurcir. L'étude suivante a pour but de les rétablir. Textes et faits en main, elle démontre la thèse suivante : Lénine et les marxistes ont toujours prévu qu'au cas où le prolétariat occidental ne répondrait pas à l'appel de la révolution russe, les résultats de celle-ci dans le domaine économique et social se limiteraient à l'extirpation de formes très anciennes, féodales, patriarcales et semi-barbares à l'intérieur de la Russie et dans l'Orient voisin.

La liquidation des économies naturelles fermées ; l'extension de la circulation économique à l'échelle nationale ; l'élargissement de la participation de la Russie à la circulation économique internationale (participation qui existait déjà aux temps du Tsar, dont l'impérialisme particulier revêtait des formes déjà modernes) ; le développement de l'industrie et des transports modernes déjà existants : tels étaient les buts économiques que s'assignait la Révolution russe dans l'attente de la Révolution mondiale. Pour les atteindre, la dictature communiste devait écraser les capitalistes et les bourgeois russes en tant que partis politiques et en tant que groupes sociaux. Par contre, elle n'aurait pu régler d'égal à égal son compte à la forme capitaliste de la grande production en Russie qu'après la victoire d'une révolution européenne. En attendant, la lutte était dirigée contre la petite production pré-capitaliste. Il était bien clair que dans cette lutte difficile, il serait ruineux de ne pas vaincre ; mais il l'était tout autant que la victoire elle-même se ferait à la plus grande gloire de la forme capitaliste.

Un homme peut être grand au point de comprendre cela : et Lénine le comprit. Mais un homme ayant le pouvoir de forcer une telle évolution n'existe pas. Aussi les hommes médiocres qui, avec Staline, prirent sa place après avoir liquidé ses meilleurs disciples, se montrèrent-ils bien incapables de la forcer. Ayant fui l'épreuve du marché international dont Lénine dit toujours qu'il fallait l'affronter, et qu'elle serait décisive, ils parvinrent à se maintenir au pouvoir. Ce fut au détriment du prolétariat industriel de Russie à la sueur duquel tous les nouveaux moyens de production modernes furent demandés. Par contre la lutte contre la petite production paysanne s'arrêta : Mr Krouchtchev, légitime héritier de Staline, en éprouve aujourd'hui les effets, et c'est bien en vain qu'il promène par toute l'Union ses lamentations de philistin sur l'égoïsme bourgeois de la paysannerie kolkhosienne russe. La forme sociale rétrograde du kolkhose, tel est en effet le prix que le stalinisme fut bien obligé de payer pour le maintien de son pouvoir national. En tant que « doctrine », le socialisme dans un seul pays ne fut donc qu'un populisme vulgaire, exprimant les intérêts de toutes les classes qui, au sein de la nation, n'ont pas d'intérêts universels — c'est-à-dire de toutes les classes urbaines et rurales qui subsistaient à l'intérieur de la Russie après l'expulsion des capitalistes et des propriétaires fonciers — de toutes les classes populaires, sauf une : le prolétariat.

*
**

Cette « doctrine » n'aurait même pas mérité de passer les frontières d'une Russie rurale, encore toute enivrée de sa victoire révolutionnaire, mais plus

pressée d'en jouir, à la façon petite-bourgeoise, ou de l'exploiter, à la façon capitaliste, que de préparer de nouveaux assauts contre l'ordre capitaliste régnant dans le monde, au risque d'attirer sur sa tête les foudres de nouvelles interventions militaires de la bourgeoisie. Car dans cette Russie-là, tout, jusqu'à l'épuisement du prolétariat qui avait mené la plus formidable bataille révolutionnaire de l'Histoire, favorisait la plus formidable des contre-révolutions politiques. Telle quelle, pourtant, cette « doctrine » est restée pendant des dizaines d'années le credo de la partie la plus avancée du prolétariat d'Occident. Cette fortune extraordinaire et parfaitement imméritée peut sembler aujourd'hui inexplicable. Mais le marxisme nous enseigne que le sort réservé aux idées par les hommes ne dépend en aucune façon de leur vérité intrinsèque, mais bien des vicissitudes de la lutte des classes. Si le prolétariat d'Occident avait été prêt à renverser la domination bourgeoise, par tous les moyens dont son frère de Russie lui avait démontré une fois pour toutes la puissance, jamais un populisme étroitement russe n'aurait pu l'emporter sur le marxisme, sur la théorie révolutionnaire du prolétariat moderne.

Au contraire, la tournure prise par les événements a donné à la bourgeoisie un nouveau courage. Intéressée à répéter ce que disait Staline — et ce que dit aujourd'hui Krouchtchev, elle n'a pas nié l'existence du socialisme en Russie ; elle en a seulement tiré l'audace de « démontrer » au prolétariat que jamais les classes ne seraient abolies, que jamais l'Etat militaire et policier ne dépérirait. Dans un sens, personne, hormis la gauche marxiste, n'a nié l'existence de ce socialisme. Une confusion de « gauche » pire que le stalinisme, et forme dégénérée du trostkysme, a même prétendu qu'en Russie les catégories capitalistes « traditionnelles » n'existaient plus — mais que ce n'était pas le socialisme que, elle, elle souhaitait. Cela l'a conduite à succomber à l'influence bourgeoise en politique, c'est-à-dire à renier toutes les armes de la victoire révolutionnaire : le Parti - l'Internationale - la Dictature du Prolétariat. Et à rétablir un utopisme vermoulu auquel nous réglons son compte ici-même.

Ces armes, trente ans de stalinisme les ont malheureusement déshonorées pour longtemps aux yeux du prolétariat mondial. Mais celui-ci ne peut pas les abandonner s'il veut renverser un jour l'interminable domination bourgeoise et arrêter la folle et dangereuse accumulation du Capital.

Pour qu'à la révolution russe soit rendue son immense gloire, et toute sa signification d'immense contribution politique aux victoires révolutionnaires de demain, il faut qu'elle soit dépouillée des ambitions économiques que les traîtres lui ont attribuées et qui ne furent jamais les siennes. Il faut démontrer que non seulement il n'existe pas aujourd'hui la moindre trace de socialisme en Russie, mais que cette inexistence du socialisme est la meilleure vérification du marxisme — et non pas sa défaite. C'est ce qui est fait dans l'étude ci-dessous, dont la publication s'étendra sur plusieurs numéros de cette revue.

I. - AVANT LA PRISE DU POUVOIR

Programme et décrets.

Pour étudier l'évolution de l'économie russe, nous disposons d'un double matériel : les programmes que le parti a continué à élaborer après la prise du pouvoir d'une part ; les mesures qu'il fit appliquer par les institutions de l'Etat, les lois et les décrets qu'il promulgue de l'autre. Cette deuxième sorte de matériel inclut évidemment les chiffres concernant les données matérielles de l'économie russe, et les transformations qui s'y produisirent après la révolution, en liaison avec la politique du nouveau pouvoir. Ce sont même là les éléments les plus importants.

Toute manifestation de parti contient, dans des proportions variables, deux éléments inséparables : un élément scientifique, c'est-à-dire une appréciation exacte des possibilités immédiates et concrètes ; et, en outre, un élément d'agitation qui doit nécessairement aller plus loin, et poser des revendications plus hautes, même si leur réalisation est plus lointaine. Cet élément d'agitation est de première importance dans les phases actives et fécondes de l'Histoire. Même quand du programme du parti on passe au décret étatique, ce caractère d'agitation ne peut pas disparaître totalement. Dans certains cas, c'est même le contraire qui se vérifie : une thèse d'économie théorique élaborée pour guider l'action du parti peut être moins radicale qu'un décret qu'il fait promulguer et qui doit non seulement assurer certaines réalisations pratiques, mais aussi parler aux masses, les éveiller et les préparer aux tâches plus hautes des phases ultérieures.

Il faut comprendre cela pour pouvoir utiliser convenablement la législation de la nouvelle république révolutionnaire, non seulement quand il s'agit de déclarations de principes et de droit, mais aussi de mesures techniques effectives. On n'y comprendrait strictement rien, si on ne savait pas donner sa juste importance à cet élément d'agitation révolutionnaire non seulement légitime, nécessaire, inévitable, mais aussi indispensable et dont on pouvait d'autant moins se passer que la nouvelle république s'adressait au prolétariat du monde entier, et pas seulement de Russie. Au prolétariat mondial, il ne s'agissait pas de proposer *des modèles* à imiter : on ne peut pas ignorer, en effet, le caractère absolument impur et hybride des mesures pratiques prises en Russie, si on les compare à celles qu'aurait pu appliquer une République prolétarienne en Angleterre ou en France. Pour chacune d'elles, on doit affirmer de la façon la plus nette qu'elle a engendré des formes absolument bourgeoises, tout en rappelant que si les bolchévicks les appliquèrent ce fut en fonction des exigences de la marche internationale (et donc russe) vers la réalisation du programme socialiste intégral. Ceci doit être appliqué surtout aux matériaux de la politique des premières années de la révolution russe, c'est-à-dire des années Léniniennes (1) : alors il y avait guerre ouverte avec le monde capitaliste, soit parce que ses émissaires en Russie empoignaient les armes, soit parce qu'au dehors, les partis communistes étrangers, visaient encore à faire la révolution, et pouvaient donc du jour au lendemain avoir

(1) Lénine est mort en janvier 1924.

tout le pouvoir en main dans des pays aussi puissants économiquement que l'Allemagne, par exemple : dans de tels pays, les décrets du pouvoir socialiste auraient été de 50 ans plus avancés qu'en Russie et, sortant celle-ci de son isolement, lui auraient permis de gagner au moins un quart de siècle.

Notre époque infâme ne connaît plus que le langage de la diplomatie, de la coexistence pacifique, de la non-agression et surtout de l'émulation internationale — bref, le langage que les représentants de tous les Etats parlent à l'O.N.U., où jamais un Lénine ne serait entré... Personne n'invoque une force de classe ni éventuelle ni effective : il n'est question que du peuple en général, du progrès, de la démocratie et, bien entendu, de l'humanité, sur laquelle les sinistres essayeurs de bombes H de l'Est comme de l'Ouest, pleurent des larmes de crocodile.

Plan préparatoire.

Nous nous référerons maintenant à deux écrits de Lénine antérieurs à Octobre 1917 et qui font une large place au programme économique. Bien que précédant la phase de la lutte armée pour le pouvoir ils sont intéressants, parce qu'ils décrivent la situation économique difficile de la Russie au sortir de la guerre impérialiste par suite de l'incapacité non seulement du tsarisme, mais aussi du régime bourgeois qui lui succéda après la révolution de février. Lénine montre qu'il est possible de prendre des mesures positives contre ce délabrement économique : ce sont au fond les mêmes que les Bolchévicks préconiseront après la victoire de l'insurrection. Jusque-là, Lénine parlait encore d'une possibilité de prise pacifique du pouvoir par les Soviets dans lesquels les Bolchévicks n'avaient pas encore la majorité. C'est seulement à partir d'octobre 1917 que Lénine consacra toutes ses forces à convaincre son parti de prendre sans retard les armes pour renverser le gouvernement de Kérénsky.

Le premier de ses écrits est LA CATASTROPHE IMMINENTE ET LES MOYENS DE LA CONJURER (14-27 septembre 1917). Le second, plus bref et où les questions économiques sont beaucoup moins développées que dans le précédent, a pour titre LES TACHES DE LA REVOLUTION et date du 27 septembre-10 octobre 1917. Pour des motifs évidents d'agitation et de polémique, ce dernier écrit, quoique plus récent, parle lui aussi d'une possibilité de révolution sans effusion de sang ; mais pour prouver que cela ne traduit aucun pacifisme chez Lénine, il suffit de noter qu'à la même date celui-ci écrivit un texte démontrant comment, pour les marxistes l'insurrection est un art (1).

Lénine rédigea LA CATASTROPHE IMMINENTE dans la cachette où il avait dû se réfugier, en Finlande, après juillet 1917. Il y note d'abord la pénurie des produits de consommation courante et l'ampleur du chômage. Il démontre que des mesures utiles pourraient être prises pour les diminuer et que la seule raison qui empêche le gouvernement « socialiste » de les appliquer est son désir de ne pas faire tort aux propriétaires fonciers et aux capi-

(1) Œuvres choisies de Lénine (Ed. en Langues étrangères, Moscou) : Le Marxisme et l'insurrection (26-27 septembre 1917), p. 135.

talistes. Les mesures indiquées par Lénine sont simples. Contrôle, vigilance, recensement économique de la part de l'Etat. Il condamne l'« inaction » de l'Etat dans la vie économique, mais, dans cette phase, il ne réclame encore que son « intervention » centrale dans celle-ci.

Les mesures pratiques que le gouvernement ne veut pas appliquer sont celles que tous les belligérants ont promulguées sans difficulté aucune pour faire face à des dangers analogues, provoqués de même par la guerre impérialiste.

Pour les banques, Lénine propose leur nationalisation et même, plus modestement, leur fusion dans une banque unique sous le contrôle de l'Etat. Il explique nettement qu'une telle mesure n'a *aucun contenu socialiste* et permet seulement à l'Etat de connaître le mouvement des capitaux et des valeurs « sans enlever un seul kopek à aucun propriétaire ou déposant ».

Par ce contrôle, l'Etat peut « *réglementer la vie économique* » pour éviter la crise finale. L'Amérique et l'Allemagne surent parfaitement le faire dans l'intérêt des bourgeois : les partis russes de la soi-disant démocratie révolutionnaire n'osaient ni ne voulaient le faire dans l'intérêt des classes pauvres.

Second point : la nationalisation des *syndicats capitalistes*, c'est-à-dire des trusts et cartels industriels, produits de l'impérialisme moderne et bien connus en Russie, même sous le Tsar. Là aussi, ils contrôlent la production et la consommation dans certaines branches : le sucre, le charbon, le pétrole. Pour Lénine, il s'agit de substituer à ces monopoles privés le monopole de l'Etat, ce qui n'est pas encore l'étatisation des entreprises industrielles (qui elle-même n'est pas encore du socialisme), puisqu'il s'agit seulement de remettre un mécanisme qui est déjà en mesure de régler centralement la production et le marché à l'Etat en l'arrachant aux groupes privés : l'Etat imposera cette réglementation aux industriels sans les exproprier ni de leurs capitaux, ni de leurs profits.

Troisième point : *Abolition du secret commercial*. Sans cela, aucun contrôle et aucune enquête de l'Etat sur la fuite des profits et des surprofits ne sont possibles. Mais c'est aussi une mesure que prennent actuellement tous les Etats bourgeois avec leurs divers contrôles fiscaux.

Quatrième point : *La cartellisation forcée*. C'est-à-dire l'obligation que l'Etat fait aux patrons privés de se syndiquer, sans cesser d'être patrons, dans les branches où il n'existe ni monopole, ni cartel déterminant les prix. Là encore, Lénine cite l'exemple de l'Allemagne.

Dans un pays bourgeois à survivances féodales, toutes ces mesures minimales et immédiates, tendent à hâter le passage du capitalisme d'entreprises autonomes et concurrentielles au capitalisme de monopoles, avec production et prix de monopole. Or, de quoi s'occupent nos stupides « léninistes » des pays bourgeois d'aujourd'hui ? De réclamer à grands cris *l'abolition des monopoles* et de flatter les industriels et les commerçants libres, non seulement petits mais moyens ? *Sunt lacrimae rerum !*

Dernier point : *Réglementation de la consommation*. Même sous le Tsar, la Russie a connu, comme tous les autres pays belligérants, la carte de pain en temps de guerre. Mais dans tout le domaine de la consommation, les riches

ont été laissés parfaitement libres par le gouvernement. A cette époque, celui-ci avait augmenté le prix du blé, et donc du pain, ce que les socialistes réformistes avaient vainement déploré : l'influence des bourgeois terriens et des commerçants des villes sur l'Etat avait permis au traître Kérensky de le faire impunément. Ici, la science économique de Lénine est expéditive : mettre le Premier en prison !

Mesures économiques immédiates.

Devant le péril d'une banqueroute de l'Etat et de l'inflation monétaire, le schéma de programme de Lénine ne propose qu'un impôt fortement progressif sur le revenu des capitaux. Celui-ci existait déjà sous le Tsar, mais pour qu'il cesse d'être fictif il fallait que le contrôle prolétarien remplace celui de la bureaucratie réactionnaire.

Rien de tout cela n'est du socialisme, dit Lénine. Au reste, en Russie, le socialisme n'est pas encore possible. Ce que Lénine veut prouver, c'est que les Menchéviks et les Socialistes-révolutionnaires n'osent pas prendre ces simples mesures pratiques parce qu'ils craignent d' « avancer vers le socialisme ». Ici, Lénine développe la doctrine à laquelle il fera recours de façon parfaitement cohérente dans son discours de 1921 sur l'IMPOT EN NATURE et sur laquelle nous reviendrons longuement. En temps de guerre, tous les Etats ont évolué vers un capitalisme de monopole d'Etat, que les socialistes à la Kautsky ont appelé le « socialisme de guerre ». Des décades plus tard on verra apparaître le « socialisme national » d'Hitler qui lui est en tous points semblable. Ce monopole d'Etat sert à la guerre et aux intérêts du capital. Mais si l'Etat tombait dans les mains de la classe prolétarienne, c'est à elle qu'il servirait.

Ces passages de Lénine montrent la succession de formes économiques et sociales depuis l'ouverture de la guerre : capitalisme privé - capitalisme monopoliste - capitalisme monopoliste d'Etat. Ici, on arrive à « l'antichambre du socialisme », à cet « échelon de l'échelle historique que plus rien ne sépare du socialisme ». C'est pourquoi Lénine affirme que « la guerre impérialiste est la veille de la révolution socialiste ». Et il ajoute : « Non seulement parce qu'avec ses horreurs elle provoque l'insurrection prolétarienne, car aucune insurrection ne créera le socialisme s'il n'est pas déjà économiquement mûr », mais parce qu'elle provoque la formation de monopoles. Cela constitue un pas sur la « route du socialisme » : que les « communistes » d'aujourd'hui se voilent la face d'horreur !

Dans cet écrit, Lénine examine également la question de la révolution européenne : il reproche aux Kérenski et Cie d'éviter tout pas en avant parce qu'ils ne veulent pas le socialisme ; mais il précise, en ce qui concerne la Russie : « Il est impossible d'avancer sans marcher vers le socialisme, sans faire des pas dans sa direction, pas déterminés et conditionnés par le niveau technique et culturel : on ne peut pas plus introduire la grande entreprise mécanisée dans l'agriculture à petite économie paysanne qu'on ne pourrait la supprimer dans la production du sucre. »

Ayant posé de façon aussi claire la thèse des conditions indispensables pour le socialisme, Lénine reproche de façon sanglante à la « droite » la peur

que celui-ci lui inspire : « ... mais le socialisme nous regarde de toutes les fenêtres du capitalisme moderne, et le socialisme se profile directement et pratiquement derrière toute mesure importante constituant un pas en avant sur la base du capitalisme moderne lui-même ».

La prévision de Lénine est sûre. Avec les données de l'économie russe, on peut ouvrir *dans* le capitalisme des fenêtres par lesquelles le socialisme *regardera* au dehors. « Construire le socialisme » ? Non. Staline et Cie ont construit une multitude de telles fenêtres, en édifiant les usines des grandes villes industrielles et les centrales électriques. Mais ce n'est certainement pas le cas en ce qui concerne les kolkhozes paysans !...

Les tâches de la Révolution.

Dans cet écrit, Lénine décrit la Russie comme un pays dont l'immense majorité est formée de petits bourgeois. Nous examinerons plus loin si, en quarante ans, cela a changé. Lénine en déduit que la cause révolutionnaire dépend de l'attitude fluctuante de cette classe : si au lieu de marcher avec les ouvriers communistes elle s'allie avec la bourgeoisie, la révolution sera battue.

Il s'agit de la décider à rompre avec la bourgeoisie sans qu'une dictature strictement ouvrière l'y contraigne (pourtant, c'est bien ce qui s'est produit dans une large mesure, puisque les alliés des bolchévicks furent des paysans, non pas petits bourgeois, mais complètement prolétarisés). Lénine énumère encore une fois les mesures prévues dans le *programme social* de la seconde révolution qui a le droit au titre de « socialiste » parce qu'elle ne fut pas pacifique et parce que ce programme était plein de mesures « en direction du socialisme » (sinon directement socialistes) d'une audace extrême à cette époque, et dans ce pays, bien qu'elles aient été déjà réalisées dans des pays pleinement capitalistes.

PREMIER POINT : LE POUVOIR AUX SOVIETS. Point politique totalement socialiste puisque les soviets étaient alors près de tourner le dos aux opportunistes et aux partisans de la coalition avec la bourgeoisie.

DEUXIEME POINT : LA PAIX AUX PEUPLES. Autre point politique socialiste : propositions immédiates d'armistice et paix générale sans annexions. En cas de refus, dénonciation de l'alliance avec l'Entente. A l'objection que cette rupture provoquerait la fin de l'aide financière à la Russie, Lénine répond que celle-ci soutient le prolétariat comme la corde soutient le pendu !

TROISIEME POINT : LA TERRE AUX TRAVAILLEURS.

Nous y reviendrons. Son contenu n'est pas encore socialiste au sens économique, dans la mesure où les décrets (empruntés au programme socialiste-révolutionnaire) représentent effectivement un pas en arrière par rapport au programme bolchévique. Ici il n'est question ni de répartition ni de nationalisation de la terre, mais d'abolition de la propriété foncière et de gestion de la terre par les soviets paysans. Allusion à la distribution d'un capital-réserve aux paysans pauvres. Mais la distribution de terres et de capitaux (qui existe également aujourd'hui) n'est pas du socialisme.

QUATRIEME POINT : LUTTE CONTRE LA CATASTROPHE ECONOMIQUE IMMINENTE. Mêmes postulats que plus haut en matière industrielle, financière, commerciale.

Pour la dernière fois dans l'histoire, Lénine envisage la possibilité d'une révolution pacifique, avec « élection pacifique des députés » (il ne dit pas de « l'Assemblée constituante » et veut parler des Soviets) par le peuple, la lutte pacifique des partis au sein des soviets, la vérification pratique du programme des divers partis, le passage pacifique du pouvoir d'un parti à l'autre (dans le soviet).

C'est une présentation courageuse d'un aspect de la réalité historique pour les besoins de la polémique et de l'agitation dans un moment d'équilibre instable entre les classes. Mais le même jour, Lénine adressait au Comité Central sa lettre sur « Le Marxisme et l'insurrection ». En outre, dans l'écrit dont nous parlons, le passage plus haut cité est immédiatement suivi des lignes suivantes : « Si on ne saisit pas cette occasion, (il faut lire, en bons dialecticiens : si vous n'acceptez pas cet ultimatum que des canailles comme vous ne peuvent pas accepter !) la plus âpre guerre civile entre bourgeoisie et prolétariat est inévitable, comme le démontre toute la marche de la révolution depuis le 20 avril jusqu'à l'aventure de Kornilov. La catastrophe imminente hâtera l'éclatement de cette guerre civile. Comme l'attestent tous les faits et les considérations les plus facilement accessibles à l'esprit humain, *la guerre civile finira par la victoire complète de la classe ouvrière soutenue par les paysans pauvres pour la réalisation du programme ci-dessus exposé aussi dure et sanglante qu'elle puisse être.* »

Programme économique extrêmement modeste parce que la volonté révolutionnaire ne peut violer les conditions déterminées par le développement des forces productives ; par contre, élan révolutionnaire très vigoureux, le plus vigoureux que l'Histoire ait encore connu.

Il y a là une contradiction : le bolchévisme défend un programme social inférieur à celui qu'il aurait pu emprunter à une république bourgeoise avancée, mais il applique une politique de classe à faire trembler jusque dans ses fondations le monde capitaliste tout entier. Le bolchévisme ne craint pas de l'affronter, car il existe une solution — une seule — à cette antithèse : l'éclatement de la guerre de classe dans les plus puissants pays capitalistes ; la dictature prolétarienne en Europe et dans tous les pays de race blanche ; la double révolution des peuples de couleur, c'est-à-dire, comme en Russie même, la révolution politique socialiste succédant à la révolution politique bourgeois, — tandis que l'économie post-révolutionnaire, elle, tend au capitalisme, et non pas au socialisme. Pas de géant de l'Histoire sur la voie du socialisme mondial !

*
**

Ces textes programmatiques écrits à la veille d'octobre et qui concernent l'économie montrent combien la perspective de Lénine était claire. Il fallait opérer dans une forme sociale mixte, c'est-à-dire pas encore purement capitaliste, mais contenant encore des formes pré-bourgeoises asiatiques et patriar-

cales et féodales ; c'est elles qu'il fallait extirper, pour constituer un marché national et international pour les produits industriels et agricoles, pas en avant difficile et laborieux, tant que le capitalisme aurait gardé le pouvoir au-delà des frontières de la république rouge, ne fut-ce que sur un mètre carré.

Ce texte de 1917 contient déjà toute la théorie que Lénine développera en 1921 dans son fameux discours « L'impôt en nature » et qui constitue une de ses principales contributions au marxisme.

II. - APRES LA VICTOIRE DE L'INSURRECTION

Le second congrès pan-russe des Soviets.

Ce congrès, le premier après la victoire d'octobre, discuta des mesures sociales à appliquer immédiatement. Nous sommes en présence de deux sortes de décisions. Les unes concernent l'économie urbaine, c'est-à-dire les manufactures et le commerce ; les autres, la question de la terre. Ces dernières sont de beaucoup les plus importantes pour qui veut décrire les rapports sociaux de la Russie d'alors et leur genèse.

Deux adversaires ont été éliminés : la classe des propriétaires mi-féodaux, mi-bourgeois de la terre, et la bourgeoisie industrielle et commerçante. Il s'agit simplement d'empêcher leur restauration. Dans l'économie manufacturière, il n'y a donc plus de lutte entre classes opposées. Par contre dans les campagnes, la lutte fait encore rage parce qu'avec la complicité des socialistes opportunistes, le Gouvernement Provisoire a retardé autant qu'il a pu la prise des terres par les paysans, sous le prétexte que seule l'Assemblée Constituante pouvait légiférer à ce sujet.

Quelles furent les mesures adoptées par le deuxième Congrès pan-russe des soviets dans le domaine industriel et commercial ? Bien qu'il s'agisse de l'économie urbaine où les quartiers ouvriers sont toujours prêts à déjouer toutes les manœuvres ennemies, elles restent extrêmement limitées et pour ainsi dire timides. Ayant vaincu toute timidité quant aux droits à l'insurrection, tout doute quant à la possibilité de victoire ; ayant obtenu un contrôle sûr de la situation on ne peut encore faire que peu de choses dans les opérations de politique économique.

Ni Lénine, ni le parti n'ont jamais promis de « miracles collectivistes » dans l'économie russe, non seulement sous-développée, mais désorganisée par la guerre. Nous suivrons donc les interventions de l'Etat soviétique dans le domaine manufacturier et commercial à seule fin de clarifier l'équivoque fondamentale du stalinisme sur « l'édification du socialisme », et de démontrer combien dans la réalité le parti bolchévique et Lénine lui-même en étaient loin.

Si on peut parler de socialisme, c'est exclusivement dans ce sens : du moment que le parti communiste a remporté la victoire politique et instauré un gouvernement socialiste véritable, toute mesure sociale adoptée va dans la

direction du socialisme, constitue un de ces « pas vers le socialisme » que les bourgeois et les socialistes opportunistes avaient tellement peur de voir accomplir.

Contrôle et socialisation.

Nous examinerons un projet de règlement sur le contrôle ouvrier du 16 novembre 1917 (nouveau calendrier) et un projet de décret sur la socialisation de l'économie nationale du mois de décembre, tous deux œuvres de Lénine. Les premières mesures étatiques correspondantes sont respectivement du 30 novembre 1917 et du 28 décembre, mais la seconde concerne seulement les banques.

Le conseil supérieur de l'économie nationale est instauré par un décret du 18 décembre. Il a théoriquement le droit « d'obliger les diverses branches de l'industrie et du commerce à se syndiquer » et également « de réquisitionner et de confisquer », mais surtout de contrôler toute l'économie du pays.

Un premier décret de confiscation en faveur de la République Soviétique est promulgué le 18 décembre contre la Société Electrique, avec le motif qu'elle avait refusé de se soumettre au décret sur le contrôle ouvrier. De nombreuses autres confiscations suivent, chacune pour une raison différente : désorganisation ; dettes envers l'Etat, etc... Le 20 juin 1918, le premier décret de nationalisation concernant des secteurs de base de l'industrie et des grandes entreprises est promulgué. Le premier décret sur la gestion des entreprises nationalisées remonte au 3 mars de la même année. La liste des mesures sur la discipline du travail serait longue : salaires, horaires, assistance, différends, travail des femmes, des enfants, etc...

Examinons le contenu des premières mesures étudiées par Lénine et le gouvernement. Le contrôle ouvrier est établi quelques jours après la révolution pour toutes les entreprises de plus de cinq ouvriers ou faisant plus de 10.000 roubles de chiffre d'affaire. Les ouvriers doivent immédiatement élire leurs représentants. Ils ont le pouvoir d'empêcher tout arrêt du travail dans les industries d'importance nationale et d'inspecter toute la correspondance commerciale et tous les magasins.

Propriétaires et délégués ouvriers sont responsables devant l'Etat de l'ordre et de la discipline dans la production. Les Soviets et les conférences générales des comités d'ouvriers et d'employés peuvent établir des règles plus détaillées pour le contrôle ouvrier.

Le 13 décembre 1917, le gouvernement adopte des instructions plus précises sur le contrôle et ses limites. En substance, c'est le droit de tout savoir sur la marche de l'entreprise, la faculté d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur ce qu'on considère comme nuisible à la classe ouvrière dans l'économie générale. Mais l'article 7 dit : « Le droit de donner des ordres dans la gestion de l'entreprise, sa marche et son fonctionnement restent du ressort du propriétaire. La commission de contrôle ne participe pas à la gestion de l'entreprise et n'a aucune responsabilité dans son fonctionnement, cette responsabilité continue à incomber aux propriétaires. » L'article 8 affirme :

« La commission de contrôle ne s'occupe pas des questions financières de notre pays. Quand de telles questions seront soulevées, elles seront soumises aux institutions directives du gouvernement. »

Ces dispositions étaient cohérentes avec le Marxisme et avec les vues de Lénine, pures des déviations du syndicalisme et de ce qu'on peut appeler le « socialisme d'entreprise » ; il est bien connu qu'elles provoquèrent la résistance de certaines couches de la classe ouvrière et même du parti qui inclinaient vers l'*autonomie des entreprises* ; selon eux, dans une première phase, celles-ci auraient dû être contrôlées uniquement par leur personnel ; dans une seconde phase, une fois le propriétaire éliminé, elles auraient dû être gérées par ce personnel, non seulement sur le plan technique, mais aussi sur le plan financier.

Ce « modèle » ne correspondait pas à une forme socialiste et même pas à la phase économique qui succède à la révolution et dans laquelle l'Etat contrôle l'industrie privée, en attendant de gérer directement les entreprises industrielles ou autres, ce qui est une forme plus avancée, mais pas encore socialiste du point de vue économique, elle non plus ; au sens politique, par contre, même le simple contrôle ouvrier ou étatique peuvent l'être !

Le projet de Lénine.

Le décret sur la socialisation de l'économie nationale est plus important dans la rédaction que lui donna Lénine, mais on ne le trouve pas formulé dans les mêmes termes dans le recueil de lois soviétiques.

Les propositions de Lénine furent réalisées avec d'autres mesures. La nationalisation des banques fut sanctionnée par le bref décret du 28 décembre qui instituait la « banque du peuple » et faisait un monopole d'Etat de toutes les opérations bancaires, le décret suspendant le paiement des dividendes des actions des sociétés anonymes est du 29 décembre et celui qui annule tous les emprunts d'Etat à l'intérieur ou à l'étranger du 23 janvier 1918. Par la suite, diverses mesures viendront sauvegarder les droits des petits souscripteurs. Le décret sur le travail obligatoire pour le territoire de Pétrograd est du 8 octobre 1918.

Le schéma de Lénine, bien qu'apparaissant beaucoup plus radical, ne prétend pas à une étatisation générale de l'économie et se fonde sur la situation économique critique, la disette imminente, le sabotage bourgeois et la désagrégation économique générale, pour motiver des « mesures révolutionnaires extraordinaires ».

Les mesures sont les suivantes. Toutes les sociétés par actions deviennent propriété de l'Etat. Les membres des administrations et des directions ont l'obligation de rester à leur poste avec des salaires déterminés et sous contrôle ouvrier.

Suit l'annulation des dettes intérieures et extérieures de l'Etat. Une autre mesure garantit les intérêts des petits possesseurs d'obligations et d'actions. Le travail devient obligatoire pour tous et cette obligation est sanctionnée par la déclaration des droits du peuple travailleur, c'est-à-dire par la constitution

de 1917-18. Les prélèvements périodiques sur les fonds en banque sont limités ; il est défendu de détenir de l'argent liquide et on prévoit un changement de la monnaie pour punir les contrevenants.

En ce qui concerne la distribution, le schéma de Lénine ébauche un système de sociétés de consommation, auxquelles chaque citoyen devrait appartenir pour permettre « un juste recensement et une juste répartition aussi bien des denrées alimentaires que des autres articles de première nécessité ».

En réalité, le mécanisme de la distribution resta dans les premiers temps aux mains du commerce privé : en dépit des tentatives de répression celui-ci, du fait de la guerre civile, s'était dispersé en une multitude de spéculations incontrôlables.

Par contre, l'Etat révolutionnaire parvint immédiatement à contrôler le commerce extérieur. Le décret qui en fait un monopole d'Etat date seulement du 24 avril 1918, mais dès le 8 février, l'Etat réquisitionnait par décret toute la flotte marchande, à l'exception des petits bateaux de transport fluvial et des barques de pêche. Dans une période de détresse économique, tout cet ensemble de mesures traduisait le projet qu'avait le pouvoir révolutionnaire de procéder à un recensement complet des activités économiques afin de faire face par *des mesures d'exception* à la crise, à la disette, à la misère, et surtout afin d'assurer le ravitaillement de l'armée et le fonctionnement des principaux services publics. Mais même cette simple tâche posait déjà un problème presque insoluble tant que les fronts militaires restaient instables et l'extension des territoires placés sous l'autorité de la République soviétique mal définie. Il ne s'agissait donc pas de réaliser le socialisme par décrets d'Etat. Ce qu'on appela le « communisme de guerre » désigne simplement un ensemble de mesures autoritaires telles que même les Etats capitalistes traditionnels en ont pris à diverses époques et pour diverses raisons : confiscations, réquisitions, contrôles divers, dénonciations, consignation de marchandises, de titres, de valeurs, etc...

Dans aucun de ces décrets, ni dans les préambules politiques qui les présentaient au parti ou au pays, on ne trouve à cette époque la décision « d'édifier le socialisme » dans la production ou la distribution des articles manufacturés. On ne la trouve pas davantage dans la Constitution qui avait cependant un caractère d'agitation révolutionnaire.

Les mesures rurales.

Dans le domaine agraire, le matériel dont nous disposons est beaucoup plus expressif du point de vue social et historique.

Au second congrès pan-russe des soviets, c'est Lénine lui-même qui présente le rapport agraire contenant l'essentiel du décret correspondant. Il se rapporte à un texte sur lequel les Bolchévicks se sont déjà mis d'accord avec leurs alliés socialistes-révolutionnaires de gauche, membres du gouvernement : le « mandat paysan sur la terre » publié dès août 1917 sur la base de 242 « mandats » présentés par les paysans des régions les plus diverses de Russie. Lénine lut ce texte le 8 novembre devant le congrès qui l'approuva en même temps que la déclaration constitutionnelle. Il fut complété par une lettre que Lénine envoya à la *Pravda* le 2 décembre 1917.

Nous avons là la rencontre de deux programmes historiquement *différents et opposés*, celui des marxistes bolchévicks et celui des socialistes révolutionnaires.

Une grande partie des paysans est sous l'influence de ces derniers et adhère à leur formule de « *jouissance égalitaire de la terre* » qui est l'idéal de la *petite culture familiale* et confond un simple égalitarisme avec le socialisme : elle veut simplement éviter qu'une famille ait plus de terre qu'une autre.

Le *partage* suppose que la terre a partout la même fertilité. Autrement les lots qui sont en réalité de productivité inégale devraient être aussi de surfaces différentes. En effet, la campagne russe, mal peuplée, mal cultivée, était presque partout de fertilité très réduite. Sous le servage ou le semi-servage du locataire à l'égard du seigneur ou du propriétaire foncier, chaque famille disposait déjà d'une étendue de terre correspondant à sa force de travail. Seulement, elle devait déduire de son produit déjà maigre la part du seigneur ou du propriétaire, et le reste suffisait à peine à la nourrir.

Dans la conception des populistes, la révolution agraire consistait à décharger le paysan de son tribut au noble, aux bourgeois terriens, à l'ordre religieux, et même à l'Etat, en lui laissant sa petite parcelle et en lui remettant le produit intégral de son travail, ce qui aurait représenté un avantage énorme pour lui. Cette revendication répondait à l'énorme pression des masses paysannes embrassant dans la même haine la noblesse féodale, la bourgeoisie rurale, l'Etat et le clergé.

La révolution de février n'avait pas aboli toutes ces classes ni toutes ces formes sociales ; la lutte continuait dans les campagnes où, de temps à autre, les paysans s'insurgeaient, mais le Gouvernement Provisoire se montrait toujours plus enclin à appliquer les mêmes méthodes de répressions policières que le régime autocratique.

Ce programme du partage de la terre en parcelles égales ne pouvait être accepté par les marxistes révolutionnaires : il aurait figé la Russie dans cette misère séculaire que l'émancipation des serfs promulguée en 1861 n'avait fait qu'aggraver, si bien que la production et le niveau de vie étaient terriblement plus bas que dans n'importe quel pays.

Les marxistes ne pouvaient pas ne pas préconiser la formation d'unités de production, plus vastes que les parcelles familiales, et qui aurait donc permis le travail associé, avec tous les avantages qu'il comporte. Ils revendiquaient l'expulsion des propriétaires et autres institutions parasitaires pesant sur la paysannerie, et le passage de la propriété à l'Etat, car c'était là la condition de l'apparition d'une grande culture. Au partage populiste de la terre, (et à sa municipalisation, position défendue par d'autres courants) ils opposaient la socialisation, la nationalisation sans indemnité de toute la propriété foncière.

Les socialistes révolutionnaires considéraient le paysan réduit à l'état de journalier, c'est-à-dire privé de toute terre et de toutes réserves, comme un candidat à la jouissance de sa parcelle égalitaire. Pour les Bolchévicks, au contraire, c'est un pur prolétaire qui devait s'associer toujours plus étroitement aux autres paysans sans réserves, ses compagnons de travail, et constituer avec eux une unité économique dont la gestion serait revenue au prolétariat victorieux des villes et des campagnes.

diminuant, les frais de production diminuent (sans compter que la concurrence entre les ouvriers pour un travail accessible à tous augmente !) : la masse de la main-d'œuvre bon marché croît donc, face à la main-d'œuvre « scientifique » des grands ingénieurs et techniciens, grassement payée et complices de l'ordre social existant. Plus mécontent parce que son travail lui apportera moins de satisfaction, plus de dégoût, l'ouvrier sera cependant *plus mal placé*, étant donné précisément les lois économiques qui font de son travail une simple marchandise, pour exiger sa part de la productivité accrue de son propre travail (1).

En dépit de tous les mensonges sur la « prospérité », jamais peut-être la vie sociale n'aura mieux confirmé que depuis la fin de la seconde guerre mondiale ces paroles de Marx :

« Au fur et à mesure donc que le travail apporte... plus de dégoût, la concurrence augmente et le salaire diminue. L'ouvrier cherche à conserver la masse de son salaire en travaillant davantage, soit en faisant plus d'heures, soit en fournissant davantage dans la même heure » (travail aux pièces, primes au rendement NDR). *« Poussé par la misère »* (relative ou absolue, peu importe NDR), *« il augmente donc encore les effets funestes de la division du travail. Le résultat est que plus il travaille, moins il reçoit de salaire »* (cela fut écrit en 1848, mais quel ouvrier ignore, aujourd'hui, que les heures supplémentaires qu'il est contraint de faire par suite de la lâcheté de ses syndicats pèsent lourdement sur son salaire normal ? NDR) *« et cela pour la simple raison qu'au fur et à mesure qu'il concurrence ses compagnons de travail »* (c'est précisément ce que les ouvriers les plus perspicaces et les moins poussés par la dure nécessité reprochent à ceux qui font des heures supplémentaires, mais cette action individuelle est fatalement inefficace, car ils ne peuvent pas leur procurer les ressources supplémentaires que ceux-ci cherchent NDR), *« il fait de ceux-ci autant de concurrents, qui se vendent à des conditions aussi mauvaises que lui-même »* (dès qu'une fraction importante des ouvriers cherche à se tirer d'affaire par des heures supplémentaires individuelles, l'autre fraction qui comprend la nocivité de cette attitude reste impuissante à déterminer une action collective, surtout, quand le syndicat est, comme aujourd'hui, dans les mains de traîtres avérés, il ne leur reste donc qu'à accepter eux aussi d'en faire, s'ils ne veulent pas tomber dans la pénurie ; au reste,

(1) Marx remarquait dès 1848 que « même si l'ouvrier possédait la culture intellectuelle, cela serait sans influence directe sur son salaire », car elle n'est nullement nécessaire à son travail. La chose reste vraie aujourd'hui, où dans une certaine mesure, la bourgeoisie peut se vanter d'avoir développé l'enseignement populaire au-delà de tous les espoirs du siècle dernier. Dans la mesure où les écoles techniques donnent une formation professionnelle réelle, cette formation est en grande partie inutilisable par le capitalisme qui, en fait d'ouvriers, a surtout besoin de travail simple ; il refuse donc de payer à l'ouvrier cette « formation professionnelle », d'où toutes les lamentations de ceux qui se sont laissés prendre à la propagande « progressiste » de toutes sortes de réformistes, et en premier lieu des... professeurs, et qui espèrent une dignité bourgeoise de main-d'œuvre qualifiée. En réalité, comme on s'en plaint d'ailleurs de toutes parts, la formation professionnelle passe au second rang, dans cet enseignement populaire, derrière une remarquable mais vaine tentative de faire subir aux enfants de prolétaires le même gavage de principes et de « culture » bourgeois dont on afflige le reste de la jeunesse. Mais quel capitaliste serait assez épris de belles lettres pour tenir compte des lectures classiques d'enfance de son ouvrier ? Tout ceci donne le véritable sens du « progressisme » illuministe des enseignants : ils sont intéressés à la création d'emplois toujours plus nombreux, aussi peuvent-ils mentir effrontément sur les effets sociaux du développement de l'instruction populaire, leur mentalité III^e République laïque et jules-ferrienne aidant !

dateur du socialisme scientifique, mais le père de la confusion qui règne dans les cervelles réfractaires à la dialectique. C'est un comble ! (1).

La thèse est pourtant bien claire : 1. Aucune LOI ECONOMIQUE ne règle le montant du SALAIRE et du PROFIT. — 2. Les effets de l'accumulation du Capital sont cependant la baisse continue de la valeur de la force de travail, sans compter les oscillations de son prix de marché liées aux fluctuations de l'offre et de la demande de travail. — 3. La lutte revendicative est donc résistance aux effets de l'accumulation du capital, tentative d'empêcher la dépréciation de la force de travail que le développement capitaliste entraîne nécessairement avec soi. — 4. En conséquence, les ouvriers ne doivent pas oublier qu'« ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. »

Alors ? Pas de toute-puissance de la « volonté » ouvrière ? Pas de « liberté » des luttes revendicatives ? Mais pas non plus de dynamique purement « objective » et « économique » ? « On n'y comprend plus rien », s'écrient les imbéciles dont nous parlions tout à l'heure, « ce Marx est vraiment illisible » ! S'ils ne faisaient ainsi obstacle à la diffusion de la seule théorie révolutionnaire, cela nous serait bien égal ! Tous ces gens-là, de quelque tendance qu'ils soient ne savent raisonner qu'en fonction de philosophies bourgeoises : l'idéalisme et l'indéterminisme ; ou bien le matérialisme mécaniste. Jamais ils ne comprendront ce qu'il y a essentiellement à comprendre : le marxisme est précisément une doctrine de la praxis, et non un rationalisme nouveau ; seulement, c'est une doctrine matérialiste de cette praxis, et non un volontarisme. Qu'on nous pardonne la parenthèse de « méthode ».

Pour en revenir à la loi économique de la baisse continue de la valeur de la force de travail au cours du développement du capital, elle est bien facile à comprendre. La valeur de la force de travail, comme de toute autre marchandise, dépend, comme nous l'avons vu plus haut, de ses « frais de production », bien entendu plus élevés pour le travail complexe que pour le travail simple. Ces frais de production correspondent au temps de travail social moyen dépensé à la production non seulement des denrées et objets indispensables à la vie, mais aussi de la pacotille que le « standard de vie traditionnel » propre aux différentes fractions de la classe ouvrière mondiale les amène à considérer comme « nécessaire ». Or l'accumulation du capital tend à diminuer ces frais, parce qu'en introduisant le machinisme à une échelle toujours croissante, en poussant toujours davantage la division du travail, il augmente la productivité, autrement dit diminue le temps de travail socialement nécessaire à la production des marchandises. La valeur de la force de travail baisse donc en même temps que celle de toutes les autres marchandises. Pour la raison dite ci-dessus, et encore pour une raison supplémentaire : à mesure que la division du travail s'accroît, le travail se simplifie ; l'habileté requise

(1) Le lecteur trouvera dans ce même numéro une polémique contre une certaine variété de cette imbécillité aux produits multiples. Il s'agit du groupe « barbariste » qui est intéressant non pas par lui-même, mais par la somme de déviations diverses qu'il constitue ; si bien que la réfutation de ses « thèses » peut servir au lecteur à réfuter les « thèses » d'une quantité d'autres courants ou groupuscules, qui travaillent, eux aussi, avec énergie à empêcher la clarification.

autres, font obstacle à toute milice révolutionnaire, même si l'ouvrier souhaite militer !) « montre que le Capital, si on n'y met pas obstacle, travaille sans égard ni pitié à abaisser toute la classe ouvrière à ce niveau d'extrême dégradation... »

Et en ce qui concerne le salaire :

« S'il ne luttait pas pour des augmentations de salaire pendant la phase de prospérité alors que se réalisent des surprofits, (l'ouvrier) n'arriverait même pas, dans la moyenne du cycle industriel », (où alternent booms, crises et stagnation NDR) « à son salaire moyen, c'est-à-dire à la valeur de son travail. Ce serait pousser la bête à son comble que d'exiger que l'ouvrier, dont le salaire est nécessairement éprouvé par les phases de déclin du cycle s'exclue lui-même d'une compensation correspondante pendant celles de prospérité... Sur la base du système actuel, le travail n'est qu'une marchandise comme toutes les autres. Il faut par conséquent qu'il passe par toutes les mêmes fluctuations pour atteindre un prix moyen qui corresponde à sa valeur. Ce serait une absurdité de le traiter, d'une part, comme une marchandise, et de vouloir, d'autre part, le soustraire aux lois qui déterminent le prix des marchandises... Si (le salarié) se contentait d'admettre la volonté, le diktat du capitaliste comme une LOI ECONOMIQUE CONSTANTE, il partagerait toute la misère de l'esclave sans jouir de sa sécurité.

« ... Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le Capital, ELLE SE PRIVERAIT CERTAINEMENT ELLE-MEME DE LA POSSIBILITE D'ENTREPRENDRE TEL OU TEL MOUVEMENT DE PLUS GRANDE ENVERGURE. »

*
**

A l'utopiste Weston qui niait l'utilité des grèves revendicatives, Marx avait répondu que « la volonté du capitaliste consiste certainement à prendre le plus possible » mais que « ce que nous avons à faire, ce n'est pas de dissenter sur cette volonté, mais étudier sa puissance, les limites de cette puissance et le caractère de ces limites ». Et il avait conclu en faveur des luttes revendicatives.

S'il s'était contenté de cela, il serait lui-même tombé dans une erreur analogue, quoiqu'opposée dans ses conclusions à celle de Weston : il lui fallait indiquer les « limites » des mouvements revendicatifs, et le « caractère de ces limites », autrement toute son argumentation n'eût été qu'une « dissertation » sur la « volonté » de la classe ouvrière d'augmenter l'élément « historique et social » du salaire, et nous n'aurions pas été plus avancés. Cette lutte, il la replace donc dans le mode capitaliste de production où « la tendance des choses est de ramener la valeur du travail à sa limite la plus basse ». C'est cela précisément qui, soit constaté en passant, fait dire à une quantité d'imbéciles que « Marx s'est contredit ». A les entendre, on pourrait tirer n'importe quoi de ses écrits, aussi bien la stupide « paupérisation absolue » des staliniens, que « l'augmentation illimitée du salaire par une lutte revendicative adéquate » des syndicalistes purs. En somme, Marx ne serait pas le fon-

Aujourd'hui, le parti révolutionnaire a peut-être encore davantage à attendre de la reprise des agitations sociales qu'en 1865, car il est beaucoup plus faible qu'en 1865, à l'échelle mondiale : il aurait donc tout à perdre à vouloir se montrer plus « radical » que Marx en personne, en *opposant* la lutte révolutionnaire à la lutte revendicative. Il ne pourrait même pas invoquer les « conditions différentes de l'époque impérialiste » : à l'époque impérialiste, précisément, les luttes revendicatives ont bien plus de chances de se transformer rapidement en luttes *politiques* : c'est précisément pour cela que ni syndicats de collaboration de classe, ni partis faillis n'osent plus en déclencher de tant soit peu sérieuses. Et qu'on ne vienne pas dire que cette thèse, qui fut celle de Lénine et de tous les communistes de la III^e Internationale, a été « infirmée » par l'Histoire : la lutte *politique* a bien succédé aux agitations sociales ; le malheur est que c'est la bourgeoisie qui en a pris l'initiative en lançant sur le prolétariat ses bandes noires ou brunes, sous la protection de l'Etat démocratique. Ce qu'il faut, c'est que la prochaine fois, ce soit le prolétariat qui prenne l'initiative politique, et qu'il vaille ; on ne faciliterait nullement ce grand résultat historique en lui disant : renonce donc à te défendre contre le Capital, fais plutôt la Révolution !

Tout au cours de l'Histoire, les ouvriers ont revendiqué essentiellement deux choses : la diminution de la journée de travail et l'augmentation des salaires. Quand ils se réveilleront de leur longue torpeur d'après-guerre, ils feront de même. A moins que, réellement, notre société moderne leur réserve le sort enviable qu'on nous dit, ce qui non seulement est faux, mais le deviendra de plus en plus. Ou, à l'opposé, qu'ils puissent être amenés à livrer l'assaut à l'Etat bourgeois par une simple propagande de parti, sans luttes préalables. Mais l'assaut armé à l'Etat bourgeois à l'échelle d'une nation entière exige une unité de classe qui ne peut pas se présenter comme un point de départ, puisqu'il est l'aboutissant de luttes multiples, de plus en plus âpres, de plus en plus vastes. Sans de telles luttes pas de parti révolutionnaire : l'embryon de parti se trempe et grandit dans la bataille ; ou bien il tombe en proie aux philistins, aux dilettantes et aux phraseurs, quand ce n'est pas à de francs opportunistes, ou tout simplement, il disparaît !

A l'égard des mouvements revendicatifs pour la diminution de la journée de travail et pour les augmentations de salaire nous n'avons aucune raison, donc, d'avoir une autre appréciation que Marx dans sa polémique contre l'adversaire des grèves, Weston :

« Quand les ouvriers s'efforcent de ramener la journée de travail à ses anciennes limites rationnelles » (aujourd'hui, ils souhaiteraient bien revenir à la semaine de quarante heures, mais ils n'ont pas la force de déclencher un tel mouvement !) *« ils ne font que remplir un devoir envers eux-mêmes et envers leur race. Ils ne font que mettre des bornes à l'usurpation tyrannique du Capital. Le temps est le champ du développement humain. Un homme qui ne dispose d'aucun loisir, dont la vie tout entière, en dehors des simples interruptions, purement physiques pour le sommeil, les repas, etc., est occupée par le travail pour le capitaliste, est moins qu'une bête de somme... Et pourtant toute l'histoire de l'industrie »* (y compris les quinze dernières années, et qui de nous ne sait combien les heures supplémentaires, entre

vail étant données, le maximum des profits correspond à la limite physiologique la plus basse des salaires et que, étant donné les salaires le maximum des profits correspond à la prolongation de la journée de travail encore compatible avec les forces physiques de l'ouvrier. Le maximum de profit n'est donc limité que par le minimum physiologique du salaire, et le maximum physiologique de la journée de travail. IL EST CLAIR QU'ENTRE CES DEUX LIMITES DU TAUX MAXIMUM DE PROFIT, IL Y A PLACE POUR UNE ECHELLE IMMENSE DE VARIATIONS POSSIBLES. »

En réalité, cet après-guerre nous a montré que l'échelle des variations possibles est, en effet, immense pour le profit, mais réduite pour le salaire réel, qui n'a progressé que très lentement de façon absolue, alors que les profits croissaient à pas de géant, si bien que, comme il est dit plus haut, le salaire relatif a énormément diminué. (Cela, comme nous le verrons plus loin, Marx le savait parfaitement.) Qu'est-ce que cela prouve, pour aujourd'hui ? Que la lutte revendicative est vaine ? Non que le « rapport de forces entre les combattants » a été infiniment plus favorable au Capital qu'au Travail, pendant ces quinze dernières années. Pourquoi ? Parce que les syndicats ont toujours été (pour le moins !) au-dessous de leur tâche, et cela s'explique parce qu'ils sont dans les mains de partis prolétariens passés à la conservation de l'Etat bourgeois et de l'ordre social existant, ou bien de purs « syndicalistes » qui n'ont jamais même rêvé d'attaquer le premier et de révolutionner le second, puisqu'ils n'ont jamais voulu admettre que la lutte prolétarienne était à la fois économique et POLITIQUE, c'est-à-dire REVOLUTIONNAIRE.

En affirmant que le montant du profit (et donc du salaire) dépendait uniquement de la lutte de classe, Marx n'a naturellement pas voulu dire que la bourgeoisie pouvait être réduite à la ruine par une simple lutte revendicative, ni donc que le syndicat ouvrier pouvait l'emporter sur l'Etat bourgeois, sa police, son armée et ses parlementaires endormeurs : toute son œuvre prouverait le contraire, s'il en était besoin.

A première vue cependant, cette « échelle immense de variations possibles » du salaire peut sembler témoigner d'un immense optimisme à l'égard des possibilités offertes aux luttes revendicatives au sein de la société bourgeoise, optimisme qu'on ne retrouverait guère dans d'autres écrits de Marx. Des camarades pourront être tentés de le mettre sur le compte des « conditions différentes de l'époque pré-impérialistes » tandis que les imbéciles parleront, bien entendu, des « contradictions » de Marx. Laissant les imbéciles à leur bêtise, il faut souligner, pour les camarades, que lorsque Marx écrit cela, il s'agit pour lui de réfuter les « âneries » de certain membre de l'Internationale qui prétendait « qu'une augmentation des salaires ne pouvait pas améliorer les perspectives matérielles et sociales de la classe ouvrière » et que « les efforts des syndicats pour relever les salaires auraient eu, d'ailleurs, des effets néfastes sur les industries ». Pour Marx, il s'agit alors d'affirmer avec le maximum de force contre ce Weston, disciple de l'utopiste Owen, les principes de l'action directe et de la lutte de classe, non seulement pour leur vérité théorique, mais aussi pour assurer pratiquement au socialisme scientifique la liaison avec le mouvement ouvrier réel, surtout à un moment où une vague de grèves submergeait le continent.

Mais ce que tout le monde a oublié (les syndicats de collaboration de classe et les associations de contre-révolutionnaires professionnels qui osent encore s'appeler « partis ouvriers », en tous cas), c'est ce que Marx en déduisait, dès 1848 :

« Nous voyons donc que même si nous restons DANS LES LIMITES DU RAPPORT ENTRE LE CAPITAL ET LE TRAVAIL SALARIE, les intérêts du Capital et les intérêts du travail salarié sont diamétralement opposés. »

C'est nous qui avons souligné, parce que, précisément, la critique marxiste nous portera rapidement au-delà du rapport entre patronat et travailleurs, sur le terrain de l'opposition générale entre le mode capitaliste et le mode socialiste de production. Mais n'anticipons pas.

Ce qu'oublient tous ceux qui bourgeois, traîtres avérés ou gauchistes équivoques, glorifient, chacun à leur façon, la prospérité capitaliste, l'augmentation incessante de la productivité, c'est que :

« Un accroissement rapide du Capital (c'est-à-dire ce que nous avons appelé plus haut la valeur ajoutée NDR) équivaut à un accroissement rapide du profit. Le profit ne peut s'accroître rapidement que si le prix du travail, si le salaire relatif diminue avec la même rapidité. Le salaire relatif peut baisser même si le salaire réel monte en même temps que le salaire nominal, la valeur en argent du travail, mais à condition que ces derniers ne montent pas dans la même proportion que le profit. Si, par exemple, dans les périodes d'affaires favorables, le salaire monte de 5 pour 100, et le profit par contre de 30 pour 100, le salaire... relatif n'a pas augmenté, mais diminué. »

Une dernière citation, dédiée à la fois à tous ceux qui propagent la position défaitiste que la classe ouvrière a intérêt à l'accroissement rapide du capital, qu'elle n'a que bonheur et prospérité à attendre de l'augmentation de la productivité, et à ceux qui préféreraient « une » révolution, mais sont intérieurement convaincus que le développement capitaliste atténue les antagonismes sociaux :

« Si donc le revenu de l'ouvrier augmente avec l'accroissement rapide du capital, l'abîme social qui sépare l'ouvrier du capitaliste s'élargit en même temps, la puissance du capital sur le travail, l'ETAT DE DEPENDANCE DU TRAVAIL ENVERS LE CAPITAL grandissent en même temps »...

« Même la situation la plus favorable pour la classe ouvrière, l'accroissement le plus rapide possible du capital, QUELQUE AMELIORATION QU'IL APPORTE A LA VIE MATERIELLE de l'ouvrier, ne supprime pas l'antagonisme entre ses intérêts et les intérêts du bourgeois, les intérêts du capitaliste. PROFIT ET SALAIRE SONT, APRES COMME AVANT, EN RAISON INVERSE L'UN DE L'AUTRE. »

La proportion dans laquelle le premier montera et le second baissera dépend uniquement, nous dit Marx, de la lutte de classe, parce que :

« En ce qui concerne les profits, il n'existe pas de loi qui déterminerait leur minimum. Nous ne pouvons pas dire quelle est la limite dernière de leur baisse. Et pourquoi ne pouvons-nous pas fixer cette limite ? Parce que nous sommes bien capables de fixer les salaires minimum, mais pas les salaires maximum. Nous pouvons seulement dire que les limites de la journée de tra-

Notons ici qu'une prétendue gauche vient aujourd'hui nous conter que les appareils syndicaux sont devenus des confréries de traîtres dont le principal souci est le maintien de l'ordre (ce qui est vrai), que les ouvriers en attendent passivement les avantages qu'on attend d'une quelconque institution d'assistance, sans même songer qu'ils puissent être des écoles de lutte socialiste (ce qui est vrai), et qu'en dépit de tout cela, le salaire est satisfaisant, et donc aussi la situation de la classe ouvrière, ce qui est faux. Répétons-le : le salaire n'est pas satisfaisant pour toutes les catégories de salariés ; quand il l'est, c'est parce que la semaine de travail est longue ; et ajoutons que la situation de la classe ouvrière ne peut pas être définie *uniquement* par le salaire. La position de lutte de Marx reste vraie, donc, *même sur le plan purement revendicatif* !

Comment cette position est-elle théoriquement fondée, en d'autres termes quels rapports a-t-elle avec la théorie économique de Marx ? Ici, il nous faut rappeler des notions élémentaires, mais fondamentales, au risque d'entendre crier aux truismes.

Si on considère la valeur de la masse globale des marchandises produites au cours d'un cycle donné, un an par exemple, on s'aperçoit qu'elle se compose de *deux partis*. La première est une somme de valeurs *déjà produite antérieurement* et qui est simplement transmise au nouveau produit : valeur des matières premières employées pendant l'année nouvelle, valeur non pas des moyens de production en général, mais de la fraction de ceux-ci qui a été usée pendant ce temps, et qui s'est transmise au produit du simple fait que ces moyens de production ont été utilisés dans le processus concret du travail.

La seconde partie, la plus intéressante, est la *valeur ajoutée* à l'ancien capital par le travail nouveau, la valeur créée au cours de l'année nouvelle par le labeur de tous les ouvriers employés. Cette valeur ajoutée se divise elle aussi en deux parties : la première va remplacer dans la poche du capitaliste, après vente de ses marchandises, la somme déboursée pour les salaires, et qui, bien loin d'être une « avance », provient en réalité de la réalisation des marchandises produites pendant le cycle précédent. C'est ce que Marx exprime dans *Travail salarié* et *Capital* d'une façon qui fait justice de tous les bavardages sur la « part » de la classe ouvrière dans le « revenu national » :

« *Le salaire n'est donc pas une part de l'ouvrier à la marchandise qu'il produit. Le salaire est la part de marchandises déjà existantes avec laquelle le capitaliste s'approprie par achat une quantité déterminée de force de travail productive.* »

La seconde partie de la valeur ajoutée est le *profit*.

« *Mais quelle est donc la loi générale qui détermine la hausse et la baisse du salaire et du profit dans leurs relations réciproques ?* »

« *Ils sont en rapport inverse. La part du Capital, le profit, monte dans la mesure même où la part du travail, le salaire, baisse, et inversement. Le profit monte dans la mesure où le salaire baisse, il baisse dans la mesure où le salaire monte.* »

Parbleu ! Tout le monde, aujourd'hui, sait cela !

Puisque toutes les luttes de classe du passé n'ont pu avoir raison des différences au sein même de la classe ouvrière, force est donc de recourir à la sévère « science » marxiste pour les expliquer :

« ... Les frais de production des forces de travail de qualités différentes diffèrent exactement de la même façon que les valeurs des forces de travail employées dans les diverses industries. La revendication de l'égalité des salaires repose par conséquent sur une erreur, sur un désir insensé qui ne sera jamais satisfait. Elle a sa source dans ce radicalisme faux et superficiel qui accepte les prémisses et cherche à se dérober aux conclusions. Sous le régime du salariat, la valeur de la force de travail se détermine comme celle de toute autre marchandise. Et comme les différentes sortes de travail ont des valeurs différentes, c'est-à-dire nécessitent pour leur production des quantités de travail différentes, elles doivent nécessairement avoir des prix différents sur le marché du travail. Réclamer une rémunération égale ou même équitable sous le régime du salariat équivaut à réclamer la liberté sous le régime de l'esclavage. Ce que vous considérez comme juste et équitable n'entre donc pas en ligne de compte. La question qui se pose est la suivante : Qu'est-ce qui est nécessaire et inévitable au sein d'un mode de production donné ?

« Ce qui est nécessaire et inévitable » dans le mode de production capitaliste, c'est encore bien autre chose que l'inégalité dérivant des coûts de production différents du travail simple et du travail qualifié (1) : c'est, comme nous allons voir, la lutte de classe — et les limites d'une lutte purement revendicative.

*
**

De quoi dépend l'importance relative de l'« élément historique et social » dans la détermination du salaire ? Autrement dit, comment ce dernier peut-il jamais s'élever au-dessus du minimum vital, c'est-à-dire du coût de production des produits indispensables à son entretien et sa reproduction ?

Marx répond nettement : cela dépend de la lutte incessante entre le Capital et le Travail, du rapport des forces entre les combattants. Aucune « loi d'airain », donc, mais position de lutte.

(1) On sait que les enseignants revendiquent actuellement, entre autres choses, des augmentations de traitements. Ils ont même décidé de défendre par la grève des examens leurs « droits d'élite » formée (ou déformée ?) par des années de gavage des principes bourgeois et d'absorption d'une « culture » qui est à l'intelligence ce que la thésaurisation est à l'économie. Bref, ils réclament la stricte application de la... loi de la valeur à leur force de travail distinguée. Les ouvriers haïssent à juste titre le souci qu'une grande fraction de cette catégorie a de se tenir à une distance respectable du vulgaire, et leur prétention injustifiée à une utilité sociale supérieure. Mais ce que les ouvriers conscients leur reprocheront n'est pas d'essayer de faire jouer en leur faveur la loi de la valeur : c'est, en considérant l'inégalité qui en dérive non pas comme le résultat d'une loi économique transitoire mais comme un principe moral, de leur dénier, à eux prolétaires, le droit de s'émanciper révolutionnairement en détruisant l'économie où la loi de la valeur règne en maîtresse.

Il est vrai qu'un courant assez important, parmi les enseignants, affecte de vouloir lier son mouvement revendicatif à celui des ouvriers, et proteste en tout cas qu'il ne lui est nullement hostile. En somme, il s'agirait entre lui et les ouvriers, d'échanger des « reconnaissances de droits à une juste rétribution » !

Là encore, les ouvriers conscients répondront à ces bons démocrates que la « justice » commencera précisément quand la rétribution selon la loi de la valeur aura cessé, et que le mot d'ordre révolutionnaire est non pas le « salaire équitable » pour chaque catégorie, mais l'abolition du salariat. Seulement alors aussi les vendeurs actuels de latin et de science pourront être libérés des servitudes que leur imposent la conception et l'organisation bourgeoises de l'« instruction » et de l'« éducation » !

Lénine savait bien que...

A l'époque, bien des gens qui ne comprenaient rien à ce qui se passait en Russie attribuèrent à Lénine un programme de partage de la terre entre les paysans. Ils l'accusèrent même de subordonner le conflit entre les salariés et le grand capitalisme à celui qui opposait les paysans aux propriétaires de latifundia (1). Cette malheureuse espèce n'a toujours pas disparu, plus de 40 ans plus tard, et elle consacre tous ses efforts au partage des latifundia, sous le prétexte qu'ils privent le paysan travailleur de la jouissance égalitaire de la terre. Pourtant, Lénine suivait tout simplement la théorie agraire de Marx et sa position n'était pas non plus opposée aux mesures que la révolution communiste aurait pu prendre dans des pays plus modernes, et qu'elle prendra dans l'avenir.

Lénine savait bien que la révolution n'aurait jamais vaincu en Russie sans mettre en mouvement les paysans et que les conditions technico-économiques ne permettaient pas de leur donner quoi que ce fût qui dépassât la jouissance de la terre et la libération de la faim ; seules ces revendications permettaient de les entraîner derrière le prolétariat.

Pour les prolétaires urbains, autres bases de la dictature révolutionnaire, il en allait tout autrement. Lorsque les travailleurs des quartiers ouvriers de Pétrograd et de Moscou se soulevèrent, ce n'était pas pour obtenir des « jouissances » immédiates et palpables. Leur capacité révolutionnaire dépassait de beaucoup celle des classes formant la petite bourgeoisie pauvre. Le capitalisme s'était suffisamment développé en Russie depuis quelques décades pour leur donner le peu de pain, de kopeks et d'instruction primaire dont ils avaient besoin pour acheter la presse du parti révolutionnaire, le journal de classe. De 1905 à 1917, ils avaient fait l'expérience de luttes terribles où ils s'étaient imprégnés de la tradition bolchévique. Ils savaient bien que même les mesures les plus radicales dans l'économie industrielle et urbaine ne pouvaient leur donner un seul hectogramme de pain supplémentaire et qu'elles assuraient seulement l'entretien de l'armée et de leurs propres détachements sur le front de la guerre des classes, le fonctionnement des trains et l'exercice de la dictature révolutionnaire. Leur parti pouvait compter sur eux, répondre d'eux : ils ne réclamaient pas de « jouissances » égales ou inégales, sachant bien qu'il leur restait encore beaucoup à souffrir pour libérer leur classe de l'esclavage capitaliste pesant sur le monde.

Jamais ni le Parti marxiste ni Lénine n'oublièrent la base dualiste du pouvoir révolutionnaire original instauré en Russie. Il fallait tout donner pour l'étroite alliance du prolétariat et de la paysannerie pauvre, sans jamais perdre de vue qu'elle était historiquement passagère, même si elle devait tout transformer sur son passage.

Le socialisme, lui, était beaucoup plus lointain : pour y parvenir, il fallait que le prolétariat européen remplaçât rapidement l'allié paysan de Russie. Lénine prévoyait au maximum « vingt ans de bon rapport avec les paysans », et encore, seulement dans l'hypothèse la plus *défavorable*.

à suivre

(1) Grande propriété juridique dont la gestion économique se fait par unités familiales avec une technique archaïque.

autre le niveau des revenus en France et en Algérie, et pour ce dernier pays distingue entre Européens et Musulmans.

CLASSES SOCIALES ET INTERETS DE CLASSE.

GROUPES SOCIAUX	Nombre de familles	Nombre d'individus	% par rapport à la population respective	Revenu par individu	Rapport à la même catégorie en France
1. Exploitants agricoles riches et dirigeants du commerce et de l'industrie.					
Européens :	10.000	30.000	3	1.215.000	5 fois
Musulmans :	4.000	21.000	0,25	434.000	1,8
2. Cadres administratifs et techniques, commerçants moyens et aisés, professions libérales.					
Européens :	77.000	277.000	26,6	365.000	1,5
Musulmans :	25.000	133.000	1,5	226.000	0,9
3. Salariés permanents de l'industrie et du commerce, de l'administration, petits et moyens commerçants.					
Européens :	168.000	638.000	61,3	119.000	0,5
Musulmans :	225.000	1.193.000	14,2	75.700	0,3
4. Ouvriers agricoles permanents, ouvriers non-agricoles à emplois irréguliers, chômeurs, femmes de ménage, petits commerçants.					
Européens :	25.000	95.000	9,1	57.900	0,25
Musulmans :	310.000	1.653.000	19,6	34.600	0,14
5. Exploitants agricoles travaillant sur de faibles superficies, journaliers agricoles, travailleurs saisonniers, familles des travailleurs en métropole.					
Pas d'Européens.					
Musulmans :	996.000	5.400.000	64,2	24.500	0,1

Ce tableau montre que l'Algérie a les caractéristiques d'une économie coloniale, et n'est pas la France. Les catégories privilégiées de la colonie et leurs homologues ou appendices indigènes sont ultra-riches (n°s 1 et 2 du tableau). Leur intérêt est commun. Jamais la bourgeoisie algérienne, formée surtout de propriétaires fonciers, ne serait entrée en lutte pour l'indépendance nationale sans la pression irrésistible des masses populaires. Trop d'intérêts économiques la liaient à la bourgeoisie française. Trop grande était sa peur

devant la masse énorme des expropriés et du prolétariat nés de la colonisation dont elle s'accommodait. L'obtention de l'indépendance signifierait pour elle la nécessité de rétablir le calme par ses seuls moyens. Seule, il lui faudrait exercer la terreur, puisqu'en tant que classe privilégiée elle ne pourrait pas réaliser la réforme agraire indispensable pour rendre aux expropriés la terre, base de leur existence économique.

Voilà pourquoi elle eut toujours tendance aux compromis, pourquoi aujourd'hui encore le G.P.R.A. pactise, au fond, avec l'impérialisme français.

Dans la catégorie 5, nous ne trouvons que des indigènes : ceux dont le marxisme dit qu'ils sont plus opprimés et misérables encore que le prolétariat industriel. Les économistes bourgeois ont évalué leur situation en ces termes : « En supposant que l'emploi moyen d'un agriculteur soit de 200 journées par an, ce qui constitue une évaluation fort modeste, c'est au moins 700.000 agriculteurs musulmans et leurs familles (environ 3.500.000 personnes donc), soit 45 % des effectifs ruraux actuels, qui pourraient se retirer de l'agriculture sans que la production agricole diminue. » Le regroupement de 1.500.000 à 2.000.000 d'Algériens (selon l'étude citée) n'a donc réussi à éponger que la moitié du « surplus ». Ce regroupement avait pour but la destruction de la base économique et sociale des formations militaires insurgées. Il a eu en outre pour effet la dislocation des dernières formes de propriété communautaire et la ruine de l'agriculture arabe.

Les catégories 3 et 4 de notre tableau montrent que le problème national et colonial touche directement le prolétariat. Les Algériens expropriés affluent dans les bidonvilles et concurrencent les ouvriers européens qui sont privilégiés, car ils touchent une « rente » et ont des droits que n'ont pas les Algériens. L'histoire de cette discrimination (embauche à 100 % ou à 90 % pour les seuls européens, maintien préférentiel du travail en période de crise, etc.), serait fort longue. La concurrence (tant en France qu'en Algérie) entre les travailleurs européens et l'immense armée constituée par les expropriés algériens de la terre aggrave le conflit entre les deux communautés et rejette jusqu'aux travailleurs européens dans le camp des colonialistes : plus la concurrence est âpre et plus cet antagonisme est grand. Ainsi tout Européen se présente en principe comme un colonialiste, parce que c'est la société européenne et capitaliste, dans sa totalité, qui opprime l'indigène.

Dans ce pays où toute la race, toute la nation oppresseuse apparaît donc comme la classe privilégiée, la lutte de classe revêt fatalement la forme d'une lutte raciale et nationale (1). Voyons les faits : en 1954, alors que le chômage sévissait chez les Algériens et que le plein emploi était réalisé chez les Européens, on trouvait : en face de 65.120 employés de bureau et de commerce européens, 15.190 Algériens ; en face de 51.650 ouvriers professionnels européens 49.830 Algériens ; en face de 7.200 manœuvres européens, 141.130 Algériens ; en face de 33.890 domestiques et personnel de service européen, 47.400 Algériens.

Derrière ces concurrents, il se profilait plus de 200.000 chômeurs et demi-chômeurs des bidonvilles et tous les sans-travail affluant continuellement du bled. On sait que si 90,5 % des Européens et seulement 19 % des Algériens

(1) C'est exactement ce qui s'est produit en Irlande, première colonie de l'Angleterre, comme Marx l'a démontré.

habitent dans les villes, les Algériens ont pourtant depuis peu dépassé en nombre les Européens dans toutes les villes à l'exception d'Alger (où le rapport est de 43/57). Cette migration des Algériens vers les villes nous fournit un indice certain du rythme de l'expropriation, et il est impressionnant :

	1900	1930	Taux d'aug. par rapport à 1900	1959	Taux d'aug. par rapport à 1930
Popul. urbaine ..	316.000	590.000	+ 90 %	2.100.000	+ 260 %
Popul. rurale	3.700.000	4.900.000	+ 32 %	6.700.000	+ 36 %
Rapport pop. urbaine	0,077	0,12		0,235	
pop. musulmane					

Ainsi, une très grande partie de la population algérienne ne rentre dans aucune classe définie, parce qu'elle a été privée de toute base économique d'existence par le capitalisme européen. C'est ce qui explique à la fois la violence de la révolte et la confusion de ses objectifs sociaux. Un prolétariat plus puissant, sous la conduite d'une Internationale révolutionnaire, aurait pu diriger la révolution devant laquelle la bourgeoisie algérienne reculait, c'est-à-dire refaire ce qu'avait accompli le prolétariat russe. La III^e Internationale dissoute, les effectifs du prolétariat algérien n'ayant pas augmenté (ne se sont-ils pas amenuisés depuis l'avant-guerre ?), c'est la bourgeoisie qui, à son corps défendant, s'est transformée en direction du mouvement d'indépendance nationale. Or la bourgeoisie ne pourra pas réaliser la réforme agraire : le F.L.N. l'exclut, puisque Ferhat Abbas a promis la coexistence pacifique de la grande agriculture capitaliste européenne et de la petite agriculture algérienne. Quel que soit l'accord que le futur Etat algérien essaie de se garder avec le capital financier français et international, elle ne pourra pas davantage développer l'industrie au point d'absorber tout l'excédent de la population rurale que des statistiques bourgeoises évaluent à 780.000 hommes et qui ne fera qu'augmenter avec la régression du secteur agricole par rapport au secteur industriel qui caractérise *tout* développement capitaliste.

Aucun pays de l'aire arabe n'a jusqu'à présent résolu ce problème social de la surpopulation rurale qui, en Algérie, se posera avec toute son acuité précisément quand le problème national sera résolu.

A ce problème, ni la Russie néo-capitaliste ni la Chine des communes rurales n'apporteront de solution, quelle que soit la prétention des « communistes » à la russe ou à la chinoise de contribuer à la « libération » des peuples colonisés. Il n'y aura donc ni « équilibre », ni « paix ». Et, en 1961 comme en 1919, la seule perspective de libération effective reste celle que l'Internationale Communiste formula dès ses premiers Congrès : la libération des forces productrices de tous les pays des tenailles serrées par les Etats nationaux par l'union de tous les peuples avancés ou ex-colonisés et retardataires, dans une étroite collaboration économique conformément à un PLAN ECONOMIQUE COMMUN. Or le « plan économique commun », en politique, c'est la dictature universelle du prolétariat.

REGARD EN ARRIÈRE SUR LES GRÈVES DE BELGIQUE

UNE « LOI UNIQUE » :

Pour expliquer la soudaineté et l'ampleur du plus grand mouvement de grève que la Belgique ait connu depuis cinquante ans ou peut-être même depuis 1886 et 1892, au cours de la lutte pour le suffrage universel, la presse bourgeoise a invoqué, pour ne pas changer (et sans y croire) l'action des « meneurs ». La vérité est tout autre ; une fois de plus, ceux qui prétendent être les guides du prolétariat ont été, dès les premiers jours, dépassés par lui et ils ne se sont ingéniés à prendre la direction de la grève que pour mieux la contrôler, l'effriter et s'en faire un moyen de chantage dans leur maquignonnage parlementaire et électoral.

« A quelque chose, malheur est bon », dirait Khrouchtchev le Sentencieux : le réformisme chronique dans lequel la social-démocratie de Belgique s'est pétrifiée dès sa naissance, son quasi-monopole aussi ont épargné à la classe ouvrière de ce pays les grèves nombreuses, mais limitées dans l'espace (une seule usine ou localité) et dans le temps (24 heures et parfois moins), lui ont permis de garder intacte sa combativité et de donner aux travailleurs des autres pays, l'exemple de luttes spontanées, larges et violentes, englobant plusieurs corps de métier et couvrant plusieurs régions. Est-il besoin d'ajouter que ce résultat n'est pas à porter à l'actif du réformisme ? Il fut atteint bien malgré lui...

Au lendemain de la dernière — en date — guerre mondiale, la Belgique est apparue comme un paradis, une petite Amérique dans une Europe en grande partie mutilée. Elle le devait, en ordre principal, à sa structure économique et à sa main-d'œuvre relativement peu atteintes, à la vente de l'uranium congolais, à la mise à la disposition des « alliés » du port d'Anvers.

Au lieu d'imiter ses voisins qui, profitant des destructions subies, aiguillonnées par cet état de fait, renouvelaient leur équipement et, sans se contenter de leurs quasi nouveaux marchés intérieurs, s'engageaient d'une façon décidée dans la recherche de débouchés extérieurs, la bourgeoisie belge

s'adonna avec férocité aux dépenses somptueuses, mais improductives, convaincue d'avoir l'éternité devant elle. (Après tout peut-être est-ce vrai qu'elle est la plus bête du monde ?) A cela s'ajoutait le déclin de l'économie wallonne dont l'élément primordial est constitué par l'industrie charbonnière. Or, les gisements exploités de longue date deviennent de moins en moins rentables — et c'est une maladie qui ne pardonne pas en régime capitaliste, basé sur la recherche du profit — du fait de l'amincissement et de la brisure des veines, de la profondeur de plus en plus grande à laquelle on les trouve. Le pétrole de l'Entre-Sambre-et-Meuse n'est encore qu'au stade des hypothèses. La Flandre, d'autre part, a subi un retard dans l'industrialisation, malgré quelques progrès. Plutôt que de réinvestir ses profits dans le pays, la bourgeoisie préfère les exporter, principalement au Canada, à l'heure actuelle.

Nous publierons, plus tard, une étude sur l'économie de la Belgique, petit pays fortement industrialisé et au prolétariat nombreux et concentré, en Wallonie surtout et dans quelques régions de la Flandre. Nous donnerons maintenant, pêle-mêle — nous nous en excusons, la place nous manque — une série de chiffres qui jettent quelque lueur sur les grèves de décembre et janvier.

De 1953 à 1959, le revenu national brut a augmenté de 2,35 % par an, et de 5,5 % en moyenne dans les autres pays du Marché Commun. En 1957, les salaires s'élevaient à 86 milliards de francs belges, ils descendaient à 84 milliards en 1958 et à 81 milliards en 1959. Pour la même période les revenus des capitalistes et des classes moyennes passaient de 84 à 93 milliards.

52 % du revenu national vont aux travailleurs qui représentent 70 % de la population active. En juillet 1960 on dénombrait 140.000 chômeurs (la population totale s'élève à un peu plus de 9 millions dont 2.600.000 travailleurs).

Les impôts sur les salaires ont quintuplé depuis 1937. La fraude fiscale (à laquelle les salariés n'ont aucune part, puisque pour

eux les impôts directs sont, en majeure partie, retenus « à la source », le complément étant déterminé sur la base des rémunérations que les patrons sont tenus de déclarer) atteint 10 milliards de francs belges, au moins, par an.

Les impôts indirects ont été augmentés de 3,5 milliards de francs belges en 1958, de 1,8 milliards en 1959 ; ils représentent 8,5 % des dépenses des travailleurs.

En trente mois, la dette publique est passée de 336 à 396 milliards, elle s'est accrue de 22,6 milliards en 1960.

Pour redresser la situation du capitalisme belge, le gouvernement, prenant prétexte, entre autres, de la perte du Congo (elle a amputé le revenu national de 3 % seulement, mais a privé l'Etat de 10 milliards de francs belges de devises par an) et de la nécessité d'adapter le pays au Marché Commun, a proclamé l'urgence d'une politique d'austérité. Celle-ci a été présentée sous la forme du fameux projet de loi unique. Unique ? O combien ! Le bref aperçu que nous en donnons ici permettra d'en juger.

La loi prévoyait une augmentation de 5,7 milliards de francs belges des impôts indirects (cette majoration représentera 85 % des nouveaux impôts prévus par la loi), dont 80 % auraient été à la charge des consommateurs, pesant le plus lourdement sur les travailleurs, cela va de soi. Augmentation, de 20 % encore de la taxe de transmission, augmentation aussi, de 10 %, des impôts directs par l'intermédiaire des communes.

Des penseurs libéraux, distingués tout autant que profonds, ont nié que ces mesures entraîneraient une hausse du coût de la vie ; et quand cela serait, ont-ils ajouté, les salaires ne sont-ils pas reliés à l'index des prix dont ils suivent les fluctuations ? Ces sinistres baveux ignorent-ils que cet index est tripatouillé de façon telle qu'il ne traduit pas la hausse réelle des prix ? Et lorsqu'il atteint le palier convenu, il faut qu'il s'y maintienne durant deux ou trois mois pour que les salaires soient modifiés. Deux ou trois mois, ça permet de voir venir, mais surtout de soigner l'index afin de couper sa fièvre.

Augmentation — d'une autre nature, celle-là — de 10 % du financement par l'Etat des investissements privés, en plus des dégrèvements fiscaux en faveur des grosses sociétés financières et industrielles.

Enfin, il y avait les économies : chemins de fer et mines : 1 milliard ; enseignement et secteurs sociaux : 2 milliards ; communes : 1 milliard ; assurance maladie

et invalidité : 1,3 milliard ; l'âge de la retraite porté de 60 à 65 ans dans les services publics, malgré une majoration de 25 % des cotisations ; contrôle plus strict des chômeurs, pouvant aller jusqu'aux visites domiciliaires, et leur classement en deux catégories. La première leur aurait permis de toucher de maigres allocations durant quelques semaines. Puis, au bout de ce laps de temps, les travailleurs toujours sans travail seraient passés dans la seconde catégorie où il leur aurait été accordé des allocations plus faibles encore. Cette pression accrue sur les chômeurs aurait permis, à n'en point douter, d'en exercer une autre sur les salaires. En outre, des mesures tendant à refuser toute aide aux femmes mariées et aux jeunes travailleurs de moins de vingt et un ans étaient prévues.

On pensait ainsi arriver, avec un peu de patience, à la suppression du chômage... dans les statistiques. Nous allions oublier de mentionner une décision des plus radicales et combien efficace : l'Office national du Chômage s'appellera désormais, Office national de l'Emploi !

Que l'on criât haro sur le chômeur, — ce fainéant, ce profiteur d'où venait tout le mal, — transportait d'aise le petit-bourgeois, libre penseur ou cagot. N'est-il pas sa bête noire, au même titre que le Juif et l'étranger, autres incarnations du Mal ?

Au moment où le premier ministre, Eyskens l'Unique, essayait de convaincre la classe ouvrière de la nécessité des sacrifices qu'il voulait lui imposer, celle-ci apprenait que la famille royale, — l'une des plus belles équipes de parasites qu'il se puisse rencontrer, — s'étant accrue d'une unité, la très picuse Fabiola, ne coûterait plus 59 millions, mais 65. Certes à côté de tous les milliards que l'on vient de citer, c'est peu de chose ; quand même, lorsqu'on vous rebat les oreilles avec les abus dont seraient coupables d'innombrables « chômeurs professionnels », on ne peut s'empêcher de penser qu'en voilà une brochette qui ramasse autant que 2.500 chômeurs environ (lesquels ont travaillé eux, et travailleront encore, peut-être). Pas étonnant si, au cours des manifestations, on a pu entendre des cris hostiles à la monarchie.

Avant les grèves, toutes les catégories de la population, tous les journaux, à des titres divers, ont critiqué cette « loi unique ». Pourtant, lorsque laissant à leurs grognements et à leurs lamentations les divers groupements de la petite-bourgeoisie, les travailleurs sont passés à l'action, seuls contre le gouvernement et le monstre qu'il

avait enfanté, contre les argousins acéphales et les brutes à tête d'épingle de la gendarmerie, les bien-pensants, impuissants, lamentables et foireux sont allés se blottir autour des vingt-quatre ministres, oubliant la folle envie de les déchiqueter qui les démangeait quelques jours avant.

Les travailleurs se sont retrouvés seuls, c'est mieux ainsi : classe contre classe ; le prolétariat contre la bourgeoisie, son Etat et ses larbins, et contre les classes moyennes ; la démocratie capitaliste découvrant enfin sa face hideuse de vieille catin. La leçon ne sera pas perdue.

LE MOUVEMENT :

Le mouvement se développa rapidement, la paralysie gagnant d'heure en heure tout le pays, frappant le trafic ferroviaire, le port d'Anvers, les postes.

Deux jours après les premiers débrayages, la grève était quasi totale dans les grandes et moyennes entreprises de Wallonie. En pays flamand, partie d'Anvers, elle atteignit rapidement Gand, Bruges et d'autres centres. Dans les villes, l'éclairage fut réduit ; les enseignes lumineuses éteintes, les étalages éclairés à la bougie ; les cinémas et les théâtres qui ne disposaient pas de groupes électrogènes furent obligés de fermer.

Bien entendu, la bourgeoisie hurla : cette grève lui coûtait un demi-milliard de francs belges par jour ; la sidérurgie et les constructions métalliques en grève fournissant en temps normal 52,74 % des exportations. Elle exigea (et les classes moyennes avec elle) que l'ordre fût rétabli. Le gouvernement fit tout son possible pour y parvenir. La gendarmerie fut mobilisée, les réservistes rappelés, des unités militaires ramenées d'Allemagne. Les SS de la démocratie, déchaînés, chargèrent les manifestants, essayant de disloquer les piquets de grève ; les soldats occupèrent les bureaux de poste, les gares, gardèrent les voies ferrées et les ponts. Les arrestations se multiplièrent, « les forces de l'ordre », approuvées, félicitées par les ministres et les partis social-chrétien et libéral, firent tout ce qu'elles purent pour briser la combativité des grévistes. Sabres, fusils, grenades, gaz lacrymogènes, avions d'observation : on ne regarda pas à la dépense ; la police fit même l'honneur au Parti socialiste de saisir ses journaux.

En vain. Les grévistes, contre qui tout le monde se ligua, que tout le monde condamnait, durcirent leur action. Dans de nombreuses localités, le pouvoir, ce n'était plus le bourgmestre, mais le Comité

de grève, et inutile de dire qu'il se moquait bien des autorités officielles. Tout s'organisa sur la base de la grève, les ouvriers, quittant les usines, les chantiers, les bureaux et les gares, oublièrent leurs divisions en professions, en catégories ; les femmes, même celles qui n'étaient pas salariées, abandonnèrent balais et casseroles pour s'occuper du ravitaillement des piquets de grève.

Le prolétariat, tel un géant, se réveillait, se redressait, faisant tout craquer, plongeant ses exploiters dans le désarroi et la peur, et redonnant vie à ce que certains croyaient à jamais oublié : la solidarité ouvrière.

TRAHISON DU REFORMISME :

Pourtant, contrairement à ce que l'on a pu lire dans de nombreux journaux, il n'y a pas eu de grève générale si ce n'est dans les bassins de Liège, de la Basse-Sambre, de Charleroi, du Centre et du Borinage, régions fort importantes du point de vue économique, où se trouve un prolétariat nombreux, très concentré dont l'instinct de classe est resté vivace malgré les trahisons, les mystifications des chefs réformistes et stalinien. En Flandre, c'est à Gand et dans la région d'Anvers que l'arrêt du travail a été le plus étendu ; là aussi est groupée une masse ouvrière qui s'est souvenue de ses traditions de lutte. Mais la grève des cheminots — la plus complète que l'on ait enregistrée depuis 1923 — celle des employés communaux et des postiers ont porté le mouvement dans tous les coins du pays. On estime que la grève a provoqué une baisse de la production de 54 % en décembre.

Dans la brochure de Rosa Luxembourg « Grève générale, Parti et Syndicats », on lit : « Une tactique du socialisme consécutive, résolue, allant de l'avant, provoque dans la masse le sentiment de la sécurité, de la confiance, de l'ardeur au combat ; une tactique hésitante, faible, fondée sur une dépréciation du prolétariat, exerce sur la masse une action paralysante et perturbatrice. »

Or, quelle a été la tactique de ceux qui se prétendent les chefs du prolétariat belge ? Les résolutions votées dans les assemblées syndicales réclamant une action résolue contre le gouvernement, — au mépris de cet accord conclu en mai 1960 entre les directions syndicales et le patronat qui garantissait à ce dernier une paix sociale d'une durée de trois ans (nous en avons parlé dans un article précédent) — la bu-

reaucratie syndicale les a jugées à son aune. Le 21 novembre, 50.000 travailleurs manifestent à Liège, ils recommencent le 14 décembre, toutes les régions de la Wallonie étant cette fois de la partie ainsi que sept entreprises métallurgiques à Gand. Il en faut bien plus pour émouvoir les Secrétaires généraux, nationaux, de centrales, de régionales, de sections, et leurs adjoints.

Le 16 décembre, à la réunion du Comité national élargi de la F.G.T.B., les réformistes de droite émettent l'opinion que la classe ouvrière n'étant pas prête pour la lutte, il faudra se contenter d'une « journée nationale d'action ». A une faible majorité, ils l'emportent sur les réformistes de gauche lesquels, pas beaucoup plus certains de la volonté de lutte des ouvriers, avaient proposé une grève de 24 heures et une consultation dans les entreprises à propos d'une grève générale pour janvier. Il faut dire que la minorité, majoritaire dans le sud du pays, constitue, le 23 décembre, un Comité de coordination des régionales wallonnes lequel se substituera au Bureau national défaillant.

Elle va leur faire voir, la classe ouvrière, aux bureaucrates timorés combien elle est préparée pour le combat ! Des délégués syndicaux sont malmenés à Liège parce qu'ils tardent à lancer le mot d'ordre de grève ; les Ateliers de Construction Electrique de Charleroi, les Tôleries d'Espérance-Longdoz, les Acieries d'Ougrée débrayent dès le premier jour, de même les cheminots du groupe de Charleroi. Pendant des semaines, les comités ont protesté contre la loi unique, maintenant ils s'essouffent à rejoindre le mouvement qui les a dépassé ; dans la plupart des cas, ils ne se décident à décréter l'arrêt du travail que lorsque les ouvriers ont déjà quitté les usines. Bien souvent, ils élaborent des communiqués sans directives précises. A Bruxelles, dans le Borinage, à Charleroi, à Liège leurs représentants et des députés socialistes se font huer dans les assemblées, les grévistes exigeant l'organisation d'une marche sur Bruxelles, la démission des parlementaires du P.S.B. A quel point ils sont éloignés de la masse, on ne le soulignera jamais assez ; quelle valeur peut-on accorder à des « chefs » qui, drapés dans leur suffisance, déclarent que les travailleurs ne sont pas prêts pour le combat trois jours avant le déclenchement de cette grève magnifique ?

(Et encore, le 25 janvier, trois jours après la fin du mouvement, les cheminots de Charleroi repartiront en grève pour marquer leur solidarité à l'égard d'un

machiniste contre qui des sanctions avaient été prises ; cinq gares, dont deux de formation, seront touchées. A Verviers, quatre-vingts ouvriers d'une usine de textile arrêteront le travail pour protester contre le licenciement de trois de leurs compagnons.) N'est-ce pas une preuve de plus que cette « direction » n'a plus rien de commun avec le socialisme ?

Bureaucrates bornés, abrutis par le social-chauvinisme, par le social-impérialisme (nous faisons allusion à Monsieur le Citoyen Major, secrétaire général de la F.G.T.B., partisan de l'indépendance du Katanga, admirateur de Tshombé le marchand d'esclaves), plus soucieux de l'intérêt de « notre pays » que de celui des travailleurs (leur faisant croire d'ailleurs que l'un et l'autre se confondent) ; plus compréhensifs vis-à-vis des patrons et des ministres qu'à l'égard des syndiqués, plus près de la bourgeoisie — en tout point — que du prolétariat, misérables démocrates, vous apparaissez comme de bien petits personnages à côté des Kautsky, des Plekhanov, des Guesde fustigés par Lénine, comme ils le méritaient, après leur chute dans l'opportunisme il y a cinquante ans. On ne peut se défendre de penser à vous lorsqu'on lit dans sa brochure « La faillite de la 2^e Internationale » : « Voici la dialectique vivante de l'opportunisme : la simple croissance des syndicats légaux, la simple habitude qu'ont les philiistins quelque peu obtus, mais conscien-cieux, de se borner à la tenue de livres de bureau ont abouti à ce fait qu'au moment de la crise, ces petits bourgeois conscien-cieux se sont trouvés être des traîtres, des félons, des *étrangleurs* de l'énergie révolutionnaire des masses. »

Le 21 décembre Collard, président du Parti socialiste affirme qu'il n'est pas question de grève générale, son acolyte Major lui fait écho et reproche au gouvernement, le 23 décembre, à la Chambre (car ce monsieur est aussi député), de « ruiner les relations entre les syndicats et entre les syndicats et les patrons (...) à un moment où notre unité est plus que jamais nécessaire au seuil du Marché Commun et de la récession ». C'est le même jour que le sinistre cardinal Van Roey, rappelant qu'il est archevêque, « c'est-à-dire pasteur des âmes et guide des consciences », se plaçait une fois de plus au côté des pharisiens et des marchands du temple et ordonnait aux syndicats chrétiens de tout faire pour briser la grève. Malgré cela des milliers d'ouvriers de la C.S.C. allaient rester dans la lutte, jusqu'au dernier jour. Nombreux sont ceux qui quitteront leur syndicat pour adhérer

à la F.G.T.B.

Tout au long de la grève, l'impulsion, l'organisation, l'initiative viendront de la base, des piquets et des comités de grève où les non-syndiqués trouveront leur place.

A aucun moment, la grève n'a trouvé une direction nationale. Le Bureau de la F.G.T.B. se borne à inviter les régionales à « élargir le mouvement », la Centrale Générale du bâtiment et des industries diverses, celles du vêtement, du textile, du transport, de l'alimentation consentent à laisser toute liberté à leurs adhérents (et vive la démocratie !). La grève générale n'est décidée par la Régionale d'Anvers, que le 28 décembre ; par la Centrale des métallurgistes que pour le 3 janvier. La grève des dockers bloque une centaine de navires dans le port, mais un arrangement avec la direction syndicale leur permet de gagner la mer. Les gouverneurs des provinces du Brabant, du Hainaut, de Namur, de Liège concluent des accords avec les syndicats suivant lesquels la production d'électricité sera assurée pour les besoins essentiels ; cela donne l'occasion au gouvernement de faire occuper les centrales par les briseurs de grève des syndicats jaunes que les gendarmes protègent (et vive la démocratie !). Mais on n'en finirait pas de donner des exemples de la passivité, du désarroi, des opportunistes dirigeant les syndicats et le parti « socialistes ». Cela aboutit à l'amendement de la loi unique à propos du chômage présenté à la Chambre par Van Acker, lequel déclare : « Je comprends que le gouvernement prenne des mesures pour maintenir l'ordre. J'en aurais fait autant. Mais peut-être autrement. » (Comme en 1948 lorsqu'il a brisé la grève des postiers, en 1955, celle des métallurgistes ?) Mais pourquoi, soit dit en passant, la gauche socialiste prend-elle le ministre d'Etat Van Acker, conseiller de la Couronne, comme bouc émissaire ? Son amendement et la déclaration qui l'accompagnaient sont ceux de Collard, de Major, de Larok, de toute la direction du Parti. L'ont-ils exclu, l'ont-ils seulement désavoué ? Non. Ils se sont précipités vers la porte qu'il leur avait ouverte.

Ainsi, c'est au moment où la presse financière, (« L'Echo de la Bourse » et « L'Agence Economique et Financière » entre autres) crie casse-cou, où « La Métropole » d'Anvers se lamente sur la perte de prestige du grand port paralysé par la grève, où la « Libre Belgique » conseille au gouvernement d'abandonner son projet de loi unique, c'est à ce moment que Van Acker esquisse une manœuvre qui sera

la première étape de la liquidation du mouvement !

Après sont venus le memorandum « pour sortir de l'impasse », signé par les principaux dirigeants politiques et syndicaux socialistes (A. Renard compris), et l'adresse des parlementaires et bourgmestres wallons, tous les deux soumis à la bienveillante sagesse de l'héritier des quatre rois qui, en cent trente ans, firent la Belgique.

Une semaine plus tard, le quotidien du P.S.B., « Le Peuple », pouvait annoncer : « La grève est suspendue, mais la lutte continue ». Ouf ! aurait-il pu ajouter, nous voici de nouveau sur le terrain de la légalité et de la démocratie, de la cuisine électorale, des marchandages. Les ordres de reprise du travail ont été signifiés d'abord aux sections professionnelles les plus faibles, aux régions les plus isolées (Gand, Bruges, Anvers) bien souvent sans consulter les grévistes.

Le moment était arrivé de sortir Spaak du frigidaire en vue de former, au lendemain des élections, un gouvernement avec le parti d'Eyskens, ou avec celui de Lefebvre — premier flic de Belgique — ou avec les deux, qui sait.

SUIVISME

DE LA « GAUCHE » SOCIALISTE :

Dans un article intitulé « L'Avant-Garde et l'Algérie » (Programme Communiste, octobre 1958) nous écrivions, à propos des trotskystes et des syndicalistes français : « Aux uns et aux autres nous ne faisons pas grief de ne pas parvenir à radicaliser selon leurs vues les mouvements qu'ils appuient, mais nous reprochons de sacrifier à une illusoire « efficience » des principes politiques essentiels. Leur complicité objective avec la politique de l'opportunisme, ils ne la doivent certes pas à la corruption économique de leurs militants — ce sont d'intègres et courageux lutteurs (hélas ! l'opportunisme sincère est le pire des opportunistes !) — mais au fait qu'ils partagent au moins une partie des illusions qu'entretenaient les agents appointés du capitalisme et leurs alliés « de gauche ». Ce ne sont pas des bureaucrates, non, mais ils se conduisent en opportunistes à l'égard de l'opportunisme officiel, ils se posent en réformistes du réformisme déclaré. Et tout cela parce qu'ils veulent avant tout agir ! »

Ce jugement s'applique, en tout point, aux militants de base de la Gauche et des Jeunes Gardes socialistes. Ils ont été admirables de dévouement, de combativité. Que ne comprennent-ils pas qu'en dépit de leurs

critiques, parfois acerbes, à l'encontre des dirigeants de la social-démocratie et de la F.C.T.B., ils contribuent, par leur seule présence dans le parti socialiste, à freiner la marche du prolétariat vers sa libération, à la rendre bien plus pénible.

La Gauche essaie de ramener à la vie un parti traître, passé du côté de la bourgeoisie en 1914 lorsqu'il a basculé dans l'Union sacrée. On ne redresse pas un tel parti, on le combat. Quoi qu'il en coûte.

Ne pas le faire coûte bien plus d'ailleurs. Cela mène à considérer les réformes de structure (qui n'affaibliraient en rien la domination du capital), les nationalisations (réalisées en France sous le premier règne de de Gaulle) comme des mesures révolutionnaires, à admettre la participation gouvernementale, à accepter le fédéralisme de Renard et sa prétention de transformer la grève ouvrière de décembre-janvier en « grève de libération nationale ».

Le parti stalinien, à la remorque de la social-démocratie, n'a pas fait le moindre effort pour sortir de la voie de la légalité et du parlementarisme, allant jusqu'à préconiser l'envoi de délégations de grévistes auprès des députés. Et l'on a vu ainsi le député social-chrétien Lebas, « fort impressionné par le moment actuel et les arguments du mouvement ouvrier » nous rapporter le « Drapeau rouge », organe du P.C., apporter le lendemain son appui... au gouvernement.

LES LEÇONS

D'UN GRAND MOUVEMENT :

Quoique votée au Parlement, la loi unique devenait, bien entendu, inapplicable après une mobilisation si décidée du prolétariat contre elle. Par suite de l'inexistence d'un parti communiste révolutionnaire, le mouvement de grève ne pouvait pas franchir les limites de la société bourgeoise, et les travailleurs retournèrent finalement

au travail. Ainsi, la voie pour les « réformes de structure » est ouverte. Une fois de plus, le Parti « socialiste » pose sa candidature à la direction du capitalisme belge : que la « gauche » socialiste et les staliens s'en réjouissent !

Tel qu'il a été, avec toutes ses limites, le grand mouvement belge apporte pourtant le démenti le plus cinglant à tous ceux qui, se livrant à des calculs aussi laborieux que délicats sur le nombre des postes de télévision, de frigidaires, d'autos à deux, trois ou quatre chevaux, machines à laver, à broyer, à aboyer, à abrutir, en étaient arrivés à la conclusion que la classe ouvrière n'existait plus ! Non, la classe ouvrière n'est pas envolée, disparue, effacée, dissoute dans la masse du « peuple », de la « nation », comme le souhaitent en leur for intérieur tous les bourgeois, les petits-bourgeois — et les réformistes de toutes eaux. Le mouvement belge le prouve : elle est toujours là. Particulier par ses déterminations — l'archaïsme du Capitalisme belge — il a une portée universelle par les méthodes de lutte qu'il a employées, et auxquelles le prolétariat du monde entier devra bien revenir quand la crise inéluctable du capitalisme le prendra à la gorge. Quand cette crise que nous prévoyons, et à laquelle les nations capitalistes courent, et courent d'autant plus vite que leur économie est moins archaïque, éclatera, il n'est aucune promesse de « réformes de structure » aucune diversion nationaliste qui pourra arrêter le prolétariat. Alors il se sera reconstitué en Parti de la Révolution, et abattant toutes les barrières de catégories, de nationalités, de sexes même, méprisant la légalité démocratique, désertant tous les partis du compromis, il se dressera de toute sa taille de géant au-dessus d'une société de désordre et de servitude, dont il anéantira jusqu'au souvenir, en anéantissant toutes les institutions de l'Etat bourgeois, rempart de la Dictature du Capital !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 11. — Une femme de ménage, 5 ; un retraité des P.T.T., 10 ; deux métallos de province, 15 ; groupe d'étudiants africains, 8 ; un ex-P.C.F., 5 ; le Lyonnais, 4 ; Gruppo di F., 300 ; Tellini salue Bruno, 90 ; en mémoire de Péronne, 27 ; Pierre, 11.

Total liste N° 11	475,00 NF
Total des listes précédentes	3.363,00 NF
Total souscription permanente	3.838,00 NF